



Date de dépôt : 1^{er} juin 2026

Rapport

de la commission des affaires sociales chargée d'étudier le projet de loi de Stéphane Florey, Michael Andersen, Guy Mettan, Marc Falquet, Florian Dugerdil, Virna Conti, Julien Ramu, Lionel Dugerdil, Vincent Schaller, Daniel Noël, Patrick Lussi, Gilbert Catelain, Christo Ivanov modifiant la loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité (LASLP) (J 4 04) (*Uniformisation des prestations pour les personnes admises provisoirement*)

Rapport de majorité de Arber Jahija (page 3)

Rapport de minorité de Gilbert Catelain (page 87)

Projet de loi (13730-A)

**modifiant la loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité (LASLP)
(J 4 04)** (*Uniformisation des prestations pour les personnes admises
provisoirement*)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modification

La loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité, du 23 juin 2023, est
modifiée comme suit :

Art. 26, al. 2 (abrogé)

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la
Feuille d'avis officielle.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Arber Jahija

La commission des affaires sociales a traité le PL 13730 en cinq séances, les 3 février, 3, 24 et 31 mars, et 5 mai 2026, sous la présidence de M^{me} Natacha Buffet-Desfayes.

M^{mes} Laure Delieutraz, secrétaire générale adjointe au DCS, et Nadia Salama, secrétaire scientifique, ont participé avec assiduité à toutes les séances. Les procès-verbaux ont été intégralement et fidèlement tenus par M^{me} Lisa Scussel.

Le rapporteur remercie toutes ces personnes, ainsi que les membres de la commission des affaires sociales pour leur précieuse contribution.

Séance du 3 février 2026

Audition de M. Stéphane Florey, premier signataire du PL 13730

M. Florey indique que le PL 13730 modifiant la loi sur l'aide sociale a été déposé afin de permettre à l'Hospice général de réaliser des économies sur des budgets qui connaissent une augmentation continue depuis de nombreuses années. Cette situation est due notamment au domaine de l'asile. Il rappelle que l'Hospice général est chargé non seulement de la prise en charge des personnes ayant besoin d'une aide sociale, mais également, en vertu d'une obligation légale, de l'ensemble du domaine de l'asile. La loi fédérale impose en effet aux cantons de s'occuper à la fois des personnes ayant atteint un état de précarité et de celles relevant de l'asile. Le canton a fait le choix de déléguer ces prérogatives à l'Hospice général. Depuis lors, selon lui, les budgets de l'institution sont constamment déficitaires. A titre d'exemple, l'année précédente, le Conseil d'Etat est venu devant le Grand Conseil avec une demande de crédit complémentaire de 51,4 millions de francs. Cette demande était exclusivement due au fait que le domaine de l'asile a, une fois encore, grevé les comptes de l'Hospice général, lequel se retrouvait avec un déficit dépassant 50 millions de francs. Le budget initial s'élevait à 580 millions de francs pour l'année considérée et, si la commission des finances avait accepté ce crédit complémentaire, ce qu'elle a finalement refusé, le budget total de l'Hospice général aurait atteint 625 millions de francs. M. Florey précise que les auteurs du projet ne proposent pas de supprimer toute aide, dans la mesure où il existe une obligation légale d'aider les requérants d'asile et les personnes

admises à titre provisoire à vivre en Suisse. Il s'agit en revanche de soumettre l'ensemble de ces personnes au même régime.

Il atteste que l'alinéa 1 de la disposition concernée prévoit la base légale imposant la prise en charge de ces personnes, tandis que l'alinéa 2 introduit des exceptions permettant à certaines d'entre elles non seulement de bénéficier de l'aide minimale, mais également, sous certaines conditions, de percevoir diverses prestations sociales complémentaires. Selon lui, cette situation constitue l'une des principales raisons de l'explosion des budgets.

Il estime que ces personnes ne sont pas suffisamment incitées à améliorer leur situation et que, même une fois admises à titre définitif, elles demeurent dépendantes de l'Hospice général, pesant durablement sur les finances publiques. Les moyens engagés pourraient, selon lui, être affectés au financement des prestations ordinaires de l'Hospice général, plutôt que de favoriser une dépendance prolongée à l'aide sociale. La question a récemment été posée au département, lequel a confirmé les chiffres figurant dans l'exposé des motifs. Il ressort de ces éléments que la seule solution, si l'on souhaite revenir, même partiellement, à des montants plus ordinaires, consiste à réaliser des économies là où cela est possible. Ainsi, les auteurs du projet proposent de soumettre toutes ces personnes à un régime uniforme, prévoyant une aide de base, mais sans prestations supplémentaires au-delà de ce à quoi elles ont strictement droit. Ils ne comprennent pas pourquoi, aujourd'hui, des personnes provenant potentiellement du même pays seraient traitées différemment, l'une ne percevant que le minimum, tandis qu'une autre bénéficierait, sous conditions, de prestations complémentaires. Selon eux, cette situation manque de cohérence. M. Florey souligne enfin que d'autres cantons ont déjà adopté une approche similaire. Il cite notamment le cas de l'Argovie, où l'ensemble des bénéficiaires relevant du domaine de l'asile a été placé sous le régime de l'aide d'urgence. Cette mesure a permis au canton d'économiser plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de millions de francs par an. De plus, ces mesures auraient incité certaines personnes faisant l'objet de décisions de non-entrée en matière à quitter le pays et à retourner dans leur pays d'origine. Il conclut en indiquant que ces éléments démontrent l'existence d'un effet bénéfique lié à l'adoption de mesures plus strictes et à la limitation de ce qu'il qualifie de largesse du Conseil d'Etat. C'est dans cet esprit que les auteurs proposent ce projet de loi, afin de rétablir un minimum de rigueur budgétaire et de tendre vers un retour à des comptes équilibrés.

Une commissaire MCG relève qu'à l'article 26, alinéa 2, il est fait référence aux personnes bénéficiant d'un permis B. Elle indique avoir compris qu'il était soutenu que les personnes bénéficiant d'un permis B ne devraient plus avoir accès aux prestations mentionnées. Elle s'interroge toutefois sur

cette interprétation, dans la mesure où le permis B correspond à une autorisation de séjour de longue durée, en principe valable cinq ans, et ne saurait être assimilé à une situation d'asile provisoire.

M. Florey dit que si une personne est admise à titre provisoire, elle ne devrait pas bénéficier d'un régime particulier.

La commissaire MCG maintient ce qu'elle a avancé.

M. Florey se demande pourquoi des personnes admises à titre provisoire bénéficieraient de prestations étatiques supplémentaires.

Un commissaire UDC fait savoir que la question des permis B est intéressante. A cet égard, il rappelle que, lors du lancement du projet Papyrus par M. Maudet, l'objectif était de régulariser un certain nombre de travailleurs, notamment dans le domaine de l'économie domestique. Ce projet devait se traduire par une meilleure insertion professionnelle et par une sortie durable de l'aide sociale. Il rappelle qu'il avait été clairement indiqué que les personnes titulaires d'un permis B ne devaient pas recourir à l'aide sociale. Selon lui, cette logique demeure pleinement pertinente aujourd'hui. Il observe par ailleurs que certaines personnes sans statut légal parviennent néanmoins à accéder à l'emploi, ce qui soulève des questions quant à la cohérence du système actuel. Le commissaire UDC conclut en indiquant que la question centrale consiste à déterminer si, dans la logique initiale et confirmée du projet Papyrus, il était bien prévu que les titulaires de permis B ne dépendent pas de l'aide sociale.

M. Florey rappelle qu'en principe, tant les personnes en attente d'une décision que celles titulaires d'un permis B ne devraient pas relever du dispositif de l'aide sociale.

Un commissaire S remercie l'UDC pour ce projet de loi, qui permet d'ouvrir un débat sur une problématique relevant de la loi sur l'aide sociale. Concernant la question 2262, il relève que l'exposé des motifs reprend en partie la réponse du Conseil d'Etat, laquelle lui paraît déjà relativement complète. Il souhaite revenir sur un premier élément figurant dans cette réponse, à savoir le nombre de personnes admises à titre provisoire bénéficiant de prestations d'aide financière ordinaire. A cet égard, le Conseil d'Etat indique que 2 126 personnes, correspondant à 1 521 dossiers, sont concernées. Il interroge ensuite M. Florey sur le nombre total de personnes bénéficiant de l'aide sociale à Genève.

M. Florey précise que l'objectif n'est pas de connaître le chiffre exact dans le détail, mais d'apprécier l'ordre de grandeur.

Le commissaire S estime que ce nombre dépasse 30 000 personnes. Il en déduit que les personnes admises à titre provisoire représentent, dans ce

contexte, une infime minorité des bénéficiaires de l'aide sociale. Il indique poser cette question au regard des économies évoquées par les auteurs du projet de loi, relevant que les mesures envisagées visent finalement une population très restreinte. Il souligne également que la réponse du Conseil d'Etat rappelle que les barèmes applicables aux personnes admises à titre provisoire sont nettement inférieurs à ceux de l'aide sociale ordinaire accordée aux ressortissants suisses, aux réfugiés statutaires et aux autres ressortissants étrangers. Il constate ainsi que les personnes concernées constituent non seulement une minorité, mais qu'elles bénéficient en outre de prestations réduites.

Il rappelle, à cet égard, que le Conseil d'Etat indique qu'un forfait mensuel pour l'entretien d'une personne seule admise à titre provisoire s'élève à 484 francs, alors que le forfait applicable dans le régime de l'aide sociale ordinaire atteint 1 031 francs par mois. Sur cette base, il s'interroge sur le caractère proportionné de la démarche et se demande si le projet de loi ne relève pas davantage d'un discours idéologique ciblant des personnes étrangères, lesquelles constituent une minorité très réduite et perçoivent déjà des prestations inférieures. Il met en évidence que cette situation pourrait, à certains égards, être perçue comme discriminatoire par rapport à d'autres catégories de bénéficiaires de l'aide sociale.

M. Florey indique souhaiter réagir une nouvelle fois sur cette question. Il rappelle qu'au sein de la commission des finances, le Conseil d'Etat revient année après année avec des demandes de crédits complémentaires. Il expose qu'encore l'année précédente, sauf erreur, de telles demandes ont été présentées à deux reprises. Il souligne que les justifications avancées sont systématiquement les mêmes, à savoir que le domaine de l'asile plombe les budgets de l'Hospice général. Il rappelle que, lors de la dernière intervention du Conseil d'Etat, celui-ci a sollicité un crédit complémentaire de 51,4 millions de francs, exclusivement en raison du dépassement des coûts liés aux personnes relevant du domaine de l'asile. Il qualifie ces chiffres d'impressionnants. Selon lui, il existe dès lors une réelle possibilité d'économies. Il estime que cette économie réside notamment dans le fait que les requérants d'asile sont aujourd'hui traités selon deux régimes différents, ce qu'il ne comprend pas. Il considère que ces personnes devraient être traitées à la même enseigne.

Il relève que certains cantons ont déjà adopté une telle approche et mentionne en particulier le cas de l'Argovie, qui a fait ce choix il y a plusieurs années. Selon lui, ce canton gère désormais une seule catégorie relevant du domaine de l'asile, et la question est réglée. Il estime qu'aujourd'hui, au vu de la situation financière de l'Etat, il n'y a plus lieu de maintenir les distinctions

actuelles. Il rappelle que le budget cantonal prévoyait un déficit de 740 millions de francs et que l'Etat se trouve actuellement dans une situation de douzièmes provisoires. Il insiste sur le fait qu'il n'existe pas de « petites économies » et que toute mesure permettant de réduire les charges doit être envisagée. Selon lui, une partie des économies proposées dans le cadre de ce projet de loi pourrait contribuer utilement à l'assainissement des finances publiques. Il souligne que, comme indiqué dans l'exposé des motifs, toute économie, quelle qu'elle soit, devrait aujourd'hui être accueillie avec bienveillance, précisément dans l'objectif de sortir l'Etat de chiffres rouges, de réaliser de véritables économies et de revenir à une gestion plus conforme à la réalité financière. Il estime qu'il est nécessaire de mettre fin à une forme de largesse consistant à faire croire que l'Etat peut tout financer indéfiniment, alors que les moyens ne sont plus disponibles.

Il expose enfin que, pendant que l'on demande depuis des années aux ménages de se serrer la ceinture, que ceux-ci peinent à joindre les deux bouts et font face à une augmentation constante de leurs charges, l'Etat continue, selon lui, à distribuer des moyens financiers sans retenue. Il estime qu'un tel décalage n'est plus acceptable. Il conclut en indiquant qu'il n'y a, selon lui, rien de dégradant dans les mesures proposées. Les personnes concernées continueraient à être prises en charge, mais selon un autre modèle, plus soutenable financièrement. Il considère que le système actuel pèse lourdement sur les budgets de l'Hospice général et coûte des millions de francs chaque année. Il indique préférer que les économies réalisées soient redistribuées au bénéfice des résidents et des personnes ayant de réels besoins, vivant durablement dans le canton, et ne relevant pas d'une admission provisoire.

Le même commissaire S répond en indiquant avoir l'impression que plusieurs éléments sont mélangés. Il se demande si les montants mentionnés, notamment ceux relatifs aux 59 000 francs, se rapportent à l'ensemble du dispositif de l'aide sociale.

M. Maffia apporte une précision concernant les dépassements de crédit évoqués. Il indique que, l'année précédente, le dépassement du crédit demandé portait sur l'aide sociale et non sur le domaine de l'asile.

Il précise qu'en revanche, en 2024, un crédit supplémentaire de 36,5 millions de francs avait effectivement été demandé, puis accepté par la commission des finances, en raison d'une hausse globale et généralisée des charges, supérieure aux projections qui avaient été établies. Il déclare qu'une part de cette augmentation était liée au domaine de l'asile, à hauteur de plus d'un million de francs, sur un total de 36,5 millions. Il indique enfin qu'en 2025, le Conseil d'Etat est revenu devant la commission avec des

demandes de crédits supplémentaires portant sur l'aide sociale, mais non sur le domaine de l'asile, ces éléments relevant donc de deux situations distinctes.

M. Florey indique ne pas être convaincu par les explications apportées. Il informe que, même lorsque les crédits complémentaires concernent formellement l'aide sociale, une part importante de ces dépassements est, selon lui, liée au domaine de l'asile, lequel pèse de manière significative sur les charges de l'Hospice général. Il estime que, de manière générale, ce sont les coûts liés à l'asile qui ont, au fil des années, contribué à déséquilibrer les comptes de l'Hospice général.

M. Maffia se permet d'insister sur ses propos. Il invite le député à consulter le site de la commission des finances, où figurent l'ensemble des éléments relatifs aux crédits supplémentaires, lesquels sont entièrement documentés.

Il précise qu'en 2024, des crédits supplémentaires ont effectivement été accordés pour les prestations relevant de l'Hospice général dans le domaine de l'asile. En revanche, il souligne qu'à la fin de l'année 2025, aucune demande de crédit supplémentaire n'a été présentée concernant le domaine de l'asile. Il rappelle que les demandes formulées en 2025 portaient sur l'aide sociale, laquelle ne doit pas être confondue avec l'asile. Il conclut en indiquant que ces éléments peuvent être librement vérifiés dans la documentation officielle de la commission.

Un commissaire S relève que le Conseil d'Etat précise que, parmi les 2 126 personnes mentionnées, seule une part encore plus restreinte bénéficie des prestations d'aide financière ordinaire en raison de situations particulières. Il s'agit des personnes admises à titre provisoire ayant épuisé leurs prestations de l'assurance-chômage, résidant dans le canton depuis au moins sept ans et ayant exercé une activité lucrative. Ces situations concernent 330 personnes admises à titre provisoire, correspondant à 198 dossiers en 2025. Il indique que ces personnes bénéficient de prestations d'aide financière ordinaire. Il poursuit en relevant que le Conseil d'Etat justifie ce régime en expliquant que ces personnes peuvent bénéficier, au même titre que d'autres chômeurs arrivés en fin de droit, des prestations de l'aide sociale. Le Conseil d'Etat s'appuie sur l'opinion du législateur et sur la jurisprudence pour étayer sa décision. Ces sources juridiques considèrent que les personnes ayant résidé dans le canton depuis plus de sept ans et ayant travaillé et payé des impôts doivent bénéficier des mêmes prestations d'aide sociale que les autres personnes en fin de droit de l'assurance-chômage en cas de besoin. Il annonce enfin que ce régime concerne précisément ces 330 personnes, soit 198 dossiers, et indique que ce sont ces situations-là qui seraient visées par la suppression de l'article 26, alinéa 2, telle que proposée dans le projet de loi.

M. Florey confirme.

Le commissaire S remercie le représentant du département pour sa confirmation et indique, sur cette base, ne plus comprendre la logique du projet. Il relève que, dans la réponse du Conseil d'Etat, au considérant suivant, celui-ci s'interroge sur les économies qui pourraient être réalisées en basculant certains bénéficiaires vers le régime de l'aide d'urgence, dans l'hypothèse d'une suppression de l'article 26, alinéa 2. Il observe que le projet semble postuler que la suppression de cet alinéa conduirait à l'octroi de l'aide d'urgence aux personnes concernées. Or il expose que la réponse du Conseil d'Etat précise que, conformément à l'article 82, alinéa 1 LAsi, seules les personnes frappées d'une décision de renvoi exécutoire, assortie d'un délai de départ, sont exclues du régime de l'aide sociale et peuvent bénéficier de l'aide d'urgence. Il souligne que les personnes admises à titre provisoire ne remplissent pas ces conditions et ne sont, par conséquent, pas éligibles à l'aide d'urgence. Dès lors, il demande, à la lumière de la réponse du Conseil d'Etat, quelle est la compréhension exacte retenue par les auteurs du projet et, surtout, où se situent concrètement les économies annoncées.

M. Florey indique que, de toute manière, des économies substantielles sont possibles. Il précise ne pas être entièrement satisfait de la réponse du Conseil d'Etat, estimant que d'autres débats antérieurs ont porté sur des problématiques strictement similaires. Il rappelle notamment des discussions ayant concerné, il y a plusieurs années, les personnes frappées de décisions de non-entrée en matière. A cette époque, ces situations concernaient 98 personnes qui étaient censées quitter le territoire. Or, selon lui, ces personnes sont restées prises en charge, générant des coûts importants. Il indique que, lors de ce débat, ces 98 situations représentaient une charge annuelle de 3,2 millions de francs, comprenant notamment le financement des loyers et de l'ensemble des prestations associées. Il souligne le caractère problématique de ces situations, relevant que ces personnes disposent de moyens matériels variés, tels que des téléphones ou des tablettes, mais déclarent ne pas avoir de papiers.

Il estime que ces situations, bien que numériquement limitées, engendrent des coûts significatifs alors même que les personnes concernées sont censées quitter le pays. Il relève que le présent projet de loi concerne un nombre de personnes bien supérieur à ces 98 cas, ce qui, selon lui, démontre que les économies potentielles sont bien réelles. Il considère qu'au regard d'un déficit budgétaire annoncé de 740 millions de francs, il n'est en rien déraisonnable de rechercher des économies se chiffrant à plusieurs dizaines de millions de francs dans le cadre du projet de loi présenté. Il affirme que l'Etat doit aujourd'hui impérativement économiser, dépenser moins et dépenser mieux. Selon lui, les personnes visées devraient relever uniquement du régime de l'aide

d'urgence tant que leur dossier n'est pas définitivement traité et qu'aucune décision finale n'a été rendue. Il conclut en indiquant que ce n'est qu'à partir du moment où une admission définitive est accordée que le régime applicable pourrait être réexaminé. En revanche, tant que les personnes concernées demeurent dans une situation provisoire, au sens du projet de loi, il estime que les mesures proposées sont justifiées.

Le même commissaire S formule une dernière remarque. Il expose que, dans sa réponse, le Conseil d'Etat se réfère à l'article 82, alinéa 1 LAsi, selon lequel seules les personnes frappées d'une décision de renvoi exécutoire sont exclues du régime de l'aide sociale, conformément au droit fédéral. Il indique que cette référence soulève une question de légalité quant aux mesures envisagées. Il précise toutefois avoir compris que, pour le département, cet aspect ne semble pas constituer un problème particulier.

M. Florey rappelle que l'Argovie l'a fait.

Une commissaire S remercie le député pour ses explications et indique avoir une question qui a déjà été partiellement abordée. Celle-ci concerne les personnes qui remplissent les deux conditions cumulatives, à savoir l'épuisement des droits aux prestations de l'assurance-chômage et un domicile dans le canton depuis au moins sept ans. Elle s'interroge sur la situation de ces personnes, lesquelles ont cotisé durant plusieurs années, et observe que, dans l'hypothèse envisagée, elles ne pourraient plus prétendre à l'aide sociale. Elle admet toutefois qu'affirmer qu'elles ne devraient pas cotiser parce qu'elles ne seraient pas autorisées à s'établir durablement soulèverait également des questions. Elle souligne en effet que la cotisation et l'activité professionnelle constituent l'un des principaux moyens permettant une régularisation de la situation, en ce sens qu'il est nécessaire de démontrer une activité et des contributions sociales suffisantes. Elle s'interroge dès lors sur la cohérence du dispositif proposé.

La commissaire résume sa question en demandant si les mesures envisagées conduiraient soit à retirer des droits à des personnes ayant cotisé, soit à empêcher ces personnes de cotiser, ce qui les priverait ensuite de toute possibilité de régularisation. Elle rappelle que cette problématique s'inscrit plus largement dans le débat relatif à la régularisation, à l'obtention d'un permis, puis, à plus long terme, à l'accès éventuel à la naturalisation.

M. Florey indique, à titre personnel, trouver la situation aberrante. Il estime qu'on en vient à permettre à des personnes se trouvant encore dans une phase d'attente de s'installer durablement et de travailler, ce qui lui paraît problématique. Il relève que le débat dépasse largement la question ponctuelle du projet de loi et s'inscrit dans une problématique plus globale. Selon lui,

s'agissant de personnes admises à titre provisoire, il conviendrait en premier lieu d'attendre l'issue de la procédure et de savoir si elles seront effectivement admises avant de les installer dans des logements, comme c'est actuellement le cas pour certaines d'entre elles. Il estime que le fait de permettre une activité professionnelle et une forme de stabilité crée des attentes et une intégration de fait. Or, lorsque la Confédération rend ensuite une décision de non-entrée en matière, la rupture qui en résulte est, selon lui, d'autant plus forte et violente que les personnes concernées avaient commencé à s'ancrer dans une situation relativement stable. Il considère qu'une telle rupture est plus dommageable que si ces personnes étaient restées en attente du traitement de leur dossier, avant de pouvoir, le cas échéant, envisager une intégration durable et définitive en cas de décision positive.

La commissaire S affirme avoir bien entendu l'avis personnel exprimé par M. Florey, mais rappelle qu'il s'agit ici de l'examen d'un projet de loi. Elle précise que son intention n'est pas de débattre d'opinions politiques, mais de comprendre la mise en œuvre concrète et juridique des mesures proposées.

Elle revient dès lors à sa question et s'interroge sur la manière dont, dans le cadre du projet de loi, il serait envisagé de traiter la situation des personnes qui cotisent aux assurances sociales, mais qui se verraient refuser l'accès aux prestations sociales. Elle relève que deux hypothèses semblent possibles: soit ces personnes cessent de cotiser, ce qui impliquerait un autre cadre légal, voire un autre projet de loi, soit elles continuent de cotiser, mais un alinéa prévoirait explicitement qu'elles n'ont pas droit, en contrepartie, à des prestations sociales, ce qui soulève également des questions de cohérence juridique. Elle souligne que la capacité de cotiser constitue précisément l'un des éléments permettant une régularisation de la situation et s'interroge dès lors sur la logique consistant à refuser tout droit à des personnes pouvant démontrer une insertion professionnelle et des contributions sociales effectives. La commissaire précise qu'en dehors de l'avis personnel exprimé par M. Florey, lequel lui semble politiquement cohérent avec la ligne défendue par son parti, elle souhaite avant tout obtenir une réponse dépassant le registre de l'opinion. Elle insiste sur le fait qu'un projet de loi n'est pas un simple outil d'expression d'idées, mais un instrument normatif qui doit être juridiquement applicable et opérationnel.

Elle reformule donc sa question en demandant comment, concrètement, le projet de loi permettrait d'empêcher l'accès aux prestations sociales pour des personnes qui cotisent, sans créer d'incohérences juridiques ou de blocages en matière de régularisation. Elle s'interroge en outre sur l'opportunité de considérer qu'il serait préférable que ces personnes restent en attente sans exercer d'activité professionnelle, plutôt que de travailler durant cette période.

Elle relève qu'une telle approche lui paraît constituer un retour en arrière, au regard d'études ayant démontré que l'accès au travail durant l'attente constitue plutôt une plus-value, tant pour l'intégration que pour la collectivité. Elle précise enfin que les emplois concernés ne sont généralement pas ceux pour lesquels les travailleurs suisses se portent massivement candidats, tout en reconnaissant qu'il s'agit là d'un avis personnel. Elle conclut en réitérant sa demande d'une réponse précise sur l'articulation légale envisagée, afin de comprendre comment le projet de loi permettrait concrètement de traiter la situation de ces personnes qui cotisent sans pouvoir accéder aux prestations correspondantes.

M. Florey indique ne pas être juriste et précise que, s'agissant de l'articulation juridique, son raisonnement est simple. Il estime que, lorsque la loi prévoit qu'il n'existe pas de droit à certaines prestations, celles-ci ne doivent pas être octroyées. Selon lui, le projet de loi vise précisément cet objectif.

Il explique que l'idée est de poser un principe clair, à savoir que, tant qu'une personne se trouve en admission provisoire, elle ne doit pas avoir droit aux prestations de l'aide sociale ordinaire. Il souligne que la question se situe à ce niveau et qu'il n'y a pas lieu, selon lui, d'entrer dans des considérations supplémentaires relatives notamment à l'activité professionnelle, qu'il qualifie déjà d'aberrante dans ce contexte.

Il fait savoir que le projet de loi est explicite en ce sens que l'alinéa 2 de la disposition actuelle prévoit aujourd'hui la possibilité, sous certaines conditions, pour des personnes admises à titre provisoire de bénéficier des prestations de l'aide sociale ordinaire. Les auteurs du projet proposent de supprimer cette possibilité et demandent que ces personnes soient toutes soumises au même régime. Il indique ne pas comprendre pourquoi il devrait exister deux régimes distincts applicables aux requérants ou aux personnes admises à titre provisoire. Selon lui, cette différenciation n'a pas de justification, est incohérente et engendre des coûts très importants pour les finances publiques. Il estime qu'il est nécessaire de trouver des solutions face à une situation qu'il qualifie de coûteuse et rappelle que le projet de loi vise précisément à corriger ce qu'il considère comme une dérive. Il conclut en disant qu'il n'y a pas lieu de chercher des explications complexes ou des raisonnements excessivement sophistiqués, puisque la logique du projet est claire.

Un commissaire UDC souligne la nécessité de clarifier précisément qui est concerné par le projet de loi et qui ne l'est pas. Il annonce qu'il convient de rappeler certains éléments financiers. Il indique qu'en 2010, le dossier de l'asile représentait environ 50 millions de francs pour l'Hospice général.

En 2020, ce montant avait fortement augmenté, 98 millions. Pour 2025, il indique ne pas disposer du chiffre exact. Il précise souhaiter revenir au cœur du sujet et se réfère à la page 3 du projet de loi. Il indique avoir compris que le nombre de personnes concernées pourrait être de 2 126 personnes, auxquelles s'ajouteraient les 330 personnes évoquées précédemment, soit un total d'environ 2 400 personnes. Sur cette base, il indique avoir effectué un calcul en prenant un coût mensuel de 2 468 francs par personne, multiplié par 12 mois, ce qui l'amène à un montant annuel d'environ 72 millions de francs. Il précise que cet ordre de grandeur constitue, à ses yeux, l'enjeu principal du projet. Il pose dès lors la question de savoir si les 2 126 personnes admises à titre provisoire, correspondant à 1 521 dossiers, qui bénéficient actuellement de prestations selon les directives en vigueur, sont effectivement concernées par le projet de loi tel que soumis à la commission.

Un commissaire S répond par la négative. Il précise que le projet ne concernerait pas l'ensemble des personnes évoquées, mais uniquement environ 330 personnes.

Un commissaire UDC rétorque alors que cela représenterait un montant d'environ 10 millions de francs, ajoutant que cette somme n'est pas négligeable. Il précise que les personnes visées seraient celles admises à titre provisoire répondant aux conditions prévues. Il relève que les questions demeurent ouvertes et indique que, selon sa lecture, le projet de loi est clair en ce qu'il prévoit deux conditions cumulatives, visant notamment à ne plus étendre l'accès aux prestations liées à l'assurance-chômage et à tenir compte d'une durée de résidence sans attribution définitive durant une certaine période.

Il pose dès lors à nouveau la question de savoir si les 2 126 personnes mentionnées à la page 3 du projet de loi sont effectivement concernées ou non par les dispositions proposées.

M. Florey indique que, parmi les 2126 personnes mentionnées, celles-ci bénéficient du régime prévu à l'alinéa 1. Il précise que ces personnes sont admises à titre provisoire et qu'elles ont droit aux prestations prévues par la loi à ce titre. Il notifie toutefois que, sur ce total, 330 personnes sont spécifiquement concernées par l'alinéa 2. Il précise que ce sont ces 330 personnes, correspondant à l'intégralité des situations visées par cet alinéa et représentant 198 dossiers, pour lesquelles il est prévu que, sous certaines conditions, elles puissent bénéficier des prestations de l'aide sociale ordinaire. Il souligne que ces personnes se trouvent pourtant dans le même statut juridique, à savoir une admission à titre provisoire, que celles relevant de l'alinéa 1. Selon lui, c'est précisément à ce niveau que le dispositif ne fonctionne pas. Il estime qu'il est aberrant de maintenir un régime d'asile à

deux vitesses, dans lequel certaines personnes admises à titre provisoire bénéficieraient de prestations supplémentaires sur la base de conditions qu'il juge insuffisantes pour justifier un tel traitement différencié. Il rappelle que, quelle que soit la situation, ces personnes demeurent admises à titre provisoire. Il précise que ce sont ces situations-là qui sont visées par le projet de loi. Il conclut en indiquant que, si l'on résume la logique du projet, les 2126 personnes resteraient toutes soumises au régime de l'alinéa 1, tandis que les 330 personnes ne bénéficieraient plus des dispositions prévues à l'alinéa 2.

Un commissaire S indique que la situation se clarifie. Il fait savoir que si les 330 personnes ne bénéficient plus de l'aide sociale ordinaire, il convient dès lors de déterminer le montant des économies effectivement réalisables. Il demande, dans cette hypothèse, à combien s'élèveraient les économies induites par la mesure proposée.

M. Florey indique que, s'agissant des chiffres précis, il convient de clarifier ces éléments avec le département. Il relève que, de manière générale, y compris dans les réponses aux questions écrites, l'Etat fournit souvent des réponses assez succinctes, sans toujours permettre d'obtenir des chiffres parfaitement stabilisés. Il observe que les estimations communiquées reposent parfois sur des ordres de grandeur, ce qui peut conduire à des réponses qu'il qualifie d'alambiquées, notamment en raison du caractère fluctuant des situations concernées et du fait que les personnes visées ne sont pas nécessairement présentes de manière continue dans le dispositif. Il estime néanmoins qu'à ce stade, le département est en mesure de fournir des données actualisées et précises, permettant d'indiquer combien de personnes sont effectivement concernées aujourd'hui, parmi celles qui avaient été estimées à 330 dans les réponses précédentes. Il souligne que ces données devraient permettre d'établir le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale de base, celui des bénéficiaires de prestations complémentaires, ainsi que le montant de ces dernières.

Il indique que seul le département est à même de fournir ces chiffres exacts, afin d'éclairer correctement la commission.

Le commissaire S indique souhaiter poser une autre question, estimant que le débat tend à mêler différentes situations, notamment celles des personnes sans statut légal, alors que cela ne correspond pas à l'objectif du projet de loi. Il rappelle dès lors la définition de l'admission provisoire comme prévu par le droit fédéral. Il s'agit de personnes faisant l'objet d'une décision de renvoi de Suisse dont l'exécution est illégale, parce qu'elle viole le droit international public, inexigible, parce qu'elle met concrètement en danger l'étranger, ou matériellement impossible pour des raisons techniques liées à l'exécution du renvoi. A titre d'exemple, il évoque le cas d'une femme afghane fuyant le régime des talibans, arrivée en Suisse et admise provisoirement. Celle-ci

pourrait travailler durant plusieurs années grâce à un permis F, subvenir à ses besoins et s'inscrire dans un parcours d'intégration. Il suppose ensuite une évolution de la situation géopolitique, avec le retour au pouvoir des talibans, rendant l'exécution du renvoi à nouveau impossible. Cette personne perdrait alors son emploi. Il s'interroge sur le fait que, dans une telle situation, la logique du projet de loi consisterait à placer cette personne sous un régime identique à celui applicable à une personne venant d'arriver, voire sous le régime de l'aide d'urgence, ce qui lui paraît poser un problème de légalité. Il précise que sa question est liée aux propos selon lesquels il vaudrait mieux que ces personnes restent en attente sans activité. Selon lui, une telle approche reviendrait à pousser des personnes ayant travaillé, cotisé et engagé un processus d'intégration vers une situation de précarité accrue, voire vers l'inactivité. Il souligne que ces personnes se trouvent précisément sur un chemin leur permettant de devenir employables dans une économie qui a besoin de main-d'œuvre, y compris dans des métiers souvent peu attractifs ou plus exigeants. Il conclut en demandant si la position défendue consiste réellement à ne pas favoriser ni encourager l'activité professionnelle de ces personnes durant la période d'admission provisoire, et à les maintenir dans une situation d'attente, ce qu'il considère comme un recul au regard des analyses et études existantes.

M. Florey indique que les propos qui lui sont prêtés ne correspondent pas à sa position. Il précise qu'il convient, en premier lieu, d'être certain de la provenance des personnes concernées. Il relève que, dans de nombreux cas, les personnes ne disposent plus de documents d'identité et que les indications fournies quant à leur pays d'origine sont souvent similaires. Il évoque notamment des pays dont les ressortissants sont nombreux à l'échelle internationale, tels que l'Algérie ou l'Afghanistan, selon les informations communiquées aux autorités. Il souligne que cette incertitude quant à l'origine réelle des personnes pose un problème important dans le traitement des dossiers.

Il rappelle que les personnes admises à titre provisoire doivent, à terme, s'attendre à ce que leur situation fasse l'objet d'une nouvelle décision, pouvant notamment conduire à une mesure de renvoi. Selon lui, le système actuellement en vigueur en Suisse est trop large et trop permissif, en ce sens qu'il laisse croire ou fait miroiter aux personnes concernées qu'une intégration durable sera possible. Il estime que cette situation crée des attentes qui ne peuvent pas toujours être satisfaites. Il expose qu'il arrive que les personnes concernées découvrent, après plusieurs années, qu'elles doivent finalement quitter la Suisse. Il conclut en indiquant que les incertitudes relatives aux

provenances et à l'évolution des situations individuelles soulèvent une véritable question de fond quant au fonctionnement actuel du système.

Une commissaire S s'interroge, en lien avec la période de sept années, évoquée précédemment, sur la situation des personnes concernées. Elle demande si certaines de ces personnes sont en attente d'une régularisation durant cette période. Elle souhaite savoir si, dans l'hypothèse où le projet de loi viserait à supprimer les clauses correspondantes, certaines personnes, parmi les 198 dossiers mentionnés, seraient en attente de l'octroi d'un permis, et si des délais administratifs liés à la formalisation de ce permis pourraient expliquer le fait qu'elles continuent à percevoir ou non des prestations d'aide sociale. Elle s'interroge sur l'existence de délais d'examen qui pourraient entraîner un retard dans la régularisation, sans tenir compte de la situation personnelle des intéressés, ce qui pourrait les priver de prestations sociales pendant cette période d'attente. Elle conclut en demandant si l'on dispose d'éléments permettant d'identifier le profil des personnes concernées par ces 198 dossiers, notamment quant à leur situation administrative et à l'état d'avancement éventuel d'une procédure de régularisation.

M. Florey dit qu'ils n'ont pas plus d'information sur ces profils.

Discussion interne

La présidente propose de discuter de la suite des travaux sur ce PL 13730 et demande s'il y a des questions.

Un commissaire S indique qu'il trouverait utile d'entendre les services concernés, en particulier l'AMIG, l'Hospice général ainsi que le SEM, afin d'obtenir des éclaircissements sur les procédures en matière d'asile. Il relève que, au cours des échanges, de nombreux éléments ont été évoqués, parfois de manière imprécise, et qu'il conviendrait de disposer d'une présentation factuelle. Il estime notamment qu'il serait pertinent d'éviter les confusions entre différentes situations, telles que l'entrée en matière, les personnes sans statut légal ou les personnes admises provisoirement.

Il souhaite dès lors qu'une présentation objective soit faite par le SEM, portant sur le parcours des personnes arrivant en Suisse, les différents statuts liés à l'asile, ainsi que sur les données chiffrées, notamment le nombre de personnes attribuées au canton de Genève et l'évolution de ces chiffres, qu'ils soient en augmentation ou en diminution. Il conclut en soulignant la nécessité de disposer d'une vision claire et documentée de ces éléments afin de permettre à la commission de poursuivre ses travaux sur des bases factuelles solides.

M. Maffia indique qu'il lui semblerait plus simple de procéder de cette manière. Il estime qu'il conviendrait en premier lieu de clarifier le processus, puis d'identifier de manière précise les différentes catégories de personnes concernées. Il fait observer qu'au cours des échanges en commission, de nombreux éléments ont été mélangés, ce qui rend le débat peu lisible. Il juge dès lors nécessaire de recatégoriser clairement les grandes catégories, avant d'aborder la question des régimes applicables. Il propose ensuite de distinguer le régime ordinaire prévu dans le cadre de l'aide sociale du régime dérogatoire, prévu notamment dans le cadre de la disposition que le projet de loi vise à supprimer. Il précise que cette disposition concerne spécifiquement des personnes admises à titre provisoire, présentes sur le territoire genevois, ayant travaillé et cotisé aux assurances sociales. Il souligne que c'est précisément sur ce point qu'existait une jurisprudence particulière, reconnaissant à ces personnes des droits distincts de ceux applicables à d'autres catégories. Il précise que tel est le cœur de la problématique. Il conclut en indiquant que d'autres intervenants seront en mesure d'apporter des explications complémentaires à ce sujet et qu'il ne souhaite pas s'exprimer davantage à ce stade.

Le même commissaire S insiste sur l'audition du SEM, qu'il juge importante. Il pense qu'il faut écrire au SEM et en parallèle au DCS, à l'Hospice général, à l'AMIG et à l'OCPM.

Séance du 3 mars 2026

Audition de M^{mes} Dominique Krieger, présidente de Scène Active, Emilie Clavel, co-secrétaire d'AvenirSocial, et Jocelyne Haller, membre de la région Genève d'AvenirSocial

M^{me} Haller remercie la commission pour l'audition et pour l'occasion donnée aux intervenants de s'exprimer. Elle souligne qu'il est particulièrement important que les professionnels de terrain puissent être entendus dans le cadre de l'examen de ces trois textes.

M^{me} Clavel indique être secrétaire générale d'AvenirSocial Suisse. Elle présente brièvement l'organisation d'AvenirSocial, qui constitue l'association professionnelle suisse du travail social. Celle-ci représente les intérêts des professionnels du travail social, notamment les assistants sociaux, les éducateurs, les ASE et d'autres professions du domaine social.

L'association défend les valeurs du travail social et s'engage pour une société solidaire ainsi que pour la promotion des droits humains, qui constituent selon elle le fondement intrinsèque de ce domaine. Elle précise que l'ensemble de leurs prises de position s'appuie sur le code de déontologie du

travail social, reconnu et utilisé dans toute la Suisse par les institutions sociales ainsi que par les hautes écoles. Ce code constitue la base de leur mandat professionnel et s'appuie notamment sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, sur la définition du travail social élaborée par la Fédération internationale du travail social ainsi que sur la Constitution fédérale suisse. Elle souligne que leur positionnement ne relève donc pas d'une simple opinion, mais s'appuie sur des bases juridiques et scientifiques, développées également en collaboration avec les hautes écoles. M^{me} Clavel rappelle que leur engagement vise la promotion de la dignité humaine, de la justice sociale et des droits humains. En se référant au code de déontologie, elle explique que la dignité humaine implique notamment la protection de l'intégrité de chaque personne et la promotion de relations respectueuses. Elle souligne également l'importance de porter une attention particulière aux structures sociales susceptibles de discriminer certains individus ou certains groupes. Elle mentionne ces éléments, car ils lui paraissent particulièrement pertinents pour les projets de loi discutés. Elle indique ensuite qu'en Suisse le contexte général est préoccupant. Selon elle, la pauvreté constitue un phénomène structurel qui ne dépend pas des comportements individuels. Elle résulte plutôt de dynamiques socio-économiques telles que les conditions du marché du travail, le coût du logement, les parcours migratoires, les situations familiales ou encore les questions de santé. Elle estime qu'une réforme légale qui ignorerait cette dimension structurelle risquerait davantage de déplacer le problème que de le résoudre. Elle relève également que la durée moyenne de recours à l'aide sociale tend à s'allonger. Selon elle, cette évolution est notamment liée à une surcharge structurelle des professionnels des services sociaux. Elle évoque à ce propos différentes études, qui constituent également une base de travail importante. Cette surcharge des professionnels entraîne notamment une forte rotation du personnel dans les services des institutions sociales. Elle souligne que l'aide sociale et le travail social doivent permettre de garantir une vie digne et de prévenir l'aggravation des inégalités. Elle présente ensuite quelques données générales au niveau suisse, en se référant notamment au monitoring de la pauvreté publié récemment. Selon ces données, en 2024, 8,4% de la population suisse vivait dans une situation de pauvreté en termes de revenus, tandis que 16,1% de la population était menacée de pauvreté ou de précarité. Elle relève également que 8,3% des personnes actives sont menacées de pauvreté, ce qu'elle considère comme particulièrement préoccupant. Elle conclut en évoquant la situation spécifique du canton de Genève. Elle indique que le taux d'aide sociale au sens large y était estimé à 14,9% à la fin de l'année 2024, tandis que le taux d'aide sociale au sens strict s'élevait à 6,7%.

Elle mentionne également un taux de chômage de 5,2%, qu'elle considère comme élevé, ainsi qu'un taux de chômage élargi de 10,4% lorsqu'on tient compte notamment des situations de sous-emploi. Selon elle, l'ensemble de ces chiffres est alarmant pour les professionnels du travail social. Elle indique enfin qu'ils vont à présent exposer plus précisément leur position concernant le projet de loi et expliquer les raisons pour lesquelles ils rejettent certains de ses éléments.

M^{me} Haller indique que, concernant plus précisément le projet de loi PL 13730, les professionnelles ont été particulièrement étonnées à sa lecture pour deux raisons principales. Premièrement, ce projet intervient alors que la nouvelle loi sur l'aide sociale n'est appliquée que depuis moins d'une année. Elle rappelle qu'au moment de son adoption par le Grand Conseil, un pari avait été fait : celui d'investir dans les moyens nécessaires afin de permettre, à terme, un retour positif. Elle relève que le projet de loi mentionne lui-même qu'une économie de 225 millions sur dix ans avait été annoncée, mais qu'il est surprenant de remettre déjà en cause la loi sans lui avoir laissé le temps de produire ses effets. Selon elle, les moyens prévus lors du vote de la loi visaient précisément à renforcer l'accompagnement social afin de permettre aux personnes de sortir durablement de l'aide sociale, et non d'entrer dans des cycles répétés d'entrées et de sorties du dispositif. Elle souligne donc que cette posture, qui consiste à proposer déjà des modifications, donne selon elle peu de chances à la loi de démontrer son efficacité. Elle ajoute qu'il est également regrettable que le projet de loi revienne sur les visions successives de l'aide sociale pour en faire le procès. Elle rappelle que certaines réformes passées ont effectivement été inadéquates, comme l'ont montré notamment des référendums, et que les professionnels de terrain ont régulièrement alerté les autorités sur les insuffisances de certains projets. Toutefois, selon elle, revenir aujourd'hui sur ces débats au moment où une loi récente offre enfin des outils jugés pertinents pour l'action sociale ne permet pas réellement de construire des solutions pour l'avenir. Elle conclut en indiquant que, de leur point de vue, cette manière de lire la situation apparaît donc assez particulière. M^{me} Haller poursuit en indiquant que le contexte économique évoqué précédemment influence fortement la manière dont sont abordés ces projets de loi. Elle relève que les discussions reviennent souvent sur l'augmentation du nombre de personnes à l'aide sociale et sur la charge financière que cela représente pour l'Etat. Du point de vue des professionnels, elle estime toutefois que l'on se contente souvent de constater cette augmentation sans chercher réellement à en analyser les causes. Elle rappelle à cet égard que lorsque les professionnels disposent de moyens adéquats pour intervenir, le nombre de dossiers diminue. Selon elle, cette démonstration a été établie scientifiquement. Elle ajoute que

l'Hospice général a également démontré à plusieurs reprises dans son histoire que des moyens suffisants pour l'accompagnement permettent d'améliorer les résultats, même si ces constats sont parfois oubliés.

Elle mentionne également une étude récente menée dans un centre social qui arrive aux mêmes conclusions : lorsque l'accent est mis sur l'accompagnement et sur l'application du principe de subsidiarité, il devient possible de favoriser des sorties durables de l'aide sociale, ce qui entraîne une diminution du nombre de dossiers. Elle rappelle que l'investissement prévu lors de l'adoption de la loi sur l'aide sociale visait précisément cet objectif, à savoir donner aux professionnels les moyens nécessaires pour accompagner les personnes en difficulté vers une autonomie durable et une sortie stable de l'aide sociale. Elle regrette toutefois que ce pari semble aujourd'hui remis en question par certains acteurs. Elle explique que la question des économies intervient directement dans le projet de loi PL 13730, qui indique dans sa conclusion que, dans le contexte économique actuel de l'Etat, toute économie est considérée comme bonne à prendre. Elle relève que la proposition contenue dans ce projet de loi est relativement simple : elle vise à abroger l'article 26, alinéa 2, qui prévoit une dérogation permettant à certaines personnes admises à titre provisoire de bénéficier du barème ordinaire de l'aide sociale. Elle précise que cette dérogation concerne des situations très spécifiques, notamment des personnes résidant à Genève depuis au moins sept ans et ayant épuisé leurs indemnités de chômage. Selon elle, les cas concernés restent relativement limités, évoquant environ 198 dossiers correspondant à environ 330 personnes. Elle souligne que ces personnes avaient réussi à s'intégrer et à trouver un emploi, mais qu'elles ont ensuite perdu ce travail, se retrouvant ainsi confrontées à une double difficulté liée à leur statut et à la perte de leur emploi. Elle rappelle que, jusqu'à présent, le législateur avait estimé que leurs efforts d'intégration devaient être reconnus et qu'elles pouvaient à ce titre bénéficier du barème ordinaire de l'aide sociale, lequel correspond au minimum vital. M^{me} Haller poursuit en rappelant que le barème ordinaire de l'aide sociale correspond à la définition du minimum vital et que se situer en dessous de ce seuil signifie vivre dans des conditions particulièrement précaires. Elle souligne qu'il faut le dire clairement : lorsque l'on est en dessous du minimum vital, on se trouve dans une situation de grande précarité. Selon elle, la mesure proposée dans le projet de loi vise en réalité à revenir à une forme d'aide en nature, même si cela n'est pas explicitement formulé de cette manière dans le texte. Elle estime que cette proposition est justifiée par ses auteurs au nom de l'équité, mais regrette que cette équité soit envisagée « vers le bas ». A son sens, une véritable équité consisterait plutôt à traiter ces personnes de la même manière que n'importe quel résident ayant fourni des efforts d'intégration,

ayant travaillé, puis ayant perdu son emploi et nécessitant un soutien temporaire jusqu'à ce que sa situation s'améliore. Elle considère donc que ce projet de loi n'a pas lieu d'être et qu'il est injuste, dans la mesure où il ferait régresser ces personnes vers une situation antérieure dont elles avaient réussi à sortir grâce à leurs efforts d'intégration. Selon elle, cela reviendrait à considérer que rien de ce qui a été accompli n'a d'importance et que ces personnes seraient renvoyées à la case départ.

Elle ajoute que la situation est très claire à ses yeux et que le message envoyé par une telle mesure ne contribuerait pas à construire une société respectueuse de la dignité des personnes. Elle conclut en indiquant que, pour ces raisons, le projet de loi ne devrait pas être accepté et appelle la commission à le refuser. Elle précise enfin que, pour sa part, elle s'arrêtera là pour ce projet de loi et que d'autres éléments pourront être abordés ultérieurement concernant les autres aspects discutés.

Un commissaire UDC remercie les intervenantes pour leurs explications et indique qu'elles ont bien présenté la philosophie de l'alinéa concerné. Il pose ensuite deux questions. La première porte sur l'existence éventuelle de dispositifs similaires dans d'autres cantons : il demande si ce type de dérogation existe ailleurs en Suisse et si la disposition genevoise s'inspire d'une législation appliquée dans un autre canton. Sa seconde question concerne le droit aux indemnités de chômage. Il demande quelle durée minimale d'activité professionnelle est nécessaire pour ouvrir un droit aux indemnités de chômage et combien de temps de travail est requis pour y avoir accès.

M^{me} Clavel indique qu'il lui semble, selon certaines informations qu'elle a pu recevoir de Berne, que ce type de mesure pourrait avoir des effets négatifs. Elle précise toutefois que ces éléments devraient être vérifiés afin d'éviter toute inexactitude. D'après les retours qu'elle a pu recueillir auprès d'assistants sociaux, une telle disposition serait considérée comme néfaste et ne favoriserait pas réellement l'autonomie des personnes ni leur sortie de l'aide sociale. Elle souligne néanmoins qu'elle ne souhaite pas affirmer des conséquences précises sans vérification supplémentaire et qu'il serait utile d'examiner plus en détail les effets à long terme d'une telle mesure.

M^{me} Haller répond à la question relative aux indemnités de chômage. Elle indique que, pour pouvoir bénéficier de l'assurance-chômage, il est nécessaire d'avoir exercé au moins douze mois d'activité salariée durant les deux années précédant la demande. Cette durée d'activité ouvre le droit à 260 indemnités journalières. Elle précise que si la personne a exercé une activité salariée durant dix-huit mois, cela ouvre le droit à 400 indemnités journalières. Elle rappelle également que, dans le cas évoqué précédemment, ces conditions s'ajoutent à

l'exigence de sept années de résidence dans le canton ainsi qu'à l'exercice d'une activité professionnelle.

Une commissaire PLR indique qu'elle avait soutenu la loi modifiant l'aide sociale, convaincue de l'importance d'investir dans la jeunesse. Elle explique toutefois qu'elle s'interroge aujourd'hui et souhaite obtenir l'avis des intervenantes sur la possibilité d'apporter des modifications au projet de loi. Selon elle, proposer des changements ou des amendements ne constitue pas nécessairement un problème en soi, dans la mesure où l'objectif peut être d'améliorer le texte. Elle relève avoir parfois l'impression que toute modification est perçue comme un recul ou comme un retour en arrière par principe.

Elle demande donc si certaines modifications ou certains amendements pourraient, selon elles, être acceptables, ou si leur position consiste plutôt à considérer que le projet de loi ne devrait pas être modifié afin de pouvoir avancer. Elle précise que sa question est en partie d'ordre philosophique, visant à comprendre s'il existe une ouverture à des ajustements ou si la position défendue consiste à ne pas intervenir sur ce projet de loi.

M^{me} Haller répond qu'il s'agit effectivement d'une question en partie philosophique. Elle précise qu'il n'existe pas, de leur part, de position de principe consistant à refuser toute modification de la loi. Elle indique même que, si elle en avait la possibilité, certaines dispositions pourraient également être discutées ou ajustées, notamment en référence aux valeurs défendues dans le travail social. Elle souligne toutefois que leur position ne repose pas uniquement sur des principes abstraits. Selon elle, les prises de position doivent s'appuyer sur des éléments plus solides, tels que l'expérience du terrain, la connaissance concrète des situations et l'expertise professionnelle des travailleurs sociaux. Elle rappelle que cette expertise constitue un élément central de leur travail. Les professionnels du travail social ne se limitent pas à des tâches administratives, mais disposent de compétences spécifiques pour accompagner des personnes en difficulté, y compris lorsqu'elles rencontrent des problèmes comportementaux ou des situations complexes. Elle explique que cet accompagnement permet notamment d'aider ces personnes à envisager, à un certain moment de leur parcours, un projet de formation ou de réinsertion. Elle ajoute que ces aspects seront expliqués plus en détail par sa collègue M^{me} Krieger. Elle conclut en réaffirmant qu'il n'existe donc pas d'opposition de principe à toute modification législative, mais que leur position se fonde avant tout sur leur expérience professionnelle et leur analyse du terrain. M^{me} Haller poursuit en indiquant qu'elle reste persuadée que la loi peut être améliorée, mais qu'en l'état elle constitue néanmoins une avancée importante. Selon elle, cette loi a apporté des améliorations notables, au moins

sur le plan théorique. Elle estime toutefois que les moyens nécessaires à sa mise en œuvre n'ont pas été pleinement accordés, ce qui entrave la réalisation des objectifs qu'elle porte. Elle précise que cette situation n'est probablement pas liée à une volonté de ne pas appliquer la loi, mais plutôt à des contraintes budgétaires qui limitent les ressources disponibles pour la déployer correctement. Elle considère qu'il serait utile de lui donner véritablement les moyens d'être appliquée conformément à sa philosophie, qui consiste notamment à placer l'accompagnement social au cœur du dispositif. Selon elle, cet accompagnement est essentiel pour permettre aux personnes de sortir durablement de l'aide sociale et pour désengorger le système. Elle observe en effet que l'aide sociale est aujourd'hui saturée, non pas seulement parce que des personnes y entrent, mais surtout parce qu'elles en sortent difficilement. Elle explique que cette situation s'explique notamment par le manque d'accompagnement et de moyens permettant de soutenir les personnes dans leurs démarches. Elle rappelle également que le contexte économique et social joue un rôle important.

Elle mentionne par exemple que, malgré un taux de chômage d'environ 5,2%, de nombreuses personnes concernées par l'aide sociale, dont une part importante, estimée à environ 48%, ne possède pas de formation initiale, rencontrent de grandes difficultés à se réinsérer sur le marché du travail. Selon elle, il ne suffit donc pas de décréter une baisse du taux d'aide sociale ou de demander aux personnes de sortir du dispositif : la réalité est bien plus complexe et nécessite des réponses structurelles, notamment en matière de formation et d'accompagnement. Elle conclut en soulignant que ces éléments sont probablement bien connus des membres de la commission.

Un commissaire S indique avoir une question en se référant notamment au code de déontologie d'AvenirSocial, il souhaite entendre les intervenantes sur les implications d'un tel projet pour les travailleurs sociaux. Il s'interroge en particulier sur le fait que certaines dispositions législatives pourraient placer les professionnels dans une situation délicate, voire en contradiction avec les principes éthiques qui guident leur pratique. Selon lui, certaines mesures pourraient mettre les travailleurs sociaux en porte-à-faux entre, d'une part, leur mission professionnelle consistant à soutenir les personnes et à lutter contre la précarité et, d'autre part, l'application de lois susceptibles de renforcer cette précarité. Il demande ainsi quels risques ce type de projet de loi pourrait représenter pour les travailleurs sociaux dans l'exercice de leur métier et comment ceux-ci pourraient concilier leur éthique professionnelle avec des dispositions légales allant potentiellement à l'encontre des objectifs du travail social.

M^{me} Haller indique que la question posée soulève à la fois un problème philosophique et un problème éthique. Elle rappelle avoir commencé sa carrière au début des années 1980, période durant laquelle il existait un seul barème et un seul minimum vital, ce qui lui paraissait conceptuellement cohérent : si l'on parle de minimum vital, il n'a de sens que s'il est unique. Elle explique que la situation a progressivement évolué, notamment avec l'augmentation du nombre de catégories de personnes bénéficiant de dispositifs différents. Elle évoque notamment la non-indexation de l'aide sociale décidée par la Confédération, puis l'introduction de nouveaux barèmes, ainsi que la création de barèmes spécifiques pour certaines catégories de bénéficiaires. Au début des années 2000, un barème spécifique pour les jeunes adultes a également été introduit, correspondant à environ la moitié du barème ordinaire. Selon elle, ces évolutions ont conduit à la coexistence de plusieurs niveaux de minimum vital, ce qui lui paraît difficilement justifiable sur le plan conceptuel. M^{me} Haller poursuit en rappelant que les personnes concernées ont déjà subi une baisse de revenus durant leur période de chômage. Elle indique que cette diminution se situe généralement entre 20% et 30% : environ 30% lorsque la personne n'a pas de charges familiales et environ 20% lorsqu'elle a des enfants ou d'autres charges. Elle souligne que ces personnes ont donc déjà traversé une période durant laquelle leurs ressources ont été sensiblement réduites.

Dans ce contexte, elle estime qu'il serait particulièrement problématique de leur imposer ensuite des prestations encore inférieures au minimum vital ordinaire. Selon elle, un tel message ne correspond pas aux valeurs que Genève souhaite incarner sur la scène internationale. Elle considère que la mesure pourrait être perçue comme vexatoire et fortement stigmatisante. Elle ajoute qu'un message aussi dur pourrait également décourager certaines personnes de poursuivre leurs efforts d'intégration ou de réinsertion, ce qui lui paraît paradoxal au regard des objectifs poursuivis. Elle conclut en indiquant qu'il s'agit, selon elle, d'un signal particulièrement négatif.

Une commissaire LC remercie les intervenantes pour leurs explications et relève la passion avec laquelle le sujet est présenté. Elle pose ensuite une question visant à comprendre les conséquences concrètes de la suppression de l'article concerné. Elle demande notamment quel serait, dans ce cas, le montant des prestations dont disposeraient les personnes concernées et ce que cela signifierait dans leur vie quotidienne, par exemple pour se nourrir ou subvenir à leurs besoins de base. Elle souhaite ainsi savoir à quoi correspond concrètement le barème appliqué dans ce cas de figure.

M^{me} Haller répond que, dans l'hypothèse où l'article concerné serait supprimé, les personnes touchées relèveraient du barème de l'aide d'urgence.

Elle précise que ce barème correspond approximativement à la moitié du barème ordinaire, soit environ 484 francs par mois pour les dépenses d'entretien. Elle indique également que le logement est alors généralement assuré dans des structures collectives, lorsque cela est possible, et que les montants maximaux de loyers admis pour ces personnes sont plus bas. Elle souligne que, dans ces conditions, l'accès au marché ordinaire du logement devient particulièrement difficile. Selon elle, un retour à ce barème placerait les personnes concernées dans une situation où il leur serait très compliqué de subvenir à leurs besoins de manière autonome. M^{me} Haller ajoute que, compte tenu des montants maximaux de loyer autorisés dans ces situations, il devient extrêmement difficile de trouver un logement adéquat sur le marché locatif. Selon elle, dans ces conditions, il devient pratiquement impossible d'accéder à un logement normal, à moins de recourir à des solutions très précaires ou à des formes d'hébergement surpeuplées, ce qui n'a pas de sens sur le plan social.

Séance du 24 mars 2026

Audition de M^{mes} Nadine Mudry, directrice, et Francesca Cereghetti, adjointe de direction au Pôle insertion de l'office de l'action, de l'insertion et de l'intégration sociales (OAIS) – DCS

M^{me} Mudry indique qu'elle reviendra tout d'abord sur les statuts de séjour dans le domaine de l'asile, en précisant qu'il lui paraît important de détailler ces différents permis et leurs implications, qu'elle rappellera également les aides financières versées en fonction des statuts et qu'un focus particulier sera consacré au permis F, spécifiquement concerné par le projet de loi examiné, puis qu'elle présentera quelques statistiques relatives au canton de Genève avant d'aborder le droit fédéral afin de rappeler le contexte constituant le fondement du droit cantonal, en mentionnant une recommandation de la CSIAS, et qu'elle terminera par un éclairage sur le droit cantonal, en particulier sur la disposition concernée ainsi que sur son origine et sa rédaction.

M^{me} Cereghetti remercie la commission et indique qu'elle débute par une présentation des statuts de séjour dans le domaine de l'asile. Elle se réfère à un tableau synthétisant les différents permis et explique d'abord le permis N, qui concerne les personnes requérantes d'asile en procédure. Elle aborde ensuite le permis F, particulièrement concerné par le PL 13730, qui s'applique aux personnes faisant l'objet d'une décision de renvoi dont l'exécution n'est pas possible, licite ou exigible, ce qui conduit à leur admission provisoire. Elle précise ensuite la situation des réfugiés titulaires d'un permis B au sens de la Convention de Genève, à savoir les personnes persécutées, notamment en

raison de leur race, religion ou nationalité. Elle distingue également les réfugiés admis provisoirement titulaires d'un permis F réfugié qui remplissent les conditions du statut de réfugié, mais sont exclus de l'asile pour des motifs tels que la sécurité ou des motifs subjectifs postérieurs à la fuite au sens des articles 53 et 54 LASI. Elle évoque enfin le permis S, lié notamment à la situation en Ukraine et qui correspond à un statut de protection temporaire avec une procédure facilitée, tout en relevant que ces personnes relèvent du domaine de l'asile sans suivre la procédure ordinaire. Elle présente ensuite les aides financières. Elle distingue, pour les titulaires de permis F, une aide dite d'entretien couvrant les besoins de base selon les normes cantonales, inférieure à l'aide sociale ordinaire applicable notamment aux titulaires de permis B et aux réfugiés. Elle mentionne également une exception prévue à l'article 36 de la législation cantonale permettant à certaines personnes admises provisoirement, notamment après épuisement des droits au chômage et sous certaines conditions de domicile, d'accéder à l'aide ordinaire. Elle propose ensuite un focus sur le permis F. Elle rappelle qu'il s'agit d'une mesure de substitution au renvoi lorsque celui-ci n'est pas possible, exigible ou licite. Elle donne des exemples tels que l'absence de documents de voyage, l'impossibilité matérielle d'exécuter le renvoi ou des situations de conflit comme en Afghanistan, ainsi que des cas où le renvoi serait contraire au droit international.

Elle précise que cette admission provisoire est réexaminée régulièrement par le SEM et peut être levée si les circonstances changent, par exemple en cas d'amélioration de l'état de santé de la personne ou de disponibilité de traitements dans le pays d'origine. Elle présente ensuite des statistiques relatives au canton de Genève. Elle indique notamment que les personnes titulaires d'un permis F représentent une part importante et qu'une majorité d'entre elles sont présentes depuis plusieurs années, soit environ 62% depuis plus de trois ans et 43% depuis plus de sept ans. Elle précise qu'elles proviennent principalement d'Afghanistan, suivies notamment d'autres nationalités, et relève qu'une faible proportion bénéficie de l'aide sociale ordinaire, soit environ 4%. Elle attire enfin l'attention de la commission sur une précision importante concernant l'exposé des motifs du PL 13730. Elle explique que le chiffre de 330 personnes mentionné inclut à la fois des personnes admises provisoirement et des réfugiés bénéficiant déjà de l'aide ordinaire. Elle souligne ainsi que le nombre de personnes effectivement concernées parmi les titulaires de permis F est nettement inférieur, soit de 87 personnes, ce qui modifie l'appréciation de la portée du projet de loi.

M^{me} Mudry indique, à titre introductif, qu'il convient de revenir sur le cadre juridique applicable, en particulier le droit fédéral. Elle souligne que

l'article 82 de la loi sur l'asile relatif à l'aide sociale prévoit que l'aide sociale et l'aide d'urgence relèvent du droit cantonal, constituant ainsi des compétences cantonales. Elle précise que, si l'alinéa 3 peut être laissé de côté, l'alinéa 5 revêt une importance particulière en ce qu'il impose de tenir compte de la situation spécifique des réfugiés et des personnes à protéger disposant d'un droit de séjour, en facilitant notamment leur intégration sociale, professionnelle et culturelle. Elle relève ainsi que l'aide sociale doit contribuer à favoriser cette intégration. Elle rappelle ensuite que la loi sur les étrangers et l'intégration, en particulier son article 4, alinéa 2, prévoit que l'intégration doit permettre aux étrangers dont le séjour est légal et durable de participer à la vie économique, sociale et culturelle. Elle en déduit que l'intégration constitue un devoir des cantons découlant du droit fédéral et impliquant la mise en place de conditions adéquates. Elle mentionne ensuite que, dans cette optique, la Confédération et les cantons ont instauré en 2019 un agenda commun en matière d'intégration fixant des objectifs et des processus. Elle précise notamment que les réfugiés et les personnes admises à titre provisoire doivent acquérir, dans un délai de trois ans, des connaissances linguistiques de base leur permettant de gérer leur quotidien. Elle indique que les jeunes de 16 à 25 ans doivent suivre une formation postobligatoire dans un délai de cinq ans, en précisant qu'à Genève, il existe une obligation d'intégration dans un cursus de formation. Elle ajoute que les personnes âgées de 25 à 55 ans doivent être durablement intégrées sur le marché du travail dans un délai de sept ans. Elle souligne également l'importance pour l'ensemble des personnes concernées de connaître le mode de vie en Suisse et d'entretenir des contacts avec la population locale. Elle précise que l'objectif d'une meilleure intégration professionnelle vise aussi à réduire la dépendance à l'aide sociale.

Elle insiste sur le fait que l'intégration suppose des moyens financiers suffisants et des conditions de vie permettant de se projeter dans un parcours d'intégration et de construction d'un avenir en Suisse. Elle relève ensuite qu'en 2023, la CSIAS a émis des recommandations concernant les prestations destinées aux personnes admises à titre provisoire. Elle indique que des prestations inférieures à l'aide sociale ordinaire peuvent se justifier pour les titulaires de permis N, L ou S, dont la situation est incertaine ou en principe temporaire. Elle observe toutefois que cette temporalité peut en pratique se prolonger, notamment pour certaines personnes originaires d'Ukraine. Elle souligne en revanche que, pour les titulaires de permis F, les prestations devraient couvrir des besoins comparables à ceux de la population locale. Elle précise qu'à défaut, la participation sociale et l'inclusion sont entravées, ce qui compromet la réalisation des objectifs fixés par la Confédération et les cantons, en particulier dans le cadre de l'Agenda Intégration. Elle constate ensuite qu'à

Genève, les recommandations de la CSIAS ne sont pas respectées. Elle indique que les forfaits versés aux personnes admises à titre provisoire demeurent nettement inférieurs à ceux du permis B. Elle rappelle que l'article 26, alinéa 1, de la loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité renvoie aux directives cantonales en matière de prestations pour les requérants d'asile et statuts assimilés, dites directives asile. Elle précise que ces directives sont entrées en vigueur en janvier 2011 et n'ont jamais été révisées depuis, ce qui explique le maintien de barèmes sensiblement inférieurs. Elle indique encore que, depuis le 1^{er} janvier 2025, le forfait mensuel d'entretien pour une personne seule a été légèrement réajusté à 484 francs. Elle souligne que ce montant demeure largement inférieur aux barèmes ordinaires. Elle précise enfin que la seule exception réside dans l'article 26, alinéa 2 de la loi précitée. Elle indique que cette disposition ne constitue pas une innovation, mais reprend un mécanisme déjà prévu dans l'ancienne législation, introduit à la suite de l'abrogation de la loi sur le revenu minimum cantonal d'aide sociale. Elle rappelle que cette disposition permettait déjà aux titulaires de permis F ayant épuisé leur droit aux indemnités de chômage de bénéficier, à certaines conditions de durée de résidence, des prestations ordinaires. Elle conclut en indiquant que cette possibilité a été maintenue puis reprise dans la législation entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Une commissaire PLR remercie les intervenantes pour leurs explications et revient sur l'exposé des motifs en relevant que le chiffre de 330 personnes mentionné correspond en réalité à une autre base de calcul, qu'elle comprend désormais, mais s'interroge sur la donnée suivante relative au coût moyen mensuel projeté par dossier de 2 468 francs, en observant que ce montant ne correspond pas aux chiffres présentés et en demandant des précisions quant à son origine et à son mode de calcul, puis sollicite des éclaircissements sur la manière dont on passe d'un forfait de base de 484 francs, respectivement d'environ 1 031 francs, à un coût moyen de 2 468 francs, et suggère enfin qu'il aurait été utile de distinguer plus clairement les différentes catégories de bénéficiaires dans l'exposé des motifs afin de rendre les calculs plus compréhensibles.

M^{me} Cereghetti répond que ce montant correspond au coût moyen mensuel de l'aide ordinaire tel qu'il avait été projeté à une certaine période, en précisant qu'à la fin de l'année, le coût moyen s'élevait plutôt à environ 2 310 francs pour les personnes bénéficiant de l'aide ordinaire, notamment les réfugiés, et relève que le chiffre de 330 personnes concernait en réalité l'ensemble des bénéficiaires de l'aide, y compris des catégories non visées par la disposition discutée, puis complète en expliquant que le montant de 2468 francs se rapporte aux personnes bénéficiant de l'aide ordinaire et que les comparaisons

avec d'autres montants doivent être effectuées avec prudence, avant de conclure que l'erreur figurant dans l'exposé des motifs portait uniquement sur le nombre de personnes concernées, soit 330 au lieu de 87, tout en confirmant que le coût moyen mentionné se rapporte bien à l'aide ordinaire.

M^{me} Mudry précise que les montants de 484 francs et de 1031 francs correspondent au forfait de base et que des prestations circonstanciées, telles que le loyer ou d'autres frais, viennent s'y ajouter, de sorte que le coût total de l'aide sociale varie selon la situation individuelle, notamment en fonction du groupe familial et des besoins spécifiques, ce qui explique l'écart avec le coût moyen, puis confirme que les bénéficiaires perçoivent en pratique des montants supérieurs au forfait de base, le chiffre de 2468 francs constituant une moyenne globale, avant d'ajouter que les montants de 1031 francs et de 484 francs concernent des catégories distinctes de bénéficiaires, à savoir d'une part les personnes remplissant les conditions de l'article 26, alinéa 2, et bénéficiant de l'aide ordinaire, et d'autre part, les personnes titulaires d'un permis F soumises à des barèmes inférieurs, et souligne enfin que ces régimes ne doivent pas être confondus ni additionnés, les différences de barèmes et de situations nécessitant des calculs spécifiques qui ne peuvent être réduits à une simple déduction.

M. Maffia explique que les personnes bénéficiant d'un montant d'environ 480 francs sont soumises à l'ensemble des directives de l'aide sociale ordinaire, dont les barèmes diffèrent selon les catégories et comportent de nombreuses variations, de sorte qu'il n'est pas possible de procéder à une simple déduction à partir du montant de 2468 francs sans effectuer un calcul détaillé, lequel nécessiterait des informations supplémentaires qui ne sont pas disponibles à ce stade, puis précise que le coût moyen mentionné demeure pertinent dans le cadre de l'aide ordinaire, avant de rappeler que, dans le projet discuté, il est précisément question de la catégorie visée à l'article 26, alinéa 2, et que l'erreur relevée dans l'exposé des motifs portait uniquement sur le nombre de personnes concernées, le chiffre de 330 ayant été mentionné à tort alors que seules 87 personnes étaient en réalité visées, tout en confirmant que le coût moyen évoqué correspond bien à l'aide ordinaire perçue par ces personnes, lesquelles bénéficient à titre exceptionnel de ce régime.

Un commissaire UDC remercie les intervenantes pour leurs explications, qui permettent selon lui de mieux saisir les enjeux du projet de loi. Il relève d'abord qu'il serait utile de connaître le coût moyen pour les 87 personnes concernées dans l'hypothèse où elles ne bénéficieraient plus de l'aide ordinaire, dès lors que cette donnée, même si elle ne modifiait peut-être pas fondamentalement l'analyse, présenterait un certain intérêt. Il formule ensuite plusieurs questions. Il rappelle tout d'abord que les objectifs définis

conjointement par la Confédération et les cantons datent de 2019, ce qui implique qu'il existait auparavant d'autres objectifs, et observe qu'une hausse importante des coûts de l'aide sociale est intervenue depuis lors, y compris dans le domaine de l'asile, ce qui pourrait laisser penser que les objectifs d'intégration, notamment sur le marché du travail, n'ont pas été atteints. Il demande dès lors si des données chiffrées existent sur l'intégration effective des personnes concernées, en particulier sur leur insertion professionnelle, relevant qu'il est avancé que des montants insuffisants freinent l'intégration alors même que, dans les faits, l'intégration ne semblerait pas pleinement réalisée. Il revient ensuite sur la question des titulaires de permis F et s'interroge sur le point de savoir si les considérations relatives à l'intégration visent uniquement les titulaires d'un permis F réfugié ou également les autres titulaires de permis F, alors que ces derniers n'ont en principe pas vocation à s'installer durablement en Suisse puisqu'ils sont censés quitter le pays dès que les conditions le permettent. Il demande également si des informations sont disponibles sur le montant des allocations de formation accordées à ces catégories de personnes, ainsi que sur les résultats concrets des objectifs d'intégration, en particulier s'agissant du pourcentage de personnes qui, au bout de trois ans, maîtrisent effectivement le français, puis de celles qui intègrent une formation postobligatoire. Il souhaite en outre savoir à partir de quel moment un titulaire d'un permis F, à l'exclusion du permis F réfugié, peut prétendre à une autorisation de séjour de type B, voire à une autorisation d'établissement de type C, et si l'obtention d'un tel statut ouvre ensuite le droit au régime ordinaire de l'aide sociale. Enfin, il s'interroge sur les conditions d'application de l'article 26, alinéa 2 LASLP, en particulier sur l'existence éventuelle d'un taux minimal d'activité permettant, après épuisement du droit au chômage, de bénéficier de l'aide ordinaire, et demande ainsi si une personne ayant travaillé à un taux très réduit, par exemple à 10%, pourrait néanmoins prétendre à ce régime après avoir épuisé ses indemnités de chômage.

M^{me} Mudry revient tout d'abord sur la question de l'augmentation des coûts et explique que, si une hausse importante est effectivement constatée, celle-ci s'explique également par une forte augmentation des arrivées, en particulier dans le contexte de la crise ukrainienne, en relevant qu'environ 4000 ressortissants ukrainiens sont actuellement pris en charge dans le dispositif genevois, ce qui a nécessairement un impact sur les coûts de l'asile.

Elle développe ensuite la problématique du permis F en rappelant qu'il s'agit formellement d'une admission provisoire susceptible d'être levée, mais qu'en pratique cette levée intervient très rarement, de sorte que les personnes concernées restent durablement en Suisse, ce qui justifie que la Confédération, à travers la loi sur l'asile et l'Agenda Intégration, demande aux cantons de

mettre en place des mesures favorisant leur intégration. Elle met en évidence le paradoxe de ce statut, qualifié de provisoire alors même qu'il tend à s'inscrire dans la durée, et souligne que cette qualification constitue un frein à l'intégration sur le marché du travail, certains employeurs hésitant à engager des personnes dont le statut est perçu comme temporaire, tout en relevant que la majorité des titulaires de permis F à Genève sont présents depuis plus de sept ans. Elle illustre ce constat par une expérience empirique en mentionnant que les cas de levée d'admission provisoire sont extrêmement rares, en citant notamment la situation des ressortissants angolais dans les années 1990, et insiste dès lors sur la nécessité d'intégrer ces personnes, en particulier sur le plan professionnel. Elle précise ensuite que la transformation d'un permis F en permis B peut intervenir après cinq ans, à condition que la personne démontre une bonne intégration, notamment par une autonomie financière, en soulignant que l'absence d'activité lucrative et le recours prolongé à l'aide sociale constituent des obstacles majeurs à cette transformation, au point que le canton ne transmettrait pas le dossier au SEM. Elle indique ne pas disposer d'informations précises concernant le montant des allocations de formation, tout en relevant que ces données pourraient être obtenues, notamment auprès du BIC, si la commission le souhaite. Elle rappelle encore que, s'agissant des jeunes de 16 à 25 ans, le canton de Genève met en œuvre une politique d'intégration rapide dans le système de formation dès l'arrivée en Suisse, en précisant que des dispositifs ont été adaptés, notamment lors de l'arrivée importante de mineurs non accompagnés, afin de garantir un accès rapide à la scolarisation. Elle reconnaît en revanche ne pas être en mesure de répondre à la question relative à l'existence d'un taux minimal d'activité permettant de bénéficier de l'aide ordinaire après épuisement du droit au chômage, en indiquant que cette question relève d'autres domaines juridiques et nécessiterait des analyses complémentaires.

Le commissaire UDC relève que, même si les montants en jeu apparaissent relativement limités, la question de l'incitation au travail mérite d'être examinée, en suggérant qu'il pourrait être pertinent d'introduire un seuil d'activité minimal afin d'éviter que des personnes accèdent trop facilement à l'aide ordinaire, ce qui pourrait, selon lui, réduire l'incitation à exercer une activité lucrative, et s'interroge sur l'opportunité d'un tel mécanisme dans le cadre de la loi.

M^{me} Mudry établit un lien avec la question de la transformation du permis F en permis B et estime qu'une personne disposant d'un permis F et exerçant une activité lucrative a tout intérêt à maintenir son emploi et à atteindre une autonomie financière afin de pouvoir solliciter un permis B, ce qui lui permettrait de stabiliser sa situation et de poursuivre son intégration en Suisse

dans de meilleures conditions. Elle exprime également des doutes quant à l'idée que des personnes choisiraient volontairement de travailler à un taux très faible, par exemple 10%, dans le seul but de bénéficier de l'aide ordinaire, en relevant que l'accès au chômage suppose déjà d'avoir cotisé pendant une durée minimale, en principe douze mois sur les deux dernières années, et conclut que la question soulevée dépasse le cadre de l'article 26, alinéa 2, et impliquerait, le cas échéant, des adaptations plus larges du système.

Une commissaire LC remercie les intervenantes pour les compléments apportés et relève que sa question rejoint en partie les éléments déjà évoqués, tout en indiquant s'être momentanément écartée de la discussion. Elle demande quelles seraient les conséquences concrètes de la suppression de l'article 26, alinéa 2 LASLP, en particulier pour les personnes concernées, et s'interroge sur la nécessité éventuelle de modifier une autre législation pour compenser une telle suppression. Elle revient ensuite sur la question des 87 personnes mentionnées, en lien avec le chiffre initial de 330, et cherche à comprendre la différence entre le nombre de personnes et celui des dossiers, notamment dans l'hypothèse de situations familiales. Elle sollicite enfin des précisions sur la portée des recommandations CSIAS, en particulier sur l'affirmation selon laquelle des prestations ne couvrant pas le minimum vital entravent la participation sociale et l'inclusion, en demandant comment cette idée se traduit concrètement, notamment en matière de logement et de conditions de vie, et si une insuffisance de prestations pourrait conduire à des situations de précarité empêchant toute intégration, notamment sur le marché du travail.

M^{me} Mudry répond que, concrètement, en cas de suppression de la disposition en question, les personnes concernées, qui ont pourtant travaillé, cotisé et bénéficié de prestations de chômage, basculeraient dans une situation de grande précarité. Elle précise ensuite que le nombre de dossiers correspond aux personnes concernées au sein de cet échantillon, en distinguant implicitement les situations individuelles et familiales. Elle explicite enfin la portée de la recommandation de la CSIAS en indiquant que, lorsqu'une personne perçoit des prestations en nature et des prestations financières d'un montant très faible, elle ne dispose pas des conditions nécessaires pour se concentrer sur un véritable projet d'intégration, ses ressources étant insuffisantes pour couvrir ses besoins essentiels.

Une commissaire S remercie les intervenantes pour leur présentation et relève avoir été particulièrement interpellée par le rappel historique relatif à cet article, déjà prévu dans l'ancienne législation, la LIASI.

Elle demande si les intervenantes ont déjà été sollicitées par le passé au sujet de cette disposition lorsqu'elle figurait dans la LIASI, ou si l'objet actuellement discuté traduit, selon elles, une volonté plus générale de remise

en cause, voire une forme de ciblage d'une population déterminée. Elle observe en effet que le projet porte sur un nombre limité de dossiers, à savoir 87, alors même qu'il implique un travail important et une remise en question de plusieurs principes ainsi que de l'articulation avec le droit fédéral. Elle relève également que l'attention politique semble s'être peu portée sur d'autres catégories de personnes, notamment celles liées à la population ukrainienne récemment arrivée, et cherche dès lors à comprendre, à la lumière de l'historique rappelé, comment les intervenantes perçoivent le fait d'être appelées à s'exprimer sur une disposition qui existait déjà auparavant. Elle s'interroge enfin sur l'existence éventuelle d'un changement de climat ou de courant politique et demande s'il y a lieu d'éprouver une certaine inquiétude à cet égard.

M^{me} Mudry répond qu'elle a effectivement déjà eu l'occasion de s'exprimer sur cette question, notamment en 2020 dans le cadre de l'examen du PL 12165, qui visait précisément à modifier l'article 11, alinéa 3 LIASI. Elle rappelle que ce projet avait été soumis à discussion et que les éléments présentés à l'époque avaient permis d'apporter un éclairage utile, contribuant à montrer que la problématique n'était pas nouvelle, contrairement à l'impression que pouvait donner le projet de loi. Elle ajoute que ce projet avait finalement été refusé, en relevant que les explications fournies avaient participé à la compréhension des enjeux par les membres de la commission.

Une commissaire Ve indique intervenir en remplacement pour cette séance et s'interroge sur l'impact financier du projet, en demandant si des estimations existent quant aux économies qui pourraient être réalisées, en particulier au regard des 87 personnes concernées, et cherche ainsi à savoir quel montant pourrait être effectivement économisé.

M^{me} Cereghetti indique ne pas disposer d'un chiffre exact, mais avance qu'une estimation peut être esquissée en se fondant sur le coût moyen, ce qui représenterait environ 200 000 francs par mois pour les personnes concernées, tout en précisant qu'il conviendrait ensuite de comparer ce montant avec celui correspondant aux personnes bénéficiant des barèmes inférieurs, de sorte que l'économie réelle dépendrait de cet écart, et reconnaît que cette estimation constitue avant tout un ordre de grandeur.

M^{me} Mudry complète en précisant que ce montant doit être envisagé à court terme uniquement, en rappelant que, comme cela a été exposé, une meilleure intégration permet de réduire la dépendance à l'aide sociale, et qu'à l'inverse, le fait de priver ces personnes de l'aide ordinaire pour les faire basculer dans la précarité risque de compromettre leur intégration et leur accès au marché du travail, ce qui entraînerait à long terme non pas une économie, mais des coûts supplémentaires, tout en ajoutant que, même en l'absence de chiffres précis, le

nombre relativement limité de personnes concernées implique que les économies potentielles doivent être appréciées de manière proportionnée au regard de l'ensemble des dépenses.

Un commissaire UDC revient sur la réponse donnée et explique ne pas bien saisir en quoi la suppression du dispositif entraînerait, à terme, un coût supplémentaire pour l'aide sociale, relevant que, si les personnes concernées perçoivent un montant inférieur, elles ne reçoivent précisément pas davantage. Il s'interroge ensuite sur la nature de l'article 26, alinéa 2, en demandant si la possibilité de déroger au régime ordinaire prévu à l'alinéa 1 constitue une exigence du droit fédéral ou relève d'un choix cantonal. Il demande enfin si les intervenantes disposent d'éléments de comparaison avec les autres cantons sur cette question.

M^{me} Mudry répond qu'il ne s'agit pas d'une exigence fédérale à proprement parler, le droit fédéral se limitant à poser des principes généraux, tandis que leur mise en œuvre concrète relève de la compétence cantonale. Elle explique ensuite que le raisonnement tenu au sujet de l'aide sociale s'inscrit dans une logique de long terme, selon laquelle une personne bénéficiant de conditions de vie suffisantes est davantage en mesure de s'intégrer, de retrouver une activité professionnelle et partant, de réduire sa dépendance à l'aide sociale. Elle ajoute ainsi que le fait d'offrir des conditions favorables à l'intégration peut permettre, à terme, de réaliser des économies sur l'aide sociale.

Le commissaire UDC en déduit que le maintien de ce mécanisme relève bien d'un choix cantonal. Il demande alors si les intervenantes savent comment la question est traitée dans les autres cantons et s'il existe un inventaire ou des éléments de comparaison à ce sujet.

M^{me} Mudry répond par la négative.

Audition de M. Munire Hagose, co-responsable de l'Association de médiatrices interculturelles, M^{me} Laura Raynal, chargée de projets socioprofessionnels, et M. Yohannes Haysh, membre

M. Hagose présente l'AMIC, fondée en 2010 par des femmes réfugiées et active depuis 2014 dans l'accueil de femmes, de familles et de mineurs non accompagnés, puis précise qu'il souhaite apporter un éclairage introductif afin de contextualiser la situation des titulaires de permis F, visés par le projet de loi, en expliquant qu'il s'agit de personnes admises à titre provisoire à l'issue de leur procédure d'asile, dont les motifs n'ont pas été reconnus, mais qui demeurent en Suisse sur une longue durée et y développent, pour certaines, de véritables projets de vie. Il met en évidence la difficulté principale liée à ce

statut, à savoir son caractère « provisoire », qui constitue un frein à l'accès à l'emploi, les employeurs étant souvent réticents à engager des personnes perçues comme susceptibles de devoir quitter rapidement le pays, alors même que, dans la pratique, ces personnes restent durablement.

Il souligne toutefois que ces personnes manifestent une forte motivation à s'intégrer sur le marché du travail, mais qu'elles sont souvent actives dans des secteurs secondaires ou primaires, alors que l'économie genevoise est principalement orientée vers le secteur tertiaire et requiert des qualifications élevées, ce qui les place dans des situations d'emploi plus précaires, caractérisées par des contrats de durée limitée et une exposition accrue au chômage. Il relève ainsi que ces personnes peuvent, comme d'autres travailleurs, se retrouver durablement au chômage et devoir recourir à l'aide sociale, et estime qu'il serait injuste de leur appliquer un régime d'aide réduit alors qu'elles ont travaillé, cotisé et démontré leur volonté d'intégration. Il ajoute qu'une telle mesure enverrait un signal négatif aux personnes souhaitant s'intégrer, en donnant le sentiment que leurs efforts ne sont pas reconnus. Il conclut en indiquant que, pour illustrer ces propos, l'association a également invité Yohannes, membre de celle-ci, à intervenir.

M. Haysh se présente en indiquant s'appeler Yohannes et vivre en Suisse depuis dix ans, puis explique qu'il a suivi ses études sur place et obtenu récemment un diplôme d'infirmier, exerçant désormais une activité professionnelle. Il précise être titulaire d'un permis F et souligne son attachement à la population qui l'a accueilli et lui a permis de s'intégrer, en exprimant sa volonté de contribuer en retour à la société. Il mentionne également son engagement personnel et associatif, notamment à travers des activités sportives et la participation à divers événements, ainsi que l'accompagnement de personnes dans la préparation de manifestations telles que des marathons. Il indique être aujourd'hui autonome financièrement, mais relève que, s'il venait à perdre son emploi et à épuiser son droit au chômage, le projet de loi en discussion l'empêcherait de bénéficier du même niveau d'aide sociale que les autres personnes dans une situation comparable, malgré son parcours d'intégration et sa contribution à la société.

M^{me} Raynal abonde dans le sens des propos précédents et souligne qu'il est essentiel de bien comprendre que les personnes admises à titre provisoire sont, dans les faits, amenés à s'établir durablement à Genève, de sorte qu'elles construisent leur vie sur place malgré le caractère formellement provisoire de leur statut. Elle met en garde contre le signal négatif que constituerait un traitement différencié au moment où ces personnes, après avoir travaillé et fourni des efforts d'intégration, se retrouveraient en situation de précarité avec une aide sociale inférieure à celle d'autres personnes. Elle développe les

conséquences concrètes d'une telle situation, en relevant que la réduction des prestations peut entraver l'accès à la formation, compliquer la recherche d'emploi, freiner l'autonomie et avoir des répercussions sur la santé. Elle estime ainsi que les économies envisagées pourraient en réalité se traduire par un transfert de coûts vers d'autres domaines. Elle se réfère à plusieurs études, notamment celles de la CSIAS, qui mettent en évidence que les restrictions de l'aide sociale fragilisent les parcours d'intégration et augmentent les risques de dépendance à long terme.

Elle évoque également l'impact sur les familles accompagnées par l'association, en particulier sur les enfants, en soulignant que la précarité peut accentuer les difficultés scolaires. Elle conclut en rappelant que, compte tenu de la structure du marché de l'emploi genevois et de la précarité de certains secteurs, ces situations peuvent concerner des personnes ayant pourtant travaillé et recherché activement un emploi, et que chacun pourrait être confronté à une telle situation.

Une commissaire S remercie les intervenants pour leur présence et pour leur témoignage, qu'elle qualifie de courageux compte tenu de la difficulté à s'exprimer publiquement sur son parcours personnel. Elle s'adresse ensuite à M. Haysh et l'interroge sur sa situation au regard de son permis, en relevant qu'il a terminé ses études et exerce désormais comme infirmier, et demande pour quelles raisons il ne bénéficie pas encore d'un permis B. Elle sollicite également des explications sur les démarches nécessaires à l'obtention d'un tel permis et sur les obstacles concrets auxquels se heurtent les personnes admises à titre provisoire dans ce processus.

M. Haysh explique que la difficulté principale tient à son pays d'origine, en précisant qu'il est Érythréen, et que l'obtention d'un permis B suppose notamment la présentation d'un passeport érythréen, ce qu'il refuse pour des raisons personnelles liées à son départ du pays. Il indique qu'une telle démarche impliquerait, selon lui, de reconnaître une forme de loyauté envers les autorités de son pays d'origine, notamment par le paiement d'une contribution équivalente à un pourcentage de son salaire, ce qu'il n'accepte pas au regard des motifs qui l'ont conduit à quitter son pays. Il souligne qu'il s'est construit en Suisse autour de valeurs d'entraide et d'engagement, ce qui l'a notamment conduit à choisir la profession d'infirmier, en accompagnant des personnes âgées dans leur quotidien jusqu'à la fin de leur vie. Il ajoute qu'il ne souhaite pas entreprendre de démarches contraires à ses convictions pour obtenir un passeport. Il précise enfin que, depuis novembre, la question de l'exigence de tels documents fait l'objet d'un réexamen au niveau fédéral, et qu'une décision est en cours d'étude.

Un commissaire UDC remercie les intervenants pour leurs explications relatives aux incidences du projet de loi sur les situations individuelles. Il rappelle que le projet de loi repose sur un constat selon lequel le canton de Genève serait le seul à connaître une forte augmentation du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale ainsi que des coûts associés, et relève que, bien que cette évolution soit en partie attribuée aux titulaires de permis S, tous les cantons suisses ont été confrontés à des arrivées comparables, de sorte que cette explication ne lui paraît pas suffisante. Il s'interroge dès lors sur la situation des autres cantons, qui ne disposent pas nécessairement d'un dispositif équivalent pour les titulaires de permis F en fin de droit au chômage, et qui ne semblent pas connaître une augmentation similaire de l'aide sociale.

Il relève également le caractère marginal du dispositif en question, compte tenu du nombre relativement limité de bénéficiaires, et s'étonne qu'un plus grand nombre de personnes ne remplissent pas les conditions pour en bénéficier, notamment si l'objectif est précisément de favoriser l'intégration par l'emploi. Il en déduit que, dans les cantons ne connaissant pas ce mécanisme, l'intégration pourrait apparaître plus efficace sans que cela se traduise par une hausse des coûts de l'aide sociale. Il demande en conséquence comment expliquer que Genève soit dans une situation différente, en mentionnant notamment le cas d'autres cantons qui ne disposent pas de ce dispositif et ne connaissent pas une évolution comparable depuis 2019.

M^{me} Delieutraz intervient afin de préciser que la notion d'« explosion » évoquée doit être distinguée selon qu'il s'agit de l'aide en matière d'asile ou de l'aide sociale au sens plus large. Elle relève que l'augmentation des coûts liés à l'asile s'observe dans l'ensemble des cantons, notamment en raison de l'arrivée des titulaires de permis S dans des proportions comparables eu égard à la clé de répartition intercantonale. Elle souligne en revanche que la situation diffère s'agissant de l'aide sociale ordinaire, où des variations apparaissent selon les cantons.

Le commissaire UDC estime qu'à défaut de disposer de données précises, la situation mérite d'être clarifiée, en relevant que si une augmentation des coûts liés à l'asile est observée dans tous les cantons, comparable à celle constatée à Genève, mais que le budget global de l'aide sociale n'augmente pas ailleurs, cela impliquerait nécessairement une diminution dans d'autres domaines, ce qui ne semble pas être le cas à Genève. Il en déduit qu'il existe une différence structurelle dans les mécanismes d'accès ou de recours à l'aide sociale selon les cantons. Il ajoute que, selon lui, la Suisse ne connaît pas ailleurs une évolution comparable à celle de Genève, en affirmant que ce dernier serait le seul canton à avoir triplé son budget de l'aide sociale sur une

période d'environ quinze ans, tout en précisant qu'il s'agit d'un constat qu'il convient encore de discuter et d'examiner plus en détail.

M. Hagose indique ne pas disposer de chiffres comparatifs pour les autres cantons, mais avance des éléments d'explication fondés sur l'observation du marché de l'emploi genevois. Il relève que l'économie genevoise est fortement orientée vers le secteur tertiaire et requiert des qualifications élevées, notamment dans des domaines tels que la finance ou d'autres activités spécialisées, ce qui limite l'accès à l'emploi pour certaines catégories de personnes. Il explique que les personnes concernées se retrouvent ainsi davantage dans des emplois précaires, souvent caractérisés par des contrats de courte durée et une faible stabilité, dans un marché de l'emploi qu'il qualifie de moins dynamique pour ces profils.

Il ajoute qu'à la différence d'autres cantons, où les secteurs primaire et secondaire, notamment agricole ou industriel, sont plus développés et offrent des opportunités plus accessibles, Genève présente une structure économique moins favorable à l'intégration professionnelle de ces personnes, ce qui peut contribuer à expliquer les différences observées.

Une commissaire LC demande s'ils représentent l'AMIC et non pas l'AMIG.

M^{me} Raynal répond par la positive. Elle précise le rôle et les activités de l'association, créée en 2010 et disposant aujourd'hui d'un lieu d'accueil dans le quartier des Grottes à Genève, où sont proposées des permanences d'information ainsi que diverses activités à destination de personnes réfugiées et migrantes. Elle explique que l'association accompagne différents publics, notamment des jeunes arrivés comme mineurs non accompagnés, des familles et des femmes, et met en place des actions concrètes, telles que l'orientation professionnelle ou des programmes de mise en lien avec la population locale, notamment sous forme de tutorat pour les nouveaux arrivants. Elle souligne que les constats présentés reposent sur cette expérience de terrain, fondée sur l'accompagnement quotidien de personnes qui s'efforcent de s'intégrer sur le marché du travail. Elle relève ainsi que ces personnes, après avoir consenti d'importants efforts et parfois exercé une activité professionnelle, pourraient percevoir comme particulièrement décourageant le fait de se voir appliquer un régime d'aide sociale inférieur à celui d'autres bénéficiaires, malgré leurs cotisations. Elle exprime dès lors des inquiétudes quant aux effets à long terme d'une telle mesure, en considérant qu'elle pourrait fragiliser les parcours d'intégration et prolonger la dépendance à l'aide sociale plutôt que de la réduire. Elle rappelle enfin que ces personnes ont souvent traversé des parcours de vie difficiles, marqués notamment par des expériences traumatisantes, ce

qui rend d'autant plus importante la mise en place de conditions favorables à leur stabilisation et à leur intégration.

M. Hagose ajoute que plusieurs études confirment qu'une diminution des prestations d'aide sociale peut, au contraire de l'objectif poursuivi, accroître les risques de dépendance à long terme, en rendant plus difficile l'intégration sur le marché de l'emploi, ce qui produit un effet contre-intuitif.

La commissaire LC demande à M. Haysh pendant combien de temps il a bénéficié de l'aide sociale.

M. Haysh explique qu'il a d'abord bénéficié d'une bourse d'études, puis indique avoir perçu un soutien jusqu'en 2024, en précisant être arrivé en Suisse en 2015 et avoir progressivement accédé à l'emploi après plusieurs années de formation et d'intégration.

Un commissaire S relève que le nombre de personnes concernées est relativement limité, en indiquant qu'il était initialement question d'environ 300 personnes, puis de 87 à la suite de clarifications apportées notamment dans le cadre d'une question écrite adressée au Conseil d'Etat, ce qui conduit à considérer qu'il s'agit d'un groupe restreint bénéficiant d'un statut différencié en raison de leur parcours, notamment du fait qu'elles ont travaillé et cotisé avant d'arriver en fin de droit au chômage. Il formule dès lors une interrogation de principe, en demandant si, compte tenu de ce faible nombre, il serait juste de traiter ces personnes de la même manière que celles n'ayant pas travaillé ni cotisé aux assurances sociales, et invite en particulier M. Haysh à se prononcer sur cette question au regard de son propre parcours d'intégration, d'activité professionnelle et de contribution au système.

M. Hagose estime qu'un tel traitement ne serait pas justifié, en relevant que la personne concernée a démontré son intégration à travers son parcours, ses efforts et sa contribution à la société suisse. Il souligne que ne pas reconnaître ces efforts reviendrait à nier l'engagement fourni et à reléguer ces personnes à un statut de second rang par rapport aux autres résidents bénéficiant de droits comparables, malgré une participation effective au système.

Le commissaire S s'interroge sur la portée du projet de loi et indique qu'il y voit potentiellement une dimension discriminatoire, dans la mesure où celui-ci toucherait des personnes déjà en situation de précarité, ayant suivi un parcours d'intégration particulièrement exigeant. Il relève que ces personnes, malgré leurs efforts pour s'intégrer, pourraient être pénalisées par le dispositif envisagé. Il demande dès lors comment les intervenants perçoivent ce projet, en particulier s'ils considèrent qu'il pourrait véhiculer une forme de stigmatisation, voire une dimension discriminatoire à l'égard des personnes

étrangères, tout en précisant que la réponse à cette question demeure facultative.

M. Haysh explique qu'il perçoit ce projet comme une forme de remise en cause des efforts fournis, en indiquant que demander à une personne de s'intégrer, de devenir autonome et de s'investir dans la société, pour ensuite la placer dans une situation moins favorable lorsqu'elle rencontre des difficultés, revient à ne pas reconnaître le chemin parcouru. Il illustre son propos par une comparaison avec une personne qui s'entraîne longuement pour progresser et qui, au moment d'atteindre son objectif, serait renvoyée à son point de départ au lieu d'être soutenue, estimant que cette image reflète son ressenti face à la situation.

Discussion interne

La présidente précise, avant de céder la parole, que les représentants de l'AMIG, évoqués précédemment, seront auditionnés la semaine suivante, et indique que cette audition, prévue en première heure, permettra d'apporter des réponses à certaines des questions soulevées.

Un commissaire MCG relève que certains éléments évoqués dépassent son propre cadre d'expérience et souligne le caractère remarquable du parcours présenté, en mettant en avant l'obtention d'un bachelor, qu'il considère comme une réussite significative.

Une commissaire S s'interroge sur l'opportunité d'entendre également le bureau de l'intégration, en relevant qu'il ne semble pas encore avoir été auditionné. Elle suggère que cette instance pourrait être en mesure de fournir des données utiles, notamment en lien avec les questions soulevées sur les chiffres et l'intégration dans le cadre de l'Agenda Intégration Suisse. Elle propose dès lors d'envisager une audition conjointe avec l'AMIG, compte tenu de leur collaboration étroite, afin de disposer d'éléments plus complets.

Une commissaire LC invite les membres de la commission à consulter le rapport relatif au PL 12165, en relevant qu'il contient des données chiffrées, notamment en mentionnant un nombre de 86 personnes concernées, et souligne que ce document constitue un apport utile pour la compréhension du sujet.

Un commissaire UDC salue la précision apportée et rappelle que l'auteur du projet de loi a redéposé celui-ci en se fondant notamment sur l'exemple d'un autre canton qui aurait supprimé un dispositif similaire. Il relève toutefois qu'au terme de plusieurs séances de commission, les raisons de cette suppression ainsi que ses effets concrets demeurent inconnus, et exprime le souhait que le département prenne contact avec l'Argovie afin d'obtenir des informations précises, notamment sur les conséquences de cette décision, ses

éventuels effets pervers et son impact sur la durée de recours à l'aide sociale. Il souligne l'importance de disposer d'éléments comparatifs afin d'évaluer si l'évolution observée dans le domaine de l'asile et de l'aide sociale est comparable à celle de Genève, en précisant qu'il ne défend pas une position arrêtée, mais souhaite pouvoir se fonder sur des données concrètes.

M^{me} Delieutraz dit que ces deux cantons ne sont pas comparables sous tous leurs aspects.

La présidente rappelle qu'il avait été évoqué précédemment la possibilité d'auditionner le SEM afin d'obtenir des précisions directement de sa part. Elle précise que cette question était restée en suspens, la commission devant encore décider si les informations déjà fournies, notamment par l'OAIS, étaient suffisantes ou s'il convenait d'entendre également cette autorité.

Une commissaire PLR estime qu'il conviendrait, dans un premier temps, de poursuivre les auditions déjà prévues avant d'envisager de solliciter le SEM. Elle propose ainsi d'attendre l'issue de ces auditions et de procéder au vote d'entrée en matière, en précisant que, si des éléments complémentaires devaient encore apparaître nécessaires, la commission pourrait alors décider ultérieurement de demander des informations supplémentaires ou d'organiser une audition.

Séance du 31 mars 2026

Audition conjointe de M^{me} Leila Badiss, directrice de l'Aide aux migrants, et M. Christophe Girod, directeur général de l'Hospice général, de M. Nicolas Roguet, délégué cantonal à l'intégration et directeur du Bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC) – DCS

La présidente indique que l'OCPM a précisé que le projet de loi n'entrait pas dans son champ de compétences, tout en se tenant volontiers à la disposition de la commission pour répondre à d'éventuelles questions écrites.

M. Girod remercie la commission de son invitation à s'exprimer au sujet du projet de loi, lequel propose la suppression de l'article 26, alinéa 2 LASLP, introduit à l'époque dans le contexte du RMCAS. Il précise que cette disposition concerne actuellement 87 personnes remplissant cumulativement deux conditions, à savoir une résidence continue de sept ans à Genève et l'arrivée au terme de leurs droits au chômage. Il indique que ces personnes ont alors accès à l'aide sociale ordinaire, soit à un entretien de base de 1031 francs. Il explique que l'objectif de l'article est de considérer que les personnes admises provisoirement qui ont trouvé un emploi, puis l'ont perdu ne doivent pas être interrompues dans leur élan d'intégration, mais traitées comme n'importe quel autre résident qui, confronté à une même situation, aurait droit

à l'aide sociale afin de pouvoir rebondir et retrouver un emploi. Abordant ensuite la question des coûts, il expose que le coût moyen d'une personne titulaire d'un permis F à l'aide sociale s'élève à environ 1489 francs pour une personne seule, montant qui comprend les frais médicaux pris en charge par l'Hospice général, à l'exception de la prime d'assurance-maladie, financée par le budget du SAM. Il ajoute que si l'article 26, alinéa 2 LASLP devait être supprimé et que ces personnes retombaient dans le régime des prestations prévues par les directives cantonales relatives à l'asile, le coût serait de 1431 francs, soit une différence d'environ 50 francs, correspondant essentiellement à un déplacement de charges entre le SAM et l'Hospice général. Il souligne ainsi que, pour l'Etat, l'écart financier demeure minime, représentant environ une quinzaine de milliers de francs pour les 87 personnes concernées. Il insiste toutefois sur le fait qu'il ne s'agit pas avant tout d'une question budgétaire, mais d'une question de philosophie de la loi, celle-ci visant à favoriser l'insertion et l'intégration professionnelle de personnes qui ont déjà démontré, en accédant à l'emploi, qu'elles disposent des compétences, des moyens et de la volonté nécessaires pour devenir financièrement autonomes.

Selon lui, il convient dès lors de les soutenir lorsqu'elles traversent une période de chômage, comme cela pourrait arriver à n'importe quel autre salarié.

M^{me} Badiss approuve ce que M. Girod a dit.

M. Roguet souhaite apporter un complément d'information à l'intervention précédente en donnant quelques éléments relatifs aux tendances et aux dynamiques du marché de l'emploi dans le domaine de l'asile, afin de mieux contextualiser la question soumise à la commission. Il rappelle qu'une réforme importante est intervenue il y a cinq ans avec la mise en œuvre de l'Agenda Intégration Suisse, lequel prévoit un suivi individualisé ainsi que des exigences à chaque étape en matière de formation et d'insertion, avec un engagement fort de l'ensemble des institutions concernées, notamment l'Office cantonal de l'emploi et l'OFPC. Il indique que cette réforme commence à produire des résultats concrets. Se fondant sur des chiffres de janvier 2026, il précise qu'à Genève, 1611 personnes relevant du domaine de l'asile exercent une activité professionnelle, ce qui correspond à un taux de 19,12%, soit un niveau jamais atteint jusqu'à présent. Il détaille ensuite la situation selon les différents statuts. S'agissant des titulaires de permis F, il mentionne une population active de 2057 personnes, ce qui représente un taux d'emploi de 17,08% selon les chiffres fédéraux sur lesquels le canton s'appuie pour articuler ses pourcentages. Pour les permis B, il fait état de 543 personnes en emploi, soit un taux de 17,96%. Pour les permis S, il mentionne 454 personnes, soit 18%.

Pour les permis N, il indique que 57 personnes travaillent, correspondant à un taux de 6,92%. Il souligne qu'en une année, l'évolution est marquée par une hausse de 74 emplois pour les permis F, de 141 pour les permis B et de 117 pour les permis S, tandis que la situation des permis N demeure stable. Selon lui, ces chiffres montrent clairement qu'une dynamique positive est à l'œuvre en matière d'accès à l'emploi pour les personnes relevant de l'asile, ce qui signifie aussi une autonomie financière accrue et un cheminement progressif vers la sortie de la dépendance à l'aide publique. Il insiste sur le fait que ces résultats sont le fruit d'un travail très soutenu de l'ensemble des institutions publiques, d'une sensibilisation du secteur privé comme du secteur public, ainsi que du développement des prises d'emploi, des formations duales et des apprentissages. Il relève toutefois que des barrières importantes subsistent encore, notamment en ce qui concerne l'accès au premier emploi. Revenant plus spécifiquement à l'objet traité ce jour, il rappelle, comme l'a indiqué M. Girod, que les personnes concernées par le projet sont des personnes déjà insérées professionnellement, qui ont perdu leur emploi. Or, selon lui, pour les personnes issues du domaine de l'asile, l'étape la plus difficile réside précisément dans l'accès initial au marché du travail et dans l'acquisition d'une première expérience. Dès lors, les quelque 87 personnes dont il est question aujourd'hui disposent déjà de cette première expérience, ce qui signifie qu'elles sont accompagnées et qu'elles présentent un potentiel réel de réintégration rapide du marché de l'emploi.

Il estime, par conséquent, qu'il ne faut en aucun cas dégrader leurs conditions de vie, afin qu'elles puissent être soutenues au mieux et retrouver un emploi dans les meilleurs délais. Il rappelle que ces personnes ont déjà réalisé un premier parcours sur le marché de l'emploi genevois, ce qui démontre que cette insertion est possible et qu'un accompagnement solide, combiné à un bon dossier, permet effectivement une entrée sur le marché de l'entreprise. Il conclut en soulignant que la dynamique actuelle est particulièrement positive pour l'ensemble des catégories de permis, qu'il convient impérativement de la poursuivre et de continuer à faire progresser les taux d'emploi, dans un contexte où le Secrétariat d'Etat aux migrations exerce une forte pression pour soutenir cette évolution. Il indique enfin souscrire pleinement à l'ensemble des éléments exposés précédemment.

M. Girod souhaite encore préciser que, si ces personnes arrivent en fin de droit au chômage et réintègrent alors le régime des directives cantonales, elles ne bénéficient plus d'un forfait d'aide sociale ordinaire, mais d'un montant réduit d'environ un tiers. Il souligne qu'il faut alors également les reloger, l'Hospice général leur ayant souvent trouvé un appartement lorsqu'elles travaillaient afin de les faire sortir du dispositif de l'asile. Or, avec un montant

d'environ 400 francs par mois, il devient impossible de conserver un tel logement, ce qui implique un déménagement. Selon lui, ces déplacements et cette déstabilisation mobilisent un surcroît de travail pour les services concernés et, surtout, interrompent l'élan d'intégration de ces personnes, en les ramenant pratiquement à leur point de départ.

Une commissaire PLR remercie les intervenants pour leurs explications et les chiffres communiqués. Revenant sur la pression exercée par le SEM, qu'ils ont évoquée s'agissant de l'augmentation des taux d'intégration sur le marché du travail des personnes relevant du domaine de l'asile à Genève, elle demande de quelle manière cette pression s'exerce concrètement et ce qu'elle implique en pratique pour les autorités cantonales.

M. Girod répond qu'il n'existe pas, heureusement, de contrainte directe à proprement parler. Il explique qu'il y a néanmoins eu, par exemple, la visite du SEM à l'occasion du lancement du plan d'action professionnelle relatif aux permis S. Selon lui, cela ne constitue pas une injonction formelle, mais traduit clairement un intérêt au niveau fédéral pour que Genève s'engage dans cette voie. Il relève que cette dynamique a porté ses fruits, le canton ayant, de mémoire, vu son taux progresser d'environ 13% à 18% en une année, ce qu'il qualifie de beau résultat. Il indique ainsi que la pression ressentie relève surtout de ce type d'incitation, à laquelle s'ajoute la conscience d'être attendu sur les chiffres, plutôt que de mesures coercitives à proprement parler.

M. Roguet indique partager pleinement l'analyse exposée par M. Girod, tout en relevant qu'il ressent, pour sa part, de manière très concrète, la pression exercée en la matière, laquelle concerne d'ailleurs l'ensemble des cantons.

Il explique que le SEM finance de nombreux dispositifs, de sorte que les cantons sont également liés par les conventions conclues avec lui, lesquelles comportent des objectifs à atteindre. Il précise qu'à Genève, un travail important a été mené pour comprendre les raisons pour lesquelles le canton figurait parmi ceux qui présentaient un certain retard. A cet égard, des recherches approfondies ont été réalisées et présentées au printemps précédent, lesquelles ont montré de manière claire que la variable la plus déterminante pour expliquer les difficultés rencontrées résidait dans le taux de chômage. Il relève que, jusqu'alors, d'autres facteurs étaient souvent invoqués, comme la concurrence frontalière, mais que ces explications ne se révélaient pas véritablement robustes, les données macroéconomiques démontrant surtout l'importance du niveau de chômage. Il ajoute que, pour la première fois, le SEM a tenu compte de cette variable dans la fixation des objectifs assignés à Genève, lesquels demeurent élevés et exigeants. Il rappelle que le canton soutenait depuis longtemps que la situation genevoise devait être appréciée à la lumière de ses spécificités, notamment la concurrence frontalière, par

opposition à d'autres cantons où l'accès au marché du travail est facilité, par exemple en raison de besoins importants dans l'agriculture ou de pénuries de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs d'activité. Il souligne qu'à Genève, où ces pénuries sont moindres, l'insertion professionnelle est objectivement plus difficile. Il se félicite dès lors que cette variable ait enfin été prise en compte, ce qui a permis au canton de sortir de la catégorie des cantons considérés comme particulièrement en difficulté. Il précise qu'à la fin de l'année 2026, Genève n'a ainsi pas dû revoir l'ensemble de ses dispositifs, notamment pour les permis S, dans la mesure où le canton se situait dans la marge de tolérance fixée par le SEM sur la base d'objectifs désormais pondérés selon le taux de chômage. Il relève toutefois que certains autres cantons demeurent soumis à une pression maximale, avec de grandes difficultés à atteindre les objectifs fixés. Il ajoute que cela ne signifie en aucun cas qu'il faille relâcher les efforts à Genève, bien au contraire, ceux-ci doivent encore être renforcés, notamment pour les titulaires de permis S, F et B, tout en rappelant que l'insertion des personnes titulaires d'un permis N reste plus complexe. Il observe d'ailleurs, de manière paradoxale, que Genève obtient de meilleurs résultats sur certains statuts que d'autres cantons. Il indique par ailleurs que, si cela intéresse la commission, il pourrait lui transmettre le lien vers les recherches publiées, qu'il juge particulièrement éclairantes, dès lors qu'elles mettent en évidence, d'un point de vue macroéconomique, les causes structurelles des difficultés d'insertion rencontrées. Il souligne enfin que cette pression du SEM a également conduit les autorités genevoises à intensifier leur travail de sensibilisation auprès des secteurs privé et public. Il rappelle qu'une visite a été organisée, comme l'a mentionné M. Girod, afin d'encourager le canton à poursuivre ses efforts, et que cette démarche s'est répétée cette année. Il précise que ce travail prend la forme d'actions d'information, de pédagogie et d'accompagnement auprès des employeurs, en particulier pour expliquer qui sont les personnes concernées et lever certaines idées fausses sur les obstacles à leur embauche. Il ajoute que certaines barrières administratives qui existaient auparavant, notamment pour les permis N, ont entre-temps disparu, ce qui a permis une augmentation des petits emplois. Il insiste toutefois sur le fait qu'un travail pédagogique important demeure nécessaire, en particulier à destination du secteur privé, étant donné que la majorité des 1612 personnes actives dans le domaine de l'asile travaillent précisément dans les entreprises privées du canton.

M. Girod ajoute que les particularités structurelles du canton de Genève expliquent également le taux d'emploi des personnes relevant du domaine de l'asile. Il indique qu'il reviendra plus en détail sur cette question à l'occasion de la présentation du rapport d'activité 2025, avec des précisions chiffrées. Il

souligne toutefois d'ores et déjà qu'il existe un important report de coûts des assurances fédérales vers le canton. Selon lui, cela est vrai en matière de prestations complémentaires, de chômage ainsi que d'assurance-invalidité. Il relève qu'en moins de deux ans, le nombre de dossiers à l'aide sociale a doublé, de même que le nombre de personnes qui, bien que bénéficiant de revenus fédéraux, ne disposent plus de moyens suffisants pour couvrir leurs besoins mensuels en raison de la hausse du coût de la vie. Il mentionne à cet égard l'inflation intervenue après la période du Covid, ainsi que le fait que Genève connaît l'un des revenus disponibles les plus bas de Suisse, très loin derrière d'autres cantons, en raison notamment du niveau élevé des loyers. Il relève également que le canton présente un taux de familles monoparentales particulièrement élevé, de l'ordre de 10%, contre environ 5% au niveau suisse, et rappelle qu'il s'agit souvent de working poors qui recourent ensuite à l'aide sociale. Il ajoute enfin que le taux de séparation et de divorce y est lui aussi nettement supérieur à la moyenne suisse, alors même que ces situations constituent fréquemment des facteurs de précarisation conduisant à une dépendance accrue à l'aide sociale. Il précise qu'il reviendra ultérieurement sur ces différents éléments avec davantage de détails, de chiffres et d'illustrations.

Un commissaire UDC remercie les intervenants pour leur présentation et les précisions apportées. Il indique, pour sa part, ne pas avoir bien saisi le différentiel exposé entre les montants de 1489 francs et de 1431 francs, dès lors qu'il raisonne plutôt à partir des montants de 1031 francs et de 434 francs. Il relève qu'il n'a pas compris ce point. Il ajoute que les intervenants ont évoqué un transfert lié à l'assurance-maladie d'un budget à un autre, mais qu'il lui semble, à première vue, qu'il s'agit de deux éléments distincts. Il précise qu'il reviendra ensuite avec d'autres questions.

M. Girod répond qu'il fera parvenir à la commission la grille détaillant les coûts moyens concernés. Il précise qu'il ne s'agit pas uniquement du forfait d'entretien, mais qu'il faut également tenir compte du logement, de la participation aux frais médicaux ainsi que d'autres postes, lesquels, additionnés, conduisent effectivement au montant de 1489 francs. Il indique qu'il transmettra ainsi le détail de ce que coûte en moyenne une personne titulaire d'un permis F, selon qu'elle relève de l'article 26, alinéa 2 LASLP ou non, en précisant également quelle entité prend en charge quels montants au niveau budgétaire, afin d'éviter toute confusion avec la seule aide financière de base.

Le commissaire UDC relève ensuite qu'il est réjouissant de constater une hausse du taux d'activité dans l'ensemble des catégories concernées, à l'exception des titulaires de permis N. Il demande si les intervenants disposent

d'éléments relatifs au taux moyen d'activité, relevant qu'une personne peut, par exemple, avoir exercé une activité à 10% pendant deux ans avant de se retrouver à l'aide sociale, ce qui appelle selon lui une appréciation plus nuancée des chiffres avancés. Il indique vouloir obtenir l'ensemble des données à cet égard. Il souhaite ensuite connaître leur avis en lien avec des éléments déjà discutés lors de l'examen du rapport de l'Hospice général, au cours duquel la commission du personnel avait indiqué que la principale difficulté rencontrée aujourd'hui dans la réinsertion des bénéficiaires de l'aide sociale résidait dans la concurrence transfrontalière. Il rappelle qu'il avait alors été exposé que, depuis l'entrée en vigueur des accords bilatéraux, les difficultés de réinsertion s'étaient fortement accrues, y compris pour des personnes qui ne relèvent ni d'un permis F ni d'un permis N. Dans cette perspective, il s'interroge sur la situation d'une personne titulaire d'un permis F qui n'aurait exercé qu'une activité à faible taux, aurait ensuite épuisé ses droits au chômage sur une période de deux ans sans être parvenue à retrouver un emploi. Le commissaire UDC ajoute qu'il a encore été rappelé, en commission, que lorsqu'une personne est absente pendant six mois, il devient déjà très difficile pour une entreprise de conserver son poste, et plus encore pour l'intéressée de retrouver un emploi par la suite. Il relève dès lors que, si une personne n'a pas retrouvé d'activité après deux ans, la probabilité de réintégrer le marché du travail une fois à l'aide sociale paraît, selon lui, particulièrement faible. Il demande ainsi aux intervenants s'ils disposent d'éléments permettant d'apprécier cette probabilité.

M. Roguet répond qu'il n'est pas en mesure d'indiquer une probabilité chiffrée. En revanche, il souligne qu'il observe sur le terrain une dynamique très positive, liée à un changement fondamental dans la collaboration entre les différents services, notamment entre l'Hospice général et l'OCE. Selon lui, cette collaboration est désormais véritablement efficace, avec une meilleure compréhension réciproque des rôles de chacun. Il relève en particulier que le service d'insertion professionnelle de l'Hospice général est devenu un dispositif très performant, fortement impliqué et doté de nombreux partenariats avec les entreprises. Il insiste également sur le fait qu'il n'existe plus de concurrence entre les deux structures, ce qu'il considère comme un élément essentiel. Il rappelle qu'il appelait depuis de nombreuses années à ce que l'OCE puisse prendre en charge les personnes issues du domaine de l'asile, ce qui n'était auparavant pas le cas, celles-ci étant suivies exclusivement dans d'autres cadres. Il explique que l'OCE apporte ses contacts avec le marché de l'emploi et les organismes de placement, tandis que l'Hospice général a lui aussi considérablement renforcé et professionnalisé son service d'insertion, en mettant en place des processus, des procédures, une répartition claire des rôles

et des responsabilités. Selon lui, cette montée en puissance de part et d'autre explique l'amélioration des résultats, grâce à une véritable coordination, à une meilleure compréhension des besoins des employeurs et à un suivi individualisé des dossiers. Il insiste sur le fait que la prise en charge est aujourd'hui beaucoup plus personnalisée, ce qui constitue, à ses yeux, le changement déterminant, puisqu'il est indispensable d'accompagner les personnes de manière étroite, sans les laisser se perdre dans le dispositif. Il souligne qu'il existe désormais un suivi individualisé, documenté et tracé, dans lequel chaque mesure prise, chaque objectif professionnel défini et chaque réorientation éventuelle sont consignés. Il estime que c'est précisément ce travail qui permet d'obtenir les résultats actuels, qu'il qualifie de remarquables, tout en rappelant que chaque contrat de travail reste difficile à obtenir dans un marché de l'emploi extrêmement compétitif. Il observe en effet que les employeurs ont souvent le choix entre des personnes francophones disposant de tous les diplômes requis et d'autres candidats au parcours de vie plus heurté, notamment les personnes réfugiées, dont les trajectoires comportent souvent des interruptions que les outils de recrutement automatisés interprètent défavorablement. Il relève ainsi qu'un parcours marqué par la fuite, la protection et l'intégration est difficilement lisible pour les algorithmes de sélection, ce qui crée des obstacles supplémentaires. Selon lui, c'est précisément pour surmonter ces barrières qu'un accompagnement individualisé renforcé est nécessaire, et il considère que la montée en compétences de l'Hospice général comme de l'OCE produit aujourd'hui des résultats tangibles. Il ajoute ainsi qu'une personne qui a perdu son emploi, a passé deux ans au chômage sans retrouver de poste, peut, selon lui, être reprise par le service d'insertion professionnelle, bénéficier de mesures adaptées et repartir dans un nouveau parcours. Il rappelle à cet égard que le plus grand défi demeure l'accès au premier emploi, alors que les quelque 85 personnes concernées dans le cas présent disposent déjà d'une expérience professionnelle reconnue. Enfin, il souligne un élément qu'il juge particulièrement important, à savoir que, pour les titulaires d'un permis F, le travail constitue la seule véritable voie permettant d'accéder à un statut plus stable, notamment à un permis B. Selon lui, cela explique aussi pourquoi certaines personnes acceptent des emplois très précaires, parfois physiquement éprouvants, car il s'agit pour elles du seul moyen d'acquérir une stabilité durable. Il observe que ces personnes peuvent ensuite perdre cet emploi à la suite d'un problème de santé ou d'un autre aléa, sans disposer nécessairement de la formation leur permettant de se réorienter facilement, mais qu'elles demeurent animées par une motivation très forte à devenir autonomes financièrement et à stabiliser leur statut de séjour.

M. Girod ajoute que, s'agissant de la concurrence frontalière, il est évident qu'il existe à Genève une concurrence accrue liée à l'existence d'un vaste bassin de recrutement. Il précise toutefois qu'il ne s'agit que de l'un des facteurs parmi les particularités structurelles genevoises qu'il évoquait précédemment. Il relève qu'une autre spécificité cantonale, qui contribue également à accroître la précarité, réside dans le système de formation genevois. Il rappelle à cet égard qu'à Genève, seuls environ 4% des jeunes de 16 ans sont orientés vers la formation duale, alors que, dans le reste de la Suisse, ce taux dépasse 60%. Selon lui, ce particularisme genevois produit lui aussi de la précarité, et cela vaut également pour les personnes réfugiées, qui se trouvent confrontées à un système dans lequel même les jeunes du canton ne bénéficient pas suffisamment d'une formation professionnalisante. Répondant ensuite à la question de savoir si le même accompagnement existe pour les autres catégories de bénéficiaires de l'Hospice général en vue de leur retour sur le marché de l'emploi, il indique que des améliorations ont bien été apportées au système de classement et d'accompagnement. Il souligne toutefois que, depuis deux ans, les services font face à une forte augmentation du nombre de personnes suivies, ce qui exerce une pression considérable sur les dispositifs d'insertion. Il précise qu'une hausse est observée tant du côté des personnes relevant du domaine de l'asile que, plus légèrement, du côté de l'aide sociale ordinaire, y compris encore en 2025. Il ajoute enfin qu'il ne s'agit toutefois pas du tout du même type de public.

Un commissaire S remercie les intervenants pour leur présentation. Il relève que le sous-titre du projet de loi évoque une uniformisation des prestations pour les personnes admises provisoirement, ainsi qu'une volonté d'harmoniser la loi dans ce sens. Il observe toutefois que l'avant-dernier paragraphe de l'exposé des motifs indique, en substance, que cette modification renforcerait l'équité entre les bénéficiaires. Or, tel qu'il le comprend, cela reviendrait à placer sur un même plan des personnes qui ont travaillé, se sont inscrites dans un parcours d'intégration, puis ont perdu leur emploi, et des personnes qui n'ont pas eu l'occasion de travailler. Il indique qu'à ses yeux, il paraît au contraire plus équitable de maintenir une différence de traitement entre ces deux situations. Il demande dès lors si cette différenciation appelle un commentaire de la part des intervenants et s'interroge également sur la question de savoir s'il serait même juridiquement admissible de ramener ces deux catégories de personnes au même niveau, alors qu'elles se trouvent, selon lui, dans des situations très différentes.

M. Girod relève que, sans se prononcer sur la conformité du projet aux normes supérieures, cette logique lui paraît en tout cas difficilement conciliable avec une dynamique d'intégration de bon sens. Il explique que les services

pratiquent déjà, de manière assumée, une différenciation fondée sur la proximité des personnes avec le marché de l'emploi. Ainsi, les personnes considérées comme proches de l'emploi peuvent être suivies par des conseillers en insertion professionnelle et, dans certains cas, sortir des centres sociaux pour être orientées vers le service d'insertion professionnelle afin d'accélérer leur rapprochement du marché du travail. A l'inverse, les personnes jugées très éloignées de l'emploi n'ont pas accès à l'ensemble de ces mesures socioprofessionnelles ni au même accompagnement spécialisé.

Il souligne dès lors que les autorités appliquent déjà un traitement différencié en fonction de l'évaluation individuelle de la situation de chaque personne, qu'il s'agisse de bénéficiaires de l'aide sociale ou de personnes relevant du domaine de l'asile.

Le commissaire S remercie les intervenants et indique avoir une seconde question, plus large et plus politique. Il souhaite profiter de la présence de M^{me} Badiss, directrice de l'AMIG, pour obtenir une vue d'ensemble de la situation actuelle en matière d'accueil des migrants à Genève. Il évoque notamment les conséquences possibles des conflits au Moyen-Orient. Il demande quelles évolutions sont anticipées et quels sont, aujourd'hui, les principaux enjeux dans ce domaine. Il relie cette interrogation au projet de loi examiné, relevant qu'il donne l'impression de viser des économies de bout de chandelle, voire de générer en réalité des coûts supplémentaires, notamment s'il faut reloger des personnes qui étaient déjà parvenues à se stabiliser dans un logement. Il souhaiterait ainsi savoir si, à plus grande échelle, des dépenses ou des économies importantes sont attendues dans l'année à venir.

M^{me} Badiss indique pouvoir faire un point sur les difficultés à venir, en particulier sur la question de l'hébergement. Elle explique que, comme cela a été relevé, une première protection civile a été ouverte, puis une deuxième, et qu'une troisième pourrait potentiellement l'être également. Elle précise qu'environ cinquante personnes arrivent actuellement chaque mois, indépendamment des autres arrivées déjà enregistrées. Selon elle, la situation est donc extrêmement tendue et le canton se trouve en grande difficulté. Elle indique que les autorités ont quelque peu assoupli certains critères afin de dégager des solutions d'hébergement. Concrètement, elle souligne toutefois qu'à l'échéance de quelques mois, il n'est pas certain que des places pourront encore être proposées, en particulier pour les familles et les femmes. Elle précise qu'il sera malheureusement toujours possible d'orienter les hommes vers des abris de protection civile, mais que la situation est beaucoup plus délicate pour les autres catégories de personnes. Sur le plan budgétaire, elle estime qu'un dépassement du budget est sans doute à prévoir, dans la mesure

où il n'est pas envisageable de laisser des personnes à la rue, ce qui constitue à ses yeux un principe intangible.

Un commissaire LJS relève que les intervenants ont bien exposé les difficultés rencontrées par ces personnes déjà engagées dans un processus d'intégration. Il demande s'il existe des données relatives à leur statut, notamment pour savoir s'il s'agit principalement de personnes seules, de couples ou de familles. Il souligne en particulier que, lorsqu'il s'agit de familles déjà engagées dans une dynamique d'intégration, il lui paraît important que cette intégration puisse être préservée.

Un commissaire UDC relève que, s'agissant des titulaires de permis F ne bénéficiant pas de l'article 26, de bons résultats semblent également être observés, mais il demande quel est, plus précisément, leur taux de retour à l'emploi, notamment parmi les 87 personnes concernées.

Il souligne ensuite que le domaine de la migration constitue un enjeu budgétaire important pour l'Etat, dans un contexte marqué par une forte augmentation des charges, tandis que les recettes progressent plus modestement, ce qui engendre de réelles tensions budgétaires. Il demande ainsi quelle a été l'évolution du budget consacré à la migration au cours des quinze dernières années, en comparaison avec celle observée dans les autres cantons.

M. Girod répond qu'aucune comparaison sur quinze ans n'a été effectuée avec les autres cantons. Il indique toutefois qu'à Genève, le coût de l'hébergement est en tout cas plus élevé, notamment parce que, en situation d'urgence, il faut parfois transformer des surfaces commerciales ou des bureaux en lieux d'hébergement, ce qui renchérit fortement les charges.

Le commissaire UDC ajoute qu'au-delà de la question du premier accueil, il serait également utile d'examiner l'évolution du parcours des migrants dans le canton sur une plus longue durée, notamment jusqu'à l'obtention éventuelle d'un permis B, voire jusqu'à une naturalisation. Il estime que ces éléments pourraient utilement nourrir les travaux de la commission et suggère que des renseignements complémentaires puissent lui être transmis ultérieurement à ce sujet.

M. Girod indique qu'avec un peu plus de temps, il serait possible de transmettre à la commission, la semaine suivante, des éléments permettant d'apprécier l'évolution de ces parcours dans le temps, notamment jusqu'à l'obtention d'un permis B, voire, le cas échéant, jusqu'à une naturalisation. Il souligne toutefois une autre particularité genevoise, à savoir que certaines personnes accèdent à un permis B parce qu'elles exercent une activité professionnelle, sans pour autant disposer encore d'une autonomie financière

complète, leur revenu ne suffisant pas toujours à couvrir l'ensemble de leurs besoins, en particulier les frais d'hébergement.

La présidente demande encore comment se déroule la reconnaissance des diplômes de l'ensemble de ces personnes, relevant qu'elles ne sont, pour la plupart, pas en formation. Elle souhaite savoir si un travail spécifique est également mené sur cet aspect.

M. Roguet répond qu'un important travail est effectivement réalisé en matière de reconnaissance des diplômes, notamment par l'OFPC, ainsi que par l'association Découvrir, qui s'est fortement spécialisée dans cet accompagnement. Il mentionne également le dispositif Horizon académique, mis en place à l'Université de Genève, qui constitue une passerelle permettant à des personnes issues du domaine de l'asile, mais pas uniquement, d'intégrer une formation universitaire, avec un travail spécifique sur la reconnaissance des acquis. Il ajoute que cette thématique fait aussi l'objet d'un projet en cours de développement à l'échelle fédérale, intitulé Perspecta, qui vise notamment les personnes issues du regroupement familial et pour lesquelles la reconnaissance des diplômes constitue également un enjeu important. Il souligne ainsi qu'il s'agit d'un sujet bien identifié et accompagné.

Il relève toutefois que la reconnaissance formelle d'un diplôme ne suffit pas toujours à elle seule à permettre l'accès à l'emploi. Il donne l'exemple d'une personne électricienne pouvant obtenir une reconnaissance équivalente à un CFC, mais qui, malgré cela, ne parvient pas immédiatement à se faire engager faute d'expérience sur le marché du travail suisse. Selon lui, c'est souvent une première expérience, un stage ou une mesure transitoire qui permet ensuite de débloquer la situation. Il cite également le cas d'une infirmière érythréenne arrivée à Genève, dont le potentiel n'avait pas été identifié immédiatement, mais pour laquelle il a ensuite été établi qu'un stage de quatre mois suffisait à compléter les exigences requises pour la reconnaissance de son diplôme. Il précise qu'au-delà de ce stage, subsistait encore un obstacle financier lié à un examen pratique coûtant entre 600 et 700 francs, somme impossible à assumer pour une personne bénéficiant d'un permis F et percevant un forfait modeste. Il indique que ce coût a finalement été pris en charge, ce qui a permis à l'intéressée de signer ensuite un contrat de travail et d'accéder à une situation stable. A travers cet exemple, il entend montrer que les obstacles à l'emploi tiennent souvent à des barrières ponctuelles qu'il faut pouvoir identifier, lever et accompagner. Il estime qu'aujourd'hui, les dispositifs sont devenus beaucoup plus efficaces pour repérer rapidement les compétences des personnes, identifier ce qu'il leur manque encore, qu'il s'agisse de microformations, de stages ou d'autres compléments ciblés, autrement dit ce qu'il qualifie de « dernier kilomètre »

vers l'emploi. Il ajoute qu'en parallèle, l'effort a également été renforcé sur la question linguistique, car la reconnaissance d'un diplôme, même prestigieux, ne suffit pas si le niveau de français requis pour exercer dans le marché genevois n'est pas atteint. Il conclut en soulignant qu'il existe désormais une capacité bien plus grande à identifier rapidement les besoins des personnes et à leur proposer les mesures les plus adéquates afin de valoriser efficacement leur potentiel.

La présidente demande enfin quelle est, en moyenne, la durée d'évolution ou de maintien du permis N, tout en relevant que cette question est sans doute complexe.

M. Roguet répond qu'il s'agit là aussi d'une question importante. Il explique que, depuis la réforme du domaine de l'asile, les titulaires d'un permis N étaient en principe appelés à être moins nombreux à Genève, ce qui devait limiter le maintien dans le canton de personnes encore en procédure. Il indique que le permis N concerne les personnes dont la demande d'asile est en cours de traitement et qui peuvent travailler moyennant l'autorisation requise, dans le cadre des mécanismes habituels. Il relève toutefois qu'avec l'arrivée des personnes en provenance d'Ukraine, les dispositifs du SEM ont été saturés, ce qui a entraîné une forte augmentation du nombre de permis N à Genève, passé selon lui d'environ 200 à 1 200. Il souligne que cette situation est particulièrement problématique, dans la mesure où ces personnes n'entrent pas encore formellement dans les dispositifs ordinaires d'intégration.

Il précise néanmoins que, dès leur arrivée, elles sont orientées vers des formations, notamment des cours de langue, car il estime qu'il ne faut pas perdre de temps en matière d'intégration. Il ajoute que ce n'est qu'une fois qu'elles obtiennent un autre type de statut, notamment un permis F ou B, qu'elles peuvent véritablement entrer dans les dispositifs d'insertion correspondants. Il conclut en indiquant que l'évolution observée tient essentiellement au retard pris par le SEM dans le traitement des demandes.

Un commissaire MCG demande s'il existe des partenariats ou des accords avec certaines institutions, notamment les EMS, afin de faciliter l'engagement de bénéficiaires au sein de ces structures.

M. Girod répond qu'un certain nombre de contacts et de partenariats existent effectivement avec diverses institutions. Il explique que des personnes y sont placées en stage tout en suivant, en parallèle, une formation, notamment dans le domaine d'aide-soignant. Il indique que ce dispositif débouche ensuite, dans un certain nombre de cas, sur des contrats de durée indéterminée. Selon lui, cette mesure fonctionne bien : elle consiste à placer les personnes en stage

tout en les formant simultanément et, même si elle ne conduit pas dans tous les cas à une prise d'emploi, elle présente un très bon taux d'insertion.

Séance du 5 mai 2026

Audition de M^{mes} Sara Karlen, Lucine Miserez, et de M. Raphaël Rey, de Coordination asile

M. Rey indique, à titre de bref rappel, que la Coordination asile est une association, ou plus précisément une coalition, qui regroupe une vingtaine d'associations actives sur le terrain de l'asile, que ce soit dans les domaines juridique, de l'intégration professionnelle, de l'accompagnement social ou encore de l'information. Il précise que ses membres se réunissent toutes les deux semaines afin d'échanger sur les questions liées à l'asile à Genève. Il ajoute que la Coordination asile est également devenue, au fil des années, un acteur de la société civile régulièrement appelé à collaborer avec les institutions ou à les interpeller. Il relève que les trois personnes auditionnées travaillent au sein du Service réfugiés du CSP, qu'il présente brièvement. Ce service est un service de consultation qui accompagne les personnes relevant du domaine de l'asile à toutes les étapes de leur parcours. Il comprend notamment une chargée de projet, quatre juristes et des assistantes sociales. Il explique que le service reçoit des personnes relevant du domaine de l'asile pour des questions et problématiques d'intégration, de budget, de logement, ainsi que pour des situations impliquant des relations très régulières avec l'Hospice général. Il précise que cette présentation vise simplement à situer le cadre depuis lequel les auditionnés s'expriment. S'agissant du projet de loi, il indique que les auditionnés souhaitent d'abord le replacer dans son contexte.

Il rappelle que l'on se trouve dans une situation marquée par une augmentation du nombre de personnes à l'aide sociale, régulièrement évoquée dans les médias, laquelle n'est pas nécessairement liée à un statut légal particulier ou à des situations individuelles, mais bien aux conditions de vie des personnes concernées, en particulier au montant des loyers, aux primes d'assurance maladie, ainsi qu'à la diversification et à l'augmentation des emplois précaires. Il souligne que les personnes titulaires d'une admission provisoire se trouvent dans ce même contexte. Il souhaite ensuite rappeler certains éléments concernant cette population particulière. Il relève que, malgré son nom, l'admission provisoire est en réalité un statut durable, puisque 95% des personnes titulaires d'un permis F restent à terme en Suisse. Il estime important de le souligner. Il mentionne également que 84% des admissions provisoires se transforment en autorisations de séjour de longue durée, tout en rappelant que l'obtention de ce permis B suppose de remplir une série de

critères stricts, dont celui de l'indépendance financière. Il explique que, si ces personnes reçoivent une admission provisoire, c'est parce qu'un besoin de protection fondé sur une persécution individuelle n'a pas été reconnu, mais qu'elles sont néanmoins exposées à de graves dangers pour leur vie en cas de retour dans leur pays d'origine. Il s'agit donc d'un statut de protection. Il rappelle encore qu'en Europe, à l'exception de la Suisse, ce statut est considéré comme un véritable statut de protection, et non comme une sorte de statut par défaut lié au fait que le renvoi n'est pas exigible. Il précise que, lorsque l'on dit qu'un renvoi n'est pas exigible, cela signifie qu'il existe un risque de graves violations des droits humains en cas de renvoi de ces personnes. Il relève qu'il existe parfois une certaine confusion à cet égard. Il rappelle également que la plupart des personnes titulaires d'une admission provisoire dépendent effectivement de l'aide sociale du domaine de l'asile, point sur lequel les auditionnés reviendront, mais qu'elles ne relèvent en aucun cas de l'aide d'urgence. Celle-ci concerne uniquement les personnes déboutées de l'asile, qui n'ont donc pas obtenu de statut de protection. Il ajoute que 48% des titulaires d'un permis F se trouvent en Suisse depuis plus de sept ans en 2024. Il précise que ce chiffre correspond à la moyenne suisse, alors qu'à Genève il s'élève à 50%. Il souligne que la notion de sept ans est certes une notion statistique, mais qu'elle est également reconnue par le Tribunal administratif fédéral et par diverses instances fédérales comme le moment à partir duquel ce statut devient durable et où il faut considérer que ces personnes se trouvent en Suisse depuis longtemps. Il estime dès lors essentiel de rappeler que, comme la Confédération le reconnaît depuis 2018 et comme cela a été mis en œuvre concrètement depuis 2019, le meilleur moyen de réaliser des économies, tant au niveau suisse qu'au niveau genevois, consiste à améliorer le taux d'activité de ces personnes, et non à réduire constamment leur aide.

M^{me} Miserez souhaite détailler davantage la notion d'intégration professionnelle. Elle rappelle que les premières mesures favorisant l'intégration, en particulier l'intégration professionnelle des permis F, datent de 2008 et ont été décidées par la Confédération. Depuis cette date, les personnes concernées ne sont plus soumises aux restrictions liées au marché du travail. Elles peuvent ainsi chercher un emploi dans tous les domaines d'activité, sans que la préférence nationale soit appliquée. Elle précise que d'autres mesures d'intégration se sont ajoutées dans un premier temps, puis, au fil des années, d'autres assouplissements ont été introduits. Elle mentionne notamment la possibilité, pour une personne résidant à Genève, de travailler dans un autre canton. Elle ajoute que, depuis environ deux ans, la procédure d'annonce est devenue très simple. Elle souligne toutefois que, si ces mesures existent au niveau fédéral, leur mise en œuvre concrète demeure plus

compliquée dans la pratique, notamment parce que le statut d'admission provisoire reste peu connu. Le terme même d'« admission provisoire » suscite souvent des craintes, alors qu'une personne bénéficiant d'un statut plus clair chercherait plus facilement un emploi et aurait également davantage de chances d'en trouver un. Elle estime également important de rappeler que, depuis 2019, la Confédération a instauré l'Agenda Intégration Suisse, qui comprend toute une série de mesures d'intégration destinées aux personnes ayant obtenu un statut de réfugié ainsi qu'aux personnes admises à titre provisoire. Elle relève que la mise en place de ces mesures, depuis mai 2019, a eu des effets positifs sur l'augmentation du taux d'activité des personnes concernées. Elle précise que l'on dispose encore de relativement peu de recul, dans la mesure où seules les personnes arrivées depuis 2019 ont pu y avoir accès. Elle indique toutefois que, selon la Confédération, depuis l'introduction de l'Agenda Intégration Suisse, les personnes admises à titre provisoire et les réfugiés entrent nettement plus rapidement et plus fréquemment sur le marché du travail. Elle relève ainsi que 53% des personnes arrivées en 2020 avaient déjà un emploi après cinq ans, ce qui représente une augmentation de 12 points de pourcentage par rapport à la cohorte de 2018. Elle ajoute que les cohortes plus récentes, soit celles de 2021, 2022 et 2023, confirment également cette tendance. M^{me} Miserez indique que ces effets se constatent également dans la pratique. Les personnes qui ont pu bénéficier de mesures d'intégration et de formation disposent de davantage de chances sur le marché du travail. Elle rappelle toutefois que les personnes réfugiées ou admises provisoirement viennent souvent de pays extra-européens, ce qui implique, selon les situations, l'apprentissage d'une nouvelle langue, mais aussi des codes et des règles en vigueur en Suisse. Lorsque ces personnes disposent de diplômes, leur reconnaissance n'est pas toujours simple. Elle souligne que l'accompagnement de ces personnes constitue donc un élément essentiel, plutôt qu'une simple inscription dans un dispositif d'aide. Elle conclut en indiquant que ces trois éléments lui semblaient importants à rappeler.

M. Rey ajoute que de véritables progressions liées à l'Agenda Intégration Suisse sont constatées, mais que les moyens doivent encore être renforcés et consolidés à Genève. Il relève que Genève reste, à cet égard, un canton relativement en retard en comparaison suisse. A titre d'exemple, il indique que le taux d'activité des titulaires d'un permis F à Genève est de 26,7%, contre une moyenne suisse de 45,1%. Il précise qu'il existe naturellement des différences cantonales liées au marché du travail et à la nature des emplois disponibles, selon les secteurs primaire, secondaire ou tertiaire. Toutefois, il relève que, si l'on prend l'exemple d'une ville comme Zurich, le taux d'activité atteint 46,7%, soit presque le double de celui observé à Genève. Il indique dès

lors que les auditionnés sont convaincus que l'accent doit être mis sur l'intégration professionnelle, plutôt que sur de nouvelles restrictions de l'aide sociale dans des cas très particuliers. S'agissant plus directement du projet de loi, M. Rey constate qu'il s'agit d'une reprise du projet de loi de 2017 concernant la LIASI, sur lequel la Coordination asile avait déjà été auditionnée. Selon lui, la situation n'a pas fondamentalement changé entre 2017 et aujourd'hui, de sorte que les remarques formulées à l'époque demeurent largement pertinentes. Il rappelle que les conditions d'accès à l'aide sociale ordinaire pour les titulaires d'un permis F sont déjà très restrictives. Parmi les critères à remplir figure notamment la durée de séjour, fixée à sept ans. Il souligne que cette durée indique que les personnes concernées vont très durablement rester en Suisse, raison pour laquelle il estime préférable de favoriser leur retour ou leur entrée sur le marché de l'emploi plutôt que de réduire leur aide. Il précise que le projet concerne 330 personnes, correspondant à 198 dossiers. Il met ce chiffre en perspective avec les 26 952 personnes à l'aide sociale à la fin de l'année 2024. Il relève ainsi que l'économie envisagée porterait sur 1,23% des personnes bénéficiant de l'aide sociale. Sur la question du séjour en Suisse, il indique qu'il lui paraît intéressant de rappeler qu'en 2023, le Tribunal administratif du canton de Berne a rendu un arrêt jugeant que l'aide sociale accordée aux personnes admises à titre provisoire était inconstitutionnelle lorsqu'elle était réduite de plus de 30% après plusieurs années de séjour en Suisse. Il précise qu'à Genève, la différence avec l'aide sociale ordinaire s'élève à environ 46% pour les personnes concernées. M. Rey rappelle également que la Conférence suisse des institutions d'action sociale a publié un rapport en 2023, dans lequel elle estimait que des montants inférieurs à l'aide sociale ordinaire, alors que le coût de la vie est identique, vont à l'encontre des objectifs d'intégration de l'Agenda Intégration Suisse, adopté par le Parlement. Il ajoute que ce rapport relevait d'importantes différences cantonales, avec des montants pouvant être inférieurs de 19% à 70% par rapport à l'aide sociale ordinaire. Il précise qu'à Genève, comme indiqué précédemment, cette différence est d'environ 45% à 46%.

M^{me} Miserez indique qu'elle souhaite faire un bref point sur les directives asile, lesquelles définissent les critères d'aide sociale applicables aux personnes relevant du domaine de l'asile, qu'il s'agisse des personnes encore en procédure ou des titulaires d'un permis F. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, elle précise que ces directives ne sont pas généreuses. Elles datent de 2011. Une révision a été prévue, mais elle est, pour l'instant, en suspens. Elle ajoute qu'une mini-indexation de 30 francs a eu lieu en 2024, mais que les personnes concernées restent donc aidées selon des barèmes

établis en 2011 et, partant, selon le coût de la vie de 2011. Elle relève que, lorsque l'on compare la situation genevoise avec celle d'autres cantons suisses, Genève se situe vraiment dans le bas du classement. Il s'agit donc, selon elle, de l'un des cantons les moins généreux de Suisse. Or, dans leur pratique, les auditionnés constatent que les personnes concernées ont une très forte volonté de sortir de l'aide sociale et de ne pas y retourner. Elles peinent toutefois à trouver des emplois stables, durables et à des taux d'activité suffisants pour couvrir leurs besoins. Elle explique que ces personnes font souvent des allers-retours entre des périodes d'emploi partiel, des périodes d'indépendance financière, des périodes avec des gains accessoires et des périodes d'aide sociale totale. Elle souligne que cette situation est difficile pour elles, car elles ne souhaitent pas dépendre de l'aide sociale et fournissent de nombreux efforts pour s'en sortir. Certaines renoncent même parfois à retourner à l'aide sociale parce qu'elles ne le souhaitent pas. M^{me} Miserez relève toutefois que ce renoncement peut leur coûter très cher, dans la mesure où elles disposent déjà de budgets extrêmement restreints, fondés en partie sur les barèmes des directives asile, qui sont anciens. Elle indique que l'endettement qui en résulte constitue un obstacle important et les affecte très fortement sur le plan financier. Sur l'aspect financier du projet de loi, elle souligne qu'ils ne comprennent pas bien le montant de 1248 francs annoncé dans le projet. D'après leur compréhension, il s'agirait du coût moyen mensuel d'une personne aidée dans le régime de l'aide sociale ordinaire. Elle estime toutefois que, pour procéder à une comparaison et évaluer les économies réellement envisageables, il faudrait comparer ce montant avec celui découlant des directives asile. Elle relève qu'on arrive alors à des chiffres nettement différents, car une partie des frais pris en charge par l'aide sociale correspond à des frais fixes, tels que le loyer, l'assurance maladie ou d'autres charges coûteuses pour l'ensemble de la population genevoise, y compris pour les titulaires d'un permis F. Selon elle, la principale variable est donc le forfait d'entretien, dont la réduction permettrait seulement une économie limitée. Elle indique qu'en calculant la différence entre les forfaits d'entretien, on obtient environ 350 francs par mois pour une personne seule, selon qu'elle relève de l'aide sociale ordinaire ou des directives asile, et environ 900 francs pour une famille de quatre personnes. Il s'agit donc, selon elle, de petites économies, d'autant plus que le projet concerne 330 personnes au total dans le canton de Genève. En revanche, l'impact sur le budget familial et sur la vie quotidienne des familles concernées serait très important. M^{me} Miserez estime enfin que ce projet envoie un mauvais signal à des personnes qui, il ne faut pas l'oublier, ont travaillé suffisamment pour pouvoir bénéficier de prestations de chômage et sont ensuite arrivées en fin de droit. Cela démontre, selon elle, une volonté marquée de travailler et de participer à la vie économique. Les faire rétrograder

vers un régime d'aide sociale inférieur, avec des budgets qui ne tiennent plus compte de la réalité actuelle, constitue donc, selon elle, un mauvais signal et va à l'encontre d'une logique d'intégration par le travail.

M. Rey ajoute que le titre du projet de loi évoque une uniformisation du régime applicable aux personnes ayant le même statut. Or, selon lui, la loi prévoit déjà, et prévoyait déjà auparavant, une exception pour les personnes qui vont rester durablement en Suisse, qui sont bien intégrées, qui ont déjà travaillé et qui se retrouvent en fin de droit au chômage. Il estime dès lors que cette exception répond précisément à une situation particulière et justifiée. A ses yeux, il ne s'agit donc pas d'une question d'uniformité, mais bien de la prise en compte de personnes durablement établies et intégrées.

Une commissaire PLR remercie les auditionnés pour leurs explications. Elle relève qu'ils ont indiqué que 330 personnes seraient concernées à Genève. Elle précise que, lors d'une précédente audition, l'Hospice général avait évoqué le chiffre de 87 personnes. Elle demande dès lors comment les auditionnés sont parvenus au chiffre de 330 personnes.

M. Rey répond qu'ils ne disposent pas d'une vision complète de l'ensemble des chiffres, contrairement à l'Hospice général. Il précise que, si le nombre de personnes concernées est effectivement de 87, le même raisonnement peut être repris et appliqué à ces 87 personnes.

La commissaire PLR relève que les auditionnés ont beaucoup évoqué les changements intervenus depuis 2018 et 2019, notamment avec l'institution de l'Agenda Intégration Suisse. Elle leur demande ce qui, selon eux, a concrètement changé depuis lors.

M^{me} Miserez explique que l'Agenda Intégration Suisse se décline de différentes manières. Elle précise qu'il s'agit d'un dispositif fédéral, mais qu'il s'applique également à Genève. Lorsqu'une personne obtient une admission provisoire ou un permis de réfugié, elle entre dans le système de l'Agenda Intégration Suisse. Ses besoins sont alors évalués, notamment en matière de cours de langue, de parcours professionnel, de diplômes et de mesures adaptées à sa situation personnelle. Elle souligne que cette évaluation intervient relativement rapidement après l'obtention du statut. Elle relève que ce dispositif permet de gagner du temps et de proposer des mesures ciblées. Ainsi, une personne qui dispose d'un bagage universitaire et qui a besoin d'apprendre le français sera orientée vers des cours lui permettant de progresser rapidement. A l'inverse, une personne qui n'a jamais été scolarisée sera orientée vers des structures adaptées à son parcours. Les personnes progressent ainsi à leur rythme, en fonction de leur situation personnelle. Elle indique qu'auparavant, le système était beaucoup plus confus et moins individualisé. M^{me} Miserez

ajoute que la même logique vaut pour les mesures professionnelles. Selon le parcours de la personne, les mesures proposées ne seront pas les mêmes, selon qu'il s'agit d'une personne universitaire ou d'une personne non qualifiée. Des mesures sont toutefois proposées dans le sens d'une intégration professionnelle, avec un accompagnement dans la recherche d'emploi. Elle cite l'exemple d'une famille de sept personnes, comprenant cinq enfants. Le père a pu commencer rapidement un apprentissage, obtenir un CFC et trouver un emploi qualifié. La famille s'est intégrée sur le plan social et ne dépend plus de l'aide sociale à ce jour. Il a également récemment obtenu un permis. Elle estime que cet exemple illustre clairement les effets positifs de l'Agenda Intégration Suisse. Sans cet accompagnement et sans l'identification d'un CFC adapté à sa situation, cette personne n'aurait probablement pas entrepris ce parcours. Elle souligne toutefois que cela prend du temps, même lorsque la personne apprend rapidement la langue et parvient à trouver un emploi. M^{me} Miserez indique que ces effets se constatent également dans leur pratique. Elle observe notamment que les personnes viennent beaucoup moins souvent dans les permanences sociales avec des questions liées à des mesures d'intégration qu'elles n'arriveraient pas à obtenir ou qu'elles souhaiteraient faire modifier. Selon elle, il s'agit d'un indicateur que le système fonctionne, même s'il faut du temps pour en observer pleinement les résultats.

M. Rey précise que l'Agenda Intégration Suisse concerne les personnes arrivées après 2019. Dès lors, lorsque l'on indique que 50% des personnes titulaires de ce statut se trouvent à Genève depuis plus de sept ans, il s'agit de personnes qui n'ont pas bénéficié de l'AIS. Il relève qu'une réelle différence apparaît, tant dans les rapports de la Confédération qu'à Genève, entre les cohortes de personnes arrivées avant 2019 et celles arrivées après. Les personnes arrivées après 2019 bénéficient davantage des mesures d'intégration et restent moins durablement dans une situation de dépendance. Il ajoute que, généralement, lorsqu'une personne parvient à obtenir un emploi, à devenir indépendante financièrement et à remplir les autres critères exigés, elle demande ensuite l'accès à une autorisation de séjour.

La même commissaire PLR relève que les auditionnés ont mentionné des chiffres suisses, notamment le fait que 53% des personnes concernées ont un emploi après cinq ans, ce qui représente une augmentation de 12% depuis 2018. Elle rappelle qu'ils ont également indiqué que Genève était un mauvais élève en comparaison suisse. Elle demande dès lors s'ils disposent aussi de chiffres spécifiques pour Genève. Elle souhaite savoir si, malgré des chiffres de départ moins favorables, une progression comparable peut tout de même être observée à Genève, par exemple de l'ordre de 12%.

M. Rey répond que, selon lui, la progression à Genève n'est pas de l'ordre de 12%. Il précise ne pas disposer des chiffres exacts pour Genève, mais indique qu'une progression est tout de même constatée. Il rappelle que, lors des discussions autour du projet de 2017, son prédécesseur avait évoqué des chiffres inférieurs au taux actuel de 26,7%. De mémoire, il lui semble que le taux se situait alors autour de 19% ou 20%. Il en déduit qu'il y a donc bien eu une amélioration, même si Genève demeure en retrait par rapport à la moyenne suisse.

M^{me} Miserez ajoute que la situation genevoise doit également être mise en lien avec la structure du marché du travail, qui n'est pas nécessairement comparable à celle d'autres cantons. Genève compte moins d'emplois dans les secteurs primaire et secondaire, lesquels peuvent offrir davantage de possibilités à des personnes moins qualifiées. Elle souligne toutefois que les bénéfices des mesures d'intégration sont assez nets, notamment en ce qu'elles renforcent la motivation des personnes concernées à chercher une place, à trouver un cadre d'insertion et à construire un projet professionnel, même si ces démarches n'aboutissent pas toujours immédiatement à un emploi.

Une commissaire S demande quelles seraient les conséquences à moyen et long terme pour les familles et les personnes concernées, ainsi que pour le travail des associations, si ce projet de loi devait être soutenu. Elle relève que les économies annoncées semblent relativement limitées et s'interroge sur les dépenses qui pourraient, à terme, être générées par ces premières économies.

M^{me} Miserez indique qu'il est difficile d'évaluer précisément l'impact à moyen et long terme. Elle relève toutefois que, en préparant l'audition, elle s'est elle-même interrogée sur la situation des 87 personnes concernées. Elle se demande s'il s'agit toujours des mêmes personnes, si d'autres entrent ensuite dans ce dispositif ou s'il existe un certain tournus. Elle précise que, dans la pratique des auditionnés, ces personnes ne sont pas nécessairement celles qu'ils reçoivent le plus souvent, justement parce qu'elles relèvent de l'aide sociale ordinaire, laquelle permet davantage de stabiliser les situations et de s'en sortir. Elle ajoute que, si ces personnes perdaient l'accès à ce régime, elles pourraient être amenées à solliciter plus fréquemment d'autres services. Comme elles ont travaillé et ont ensuite été au chômage, elles peuvent avoir des frais qu'elles n'avaient pas lorsqu'elles relevaient entièrement de l'aide sociale. Si ces frais ne sont plus couverts par les directives asile, ils ne disparaîtront pas pour autant. Ils seront soit reportés sur d'autres acteurs tels que les communes ou les services sociaux associatifs, soit ils conduiront à des poursuites. Elle souligne qu'à un moment donné, une situation familiale ou personnelle ne peut pas être comprimée indéfiniment et que les personnes concernées finiront par devoir demander de l'aide ailleurs. M^{me} Miserez

conclut que ce projet enverrait, une nouvelle fois, un très mauvais signal sur le long terme, notamment du point de vue de l'intégration.

M. Rey ajoute que, si le chiffre a effectivement changé et qu'il est désormais question de 87 personnes, cela montre plutôt que, lorsqu'une personne titulaire d'un permis F obtient un emploi, peu d'entre elles se retrouvent ensuite au chômage. Selon lui, cela signifie que les personnes concernées parviennent généralement à conserver leur emploi de manière relativement durable. Dans ce contexte, les faire revenir à un régime d'aide sociale moins favorable constituerait une forme de sanction. Il complète en indiquant qu'un accident de parcours, une perte d'emploi ou une période difficile peut arriver à toute personne. Sanctionner quelqu'un en raison de cette situation, au motif qu'il ne dispose pas du « bon » permis, revient selon lui à reproduire une inégalité entre des personnes qui vivent à Genève, qui y travaillent ou qui y ont travaillé.

Discussion interne

La présidente indique que la commission est arrivée au terme des auditions et se trouve désormais à un certain stade de ses travaux. Elle rappelle que la commission a entendu la présentation de M. Florey le 3 février dernier, l'audition d'AvenirSocial le 3 mars, l'audition de l'OAIS et de l'AMIC le 24 mars puis l'audition conjointe de l'Hospice général, du Bureau de l'intégration et de la citoyenneté. Il y a aussi les réponses écrites aux questions posées à M^{me} Delieutraz au début du mois d'avril, que les commissaires ont pu retrouver sur Accord. Elle précise qu'aucune autre audition n'est prévue à ce stade, dans la mesure où l'intention de la commission, telle qu'elle l'a comprise, est de voter prochainement sur ce projet de loi. Elle ajoute qu'entretiens, une question a été reçue de la part d'un commissaire UDC. Celui-ci avait évoqué, lors de l'une des auditions, la réforme intervenue à Zurich. Il demande au département quelques précisions afin de savoir en quoi consiste exactement cette réforme et quels effets peuvent déjà être observés depuis sa mise en œuvre en 2017. Elle indique qu'elle passera donc la parole, le moment venu, à M^{me} Delieutraz, si celle-ci en est d'accord, afin qu'elle puisse apporter ces éléments de précision.

Un commissaire UDC précise que, lors de l'audition, il avait effectivement évoqué un autre canton, mais qu'il s'agissait d'une erreur de sa part. Il indique qu'il était bien question du canton de Zurich. Il ajoute que son collègue lui a transmis un article de presse de l'époque, lequel démontre qu'un changement de loi est effectivement intervenu dans ce canton. Selon lui, toutes les personnes concernées ont alors été placées à l'aide d'urgence. Il précise que

cette réforme a été contestée par référendum, puis finalement largement acceptée par la population, avant d'entrer en vigueur dans le canton de Zurich. Il s'interroge dès lors sur les raisons pour lesquelles une telle mesure fonctionnerait à Zurich, alors qu'elle serait considérée comme totalement discriminatoire et impensable à Genève. Il relève que, d'après ce qu'il a compris de la fin de l'audition, l'application de telles mesures serait jugée problématique à Genève, alors qu'ailleurs elles fonctionneraient très bien. Il rappelle également que le projet permettrait, selon lui, de réaliser des économies. Le commissaire UDC évoque ensuite la situation de certaines personnes dont la provenance serait parfois incertaine. Il rappelle avoir indiqué, lors de la présentation du projet de loi, que certaines personnes arrivant à Genève perdent leurs papiers, mais jamais leur téléphone. Il ajoute que, selon lui, l'expérience zurichoise montre que, lorsque ces personnes ont été placées à l'aide d'urgence, la plupart sont effectivement rentrées dans leur pays. Il estime ainsi que les effets observés à Zurich ont été largement positifs et demande, une nouvelle fois, pourquoi une telle mesure ne pourrait pas fonctionner à Genève.

M^{me} Delieutraz indique que, à la suite de la question adressée au département, des renseignements ont été pris concernant la situation zurichoise. Elle précise que celle-ci n'est pas tout à fait comparable à celle de Genève. Elle explique qu'à Zurich, jusqu'en 2011, les personnes admises à titre provisoire bénéficiaient, comme c'est le cas aujourd'hui à Genève, d'un barème asile, distinct du barème de l'aide sociale ordinaire. En 2011, à la suite d'un référendum, ces personnes sont passées au régime de l'aide sociale ordinaire. Ainsi, entre 2011 et 2017, toutes les personnes, qu'elles relèvent du domaine de l'asile ou de l'aide sociale ordinaire, percevaient le même montant d'aide sociale. Elle précise que la réforme votée par le peuple zurichois en 2017 visait donc à revenir à la situation antérieure à 2011, c'est-à-dire à rétablir une différence de montant selon que les personnes relevaient du domaine de l'asile ou de l'aide sociale ordinaire. A Genève, en revanche, cette distinction existe déjà depuis longtemps. Depuis 2011, le canton applique un traitement différencié entre les personnes relevant du domaine de l'asile et celles relevant de l'aide sociale ordinaire, conformément aux directives évoquées lors des auditions précédentes. M^{me} Delieutraz souligne dès lors que la réforme zurichoise de 2017 et le projet de loi examiné à Genève ne portent pas exactement sur le même objet. A Zurich, il s'agissait de rétablir une différence générale entre les personnes relevant du domaine de l'asile et celles relevant de l'aide sociale ordinaire. A Genève, le projet de loi vise plutôt à supprimer un mécanisme dérogatoire particulier permettant, dans certaines situations, l'octroi de l'aide sociale ordinaire. Elle conclut que, d'une certaine manière,

Genève applique déjà depuis longtemps le système auquel Zurich est revenu en 2017.

Une commissaire S indique que la position du groupe socialiste est de refuser ce projet de loi. Elle estime tout d'abord que les chiffres annoncés sont erronés, ce qui n'est, selon elle, absolument pas sérieux. Elle considère également que le projet repose sur un amalgame, alors que la commission a pu entendre plusieurs présentations intéressantes, qui lui semblent avoir été très peu écoutées et prises en compte par les rédacteurs du projet de loi. Elle relève qu'il existe une importante discrimination fondée sur l'origine des personnes concernées, alors même que celles-ci ont travaillé et cotisé. Elle rappelle qu'il est question d'environ 85 dossiers et souligne que, si l'objectif est réellement de réaliser des économies, les auditions ont au contraire permis de constater que l'intégration, lorsqu'elle réussit, permet précisément de faire des économies. Elle indique avoir plutôt l'impression que l'objectif de ce projet de loi est de stigmatiser les personnes étrangères et les personnes réfugiées. Elle conclut que les éléments présentés sont suffisants pour refuser cette proposition, qu'elle juge inacceptable.

Une commissaire PLR indique que son groupe refusera l'entrée en matière sur ce projet de loi. Elle relève que celui-ci vise une catégorie extrêmement précise et spécifique de personnes. L'abrogation de l'article 26, alinéa 2, ne concernerait en effet que les personnes mentionnées par l'Hospice général, soit 87 personnes ayant épuisé leur droit aux prestations de l'assurance-chômage. Elle souligne que cela signifie que ces personnes ont déjà été en mesure d'accéder au chômage, et donc qu'elles ont auparavant connu une intégration durable et réussie sur le marché ordinaire du travail. Elle rappelle également qu'elles doivent avoir été domiciliées à Genève pendant plusieurs années consécutives. Elle estime ainsi que ces personnes ont, d'une certaine manière, déjà démontré leur capacité d'intégration. Dans ce contexte, elle considère que le projet de loi envoie un mauvais signal. Selon elle, la mesure peut apparaître non seulement discriminatoire, mais aussi quelque peu vexatoire, dès lors qu'elle consiste à abaisser le niveau d'aide auquel ces personnes auraient droit par rapport à d'autres personnes placées dans une situation similaire. La commissaire PLR ajoute que son groupe soutient fermement l'intégration par le travail. Les personnes concernées ont montré qu'elles étaient capables de s'intégrer professionnellement. Elle rappelle en outre qu'il s'agit de personnes qui, de toute façon, resteront à Genève durablement. Il convient donc, selon elle, de leur donner les moyens nécessaires pour réussir une intégration stable et participer activement au bien commun ainsi qu'à la société genevoise.

Une commissaire LC indique que son groupe refusera également ce projet de loi. Elle relève que celui-ci ne permettrait de générer que de maigres

économies pour l'aide sociale. Comme cela a déjà été dit précédemment, elle estime que ce projet aurait un impact extrêmement négatif sur les personnes concernées, notamment sur leur situation matérielle quotidienne. Elle souligne également le très mauvais signal envoyé dans une perspective d'intégration, dès lors que les personnes visées ont démontré leur volonté de s'intégrer et ont fourni des efforts en ce sens, notamment par le travail.

Une commissaire Ve indique qu'elle ne souhaite pas répéter exactement ce qui a déjà été dit. Elle remercie néanmoins les personnes ayant rédigé ce projet de loi, dans la mesure où celui-ci a permis à la commission de constater, à travers son examen, que des processus d'intégration fonctionnent à Genève. Elle relève qu'il est vraisemblablement question d'un groupe de 87 personnes, soit un chiffre dérisoire à l'échelle du canton. Elle ajoute que les travaux ont permis de mettre en évidence des parcours de personnes qui arrivent à Genève, qui s'insèrent, qui apprennent, qui se forment, qui travaillent et qui répondent aux besoins du canton. Elle relève qu'à l'inverse, le projet de loi était présenté sous l'angle d'une potentielle mesure d'économie budgétaire. Or, au regard des difficultés budgétaires du canton, les économies envisagées apparaissent anecdotiques, compte tenu du nombre très limité de personnes concernées. La commissaire Ve indique qu'elle n'est pas du tout d'accord avec son collègue UDC lorsqu'il affirme que, si ces personnes ne bénéficient plus de ces prestations, elles repartiront. Selon elle, ce n'est pas le cas. Les personnes concernées restent, se précarisent et doivent, d'une manière ou d'une autre, être prises en charge à un moment donné par d'autres structures. Elle estime dès lors que la suppression de ces prestations ne signifie pas nécessairement que des économies seront réalisées. Cet argument ne lui paraît donc pas convaincant.

Elle rejoint ainsi les conclusions de sa collègue socialiste et considère que ce projet de loi constitue en réalité un prétexte visant à stigmatiser une certaine partie de la population. Elle indique le regretter, tout en relevant que la commission y est malheureusement quelque peu habituée. Elle conclut que le groupe des Verts refusera ce projet de loi.

Un commissaire MCG indique que, au vu du retour du département ainsi que des différentes auditions, son groupe refusera ce projet de loi. Il relève notamment que le parcours présenté par M. Haysh a montré que le sport lui avait permis de s'intégrer, puis de se former, jusqu'à suivre un cursus de niveau bachelier. Il ajoute que, sauf erreur, celui-ci travaille aujourd'hui comme infirmier. Selon lui, cet exemple a convaincu le groupe qu'il convient de refuser le projet de loi. Il estime qu'il faudrait plutôt travailler sur des dispositifs permettant l'insertion professionnelle, notamment par différents diplômes, par les associations, par le sport, ainsi que par des stages. Pour lui,

la meilleure solution consiste à investir dans un modèle qui permette aux personnes concernées de trouver un emploi ou de se former professionnellement.

Un commissaire LJS indique, sans grande surprise, que son groupe refusera également ce projet de loi. Il estime que les éléments qui ont été exposés précédemment sont justifiés. Selon lui, deux points principaux doivent être retenus. D'une part, le projet touche une population qui a déjà accompli tout un processus d'intégration, ce qui envoie un très mauvais signal. D'autre part, l'économie envisagée, au regard du nombre limité de personnes concernées, soit environ 80 personnes, est véritablement faible. Il considère que, si des économies doivent être recherchées au sein de l'Hospice général, elles doivent l'être ailleurs que dans cette catégorie de personnes.

Un commissaire UDC indique qu'il reste convaincu du bien-fondé du projet de loi. Il constate toutefois que la majorité de la commission refuse, une fois de plus, d'entrer en matière sur une mesure permettant de réaliser des économies. Il estime qu'en période de contraintes budgétaires, tout projet susceptible de générer des économies devrait être pris en considération. Il relève que la majorité refuse, selon lui, d'économiser de l'argent qui pourrait bénéficier aux personnes qui devraient en priorité en profiter, à savoir les résidents. Il regrette cet aspect, tout en prenant acte de la décision de la commission. Il annonce enfin que son collègue de parti, qui a participé à l'ensemble des travaux, déposera un rapport de minorité.

La présidente remercie les commissaires et constate que l'ensemble des prises de position des différents groupes a été exprimé. Elle indique que la commission va procéder au vote du premier débat, soit au vote d'entrée en matière.

Vote

1^{er} débat

La présidente met aux voix l'entrée en matière du PL 13730 :

Oui :	2 (2 UDC)
Non :	12 (3 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)
Abstentions :	0

L'entrée en matière est refusée.

En conclusion, compte tenu de l'ensemble des éléments qui précèdent, la majorité de la commission des affaires sociales recommande au Grand Conseil de rejeter le PL 13730.

Annexes :

1. *Présentation d'AvenirSocial, Association professionnelle suisse du travail social*
2. *Prise de position d'AvenirSocial sur le PL 13730*
3. *Présentation de l'Office de l'action, de l'insertion et de l'intégration sociales, DCS*

Audition – PL 13720, PL13730 et M3176

Pour la commission des affaires sociales du Grand Conseil de Genève
Le 3 mars 2026

Dominique Krieger, Présidente Scène Active, Membre d'AvenirSocial

Jocelyne Haller, Membre de la coordination régionale Genève AvenirSocial

Emilie Clavel, Co-secrétaire générale AvenirSocial

AvenirSocial 

AvenirSocial - Association professionnelle suisse du travail social

- Représentation des intérêts des professionnel·le·s du travail social au niveau de la politique internationale, fédérale et régionale
- Engagement pour une société solidaire et la promotion des droits humains, mandat intrinsèque du travail social

Notre prise de position s'appuie sur :

- Le Code de déontologie du travail social
- La promotion de la dignité humaine
- La justice sociale
- Les droits humains

AvenirSocial 

Un contexte préoccupant

- Augmentation de la pauvreté et de la précarité
- Allongement de la durée moyenne à l'aide sociale
- Surcharge structurelle des professionnel·le·s

➤ **L'aide sociale doit garantir une vie digne et prévenir l'aggravation des inégalités.**

AvenirSocial 

Quelques chiffres évocateurs

En Suisse :

- En 2024, 8,4% de la population suisse étaient touchées par la pauvreté en termes de revenu (OFSTAT)
- En 2022 16,1 % de la population suisse est menacé de pauvreté (Caritas)
- 8,3% des actif·ve·s sont menacé de pauvreté (Caritas)

AvenirSocial 

Quelques chiffres évocateurs

A Genève :

- le taux d'aide sociale au sens large est de 14,9% à fin 2024 (OCSTAT)
- le taux d'aide sociale au sens strict est de 6,7% à fin «20244 (OCSTAT)
- Janvier 2026 le taux de chômage est de 5,2%
- Le Taux de chômage BIT est de 10,4%

AvenirSocial 

PL 13730 – Uniformisation des prestations pour les personnes admises provisoirement

Une modification prématurée et injuste

- Loi en vigueur depuis moins d'un an
- Aucune évaluation sérieuse de son impact
- Mesure d'économie marginale (198 dossiers, 330 personnes)
- Réduction ciblée sur une catégorie vulnérable

- Ne réduit pas le nombre de bénéficiaires
- N'apporte pas de solution structurelle

AvenirSocial 

PL 13730 – Uniformisation des prestations pour les personnes admises provisoirement

Une régression sociale

- Sanctionne des efforts d'intégration reconnus
- Crée une précarité renforcée
- Multiplie les niveaux de minimum vital (incohérent conceptuellement)
- Atteinte au principe de dignité et de non-discrimination

❖ Recommandation : **Rejeter le PL 13730**

AvenirSocial 

PL 13732 – Valoriser la formation professionnel le monde du travail et le bénévolat et réduire le lourdeurs administratives

Un projet fondé sur une lecture erronée des réalités

- Confusion entre revenu d'apprentissage et minimum vital
- Jeunes déjà au barème réduit (-30%)
- Méconnaissance des freins réels : santé mentale, dettes, logement, rupture

- Le temps à l'aide sociale est souvent un temps de reconstruction
- Le « work first » a montré ses limites

AvenirSocial 

PL 13732 – Valoriser la formation professionnelle le monde du travail et le bénévolat et réduire les lourdeurs administratives

Mesures inadaptées

- Priorité aux secteurs en pénurie -> risque d'orientation forcée
- Bénévolat obligatoire -> contradiction de principe
- Suppression de l'Observatoire de la pauvreté -> perte d'outil stratégique

Seul point pertinent :

✓ Art. 37. al.1 : prise en charge sur frais effectifs (suppression des forfaits)

❖ Recommandation : **Rejeter le PL 13720 (hors art. 37 al.1)**

AvenirSocial 

M 3176 – Réorganisation des dispositifs jeunes

Confusion entre les dispositifs

- Objectif Jeunes = remobilisation socio-éducative
- JAFA = insertion vers apprentissage
- Cap formation = orientation professionnelle

➤ Remobilisation // insertion

➤ Processus séquentiel nécessaire (moyenne 28 mois)

AvenirSocial 

M 3176 – Réorganisation des dispositifs jeunes

Une fusion contre-productive

- Méconnaissance des réalités de terrain
- Risque d'insertion prématurée -> échec
- Affaiblissement du travail en réseau

❖ Recommandation : **Ne pas donner suite la M 3176**

AvenirSocial 

Conclusion - ce qui est en jeu

Le travail social ne peut pas compenser :

- Des choix budgétaires à court terme
- Un sous-dimensionnement chronique des ressources
- Une lecture individualisante de la pauvreté

Ce qui réduit durablement les coûts :

- Un accompagnement de qualité
- Des charges de dossiers adaptées
- Une approche centrée sur les besoins réels

**Affaiblir l'aide sociale n'est pas une économie.
C'est un déplacement et une aggravation des coûts.**

AvenirSocial 



Berufsverband Soziale Arbeit Schweiz
Association professionnelle suisse du travail social
Associazione professionale lavoro sociale Svizzera
Associazion professiunala svizra da la lavur sociala

Genève, le 3 mars 2026

Audition du 3 mars sur les PL 13720, PL13730 ainsi que la M3176

Mesdames, Messieurs, les député.e.s de la Commission des affaires sociales,

Préambule

AvenirSocial, l'association suisse des professionnel.le.s du travail social, active à Genève ainsi que sur tout le territoire national, a pris connaissance avec intérêt des objets appelant à une modification de la loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité (LASLP) et de la motion susmentionnée. A propos de ces textes, de notre point de vue de professionnel.le.s, plusieurs considérations s'imposent. Nous souhaitons apporter ici le regard des professionnel.le.s sur des modifications législatives qui interviennent dans leur champ d'expertise ; non sans vous avoir préalablement remercié.e.s pour cette audition.

Notre prise de position s'inscrit dans le cadre du Code de déontologie pour le travail social Suisse¹ qui engage la profession à promouvoir la dignité humaine, la justice sociale et les droits humains. Ces principes fondamentaux constituent le socle éthique de l'intervention sociale et doivent guider toute évolution législative en matière d'aide sociale.

La pauvreté en Suisse est un phénomène structurel qui ne dépend aucunement des comportements individuels. Elle résulte de dynamiques socio-économiques, de conditions du marché du travail, du coût du logement, de parcours migratoires, de situations familiales ou de conditions de santé. Toute réforme légale qui ignorerait cette dimension structurelle risquerait de déplacer le problème plutôt que de le résoudre. Selon les données nationales du monitoring de la pauvreté², environ 8 % de la population vit sous le seuil du minimum vital. Plus de 16 % de la population, dont les femmes et les enfants en particulier, est menacée de pauvreté selon Caritas Suisse³. Le travail, par ailleurs, ne protège pas systématiquement de la précarité. Ainsi, ces données nous rappellent une réalité essentielle : l'objectif de réduction de la pauvreté dans le pays n'est pas encore atteint.

Nous attirons aussi l'attention de la Commission des affaires sociales sur les inégalités de traitement existantes entre catégories de personnes disposant pourtant d'un droit de séjour en Suisse. AvenirSocial défend une aide sociale conforme aux standards de la CSIAS pour toutes les personnes autorisées à demeurer dans le pays, notamment celles admises à titre provisoire, et ce, indépendamment de la durée de séjour sur le territoire. Le maintien de régimes d'assistance inférieurs en matière d'asile contribue à institutionnaliser des formes de précarité durable. Cette position répond pleinement à l'interdiction de discrimination en raison de certaines caractéristiques dont l'origine inscrite au sein du Code de déontologie du travail social en Suisse

Le document PowerPoint joint à cette prise de position poursuit deux objectifs :

- Rappeler les principes fondamentaux du travail social et les exigences déontologiques et éthiques qui régissent l'intervention sociale.

¹ AvenirSocial (2026). Code de déontologie pour le travail social en Suisse. Berne, Suisse : AvenirSocial. [[Lien](#)]

² Office fédéral des assurances sociales (OFAS) (2025). Monitoring de la pauvreté en suisse : synthèse du rapport 2025. Berne, Suisse : Confédération Suisse. [[Lien](#)]

³ Caritas Suisse (s.d.) Plateforme Pauvreté en Suisse. [[Lien](#)]

- Situer les débats actuels dans leur contexte économique et social, notamment de l'augmentation de la pauvreté et de la précarisation d'une part grandissante de la population, afin d'éclairer les choix politiques à venir.

Des éléments de contexte qui ne peuvent être occultés sous peine de mal comprendre les enjeux en présence et de s'orienter vers des pistes de remédiation impropres à apporter de réelles améliorations. Nous espérons que ces éléments contribueront à une réflexion centrée sur le rôle fondamental de l'aide sociale, à savoir garantir les conditions minimales d'une vie digne et prévenir l'aggravation des inégalités sociales.

La LASLP : un pari sur l'avenir

Au contraire des révisions législatives de l'aide sociale qui l'ont précédé, la LASLP apporte diverses améliorations qui étaient attendues de longue date. Outre le fait qu'elle a enfin adapté les prestations d'aide sociale en les rapprochant du coût de la vie, elle a surtout remis sur le devant de la scène l'incorrigible prévalence de l'accompagnement social. Elle a aussi mieux cerné les exigences liées à des processus de réinsertion professionnelle durables, notamment sous l'angle de la nécessité de prise en considération de la formation pour une grande majorité des usagers.ère.s. Elle devrait surtout permettre à terme d'atteindre - moyennant un investissement de ressources supplémentaires dès le départ - une baisse notable du nombre de personnes à l'aide sociale.

Nous nous étonnons dès lors que des voix appelaient à la révision de cette loi alors qu'elle n'avait pas même une année de mise en application. Cette volonté de modification surprend d'autant plus que le pari inhérent à l'acceptation de la LASLP par une majorité du Parlement reposait sur le principe « d'un retour attendu sur investissement ». Or, force est de constater que l'investissement n'a pas eu lieu. Il apparaît donc illusoire dès lors d'en attendre un retour tangible en matière de baisse de dossiers ou de coût de l'aide sociale.

Trois textes parlementaires issus de la même veine

Les trois textes examinés ont ceci de commun qu'ils ciblent une augmentation drastique du nombre de dossiers et des sollicitations sociales. Chacun à leur manière dresse des constats d'échec des dispositifs en présence : qui sur le nombre de dossiers d'aide sociale qui augmente de manière disproportionnée, qui sur la hausse considérable des charges de l'Etat, qui sur un soupçon de doublons, etc...

Parallèlement, nous constatons que les constats tirés que l'expérience de l'Hospice général en son temps, de l'étude de Winthertur ou d'autres expériences plus récentes encore, démontrent que lorsque les professionnel.le.s disposent d'une charge de travail correcte, à savoir un nombre déterminé de dossiers, le nombre de ces derniers diminue notablement. Un récent rapport de la Cour des comptes sur le dispositif de prise en charge des jeunes adultes par l'Hospice général, réitérait le même constat qu'une charge de travail excédentaire empêche une exécution efficace des tâches et un accompagnement vers l'autonomisation des usager.ère.s. Depuis des années les professionnel.le.s de terrain, les institutions partenaires, des expert.e.s reconnus constatent un engorgement de l'aide sociale à défaut de la mise à disposition de moyens suffisant en personnel. Il est particulièrement dommageable que le législateur pour une majeure partie de ses membres ne tienne toujours pas compte de ce que la littérature et l'expertise du terrain du travail social enseigne.

En ce sens nous constatons que la recherche d'économies à court terme dont relève cette occultation de la nécessité de doter en conséquence les entités concernées induit un grave problème de gestion des deniers publics. Elle génère de nombreux dysfonctionnements qui coûtent très cher à la République. Ainsi, les statistiques de l'Hospice général révélaient en 2022 qu'en 10 ans, la durée d'intervention avait doublé. On était passé d'une durée de 27 à 54 mois, à savoir de 2 ans et 3 mois d'aide à 4 ans et demi de prise en charge. Actuellement nous devons être à 56 ou 57 mois. Or cet allongement de la durée d'intervention est non seulement extrêmement coûteux pour les finances publiques, mais qui plus est, génère un lot d'effets collatéraux qui, à leur tour, s'avèreront particulièrement dispendieux : exclusion durable du marché du travail, perte de compétences et de confiance en soi, incidences sur l'état de santé physique et psychique, détérioration de la situation administrative et financière des personnes en

question, surendettement, etc.. L'on peut dès lors être autorisé à penser que ce qui affecte le plus indûment les finances de l'Etat, ce n'est pas l'augmentation du nombre de personnes à l'aide sociale, mais de mauvaises décisions organisationnelles.

Ces dernières années les tentatives de réorganisations ou de nouvelles redistributions des compétences n'ont en rien amené à une réduction de la charge de travail ou à un meilleur accompagnement. Elles n'ont généré en fait qu'une forme de taylorisation de l'intervention et un espacement des entretiens sociaux de 6 à 12 mois, voire souvent plus. Une réalité qui au regard des valeurs essentielles du travail social n'a plus grand-chose à voir avec un accompagnement social. Une accumulation d'une charge de travail qui contrevient à la nécessité de mise en œuvre d'un travail de réseau avec les autres institutions ou d'autres entités partenaires, qui, de surcroît, ne permet pas de potentialiser la polyvalence des professionnel.le.s.

Le travail social ne peut être le seul rempart contre la pauvreté

Au-delà du déficit de force de travail pour affronter une situation sociale et économique alarmante, il nous paraît indispensable de distinguer les mesures de luttres contre la pauvreté : par exemple le développement de l'emploi, le salaire minimum, des assurances sociales adaptées au contexte économique et social, etc. de l'accompagnement des personnes en butte aux difficultés générées par la pauvreté ou par les aléas de la vie.

Ainsi, est-il aussi vain, à nos yeux, de reprocher aux professionnel.le.s, aux institutions l'augmentation du recours à leurs services, ou de stigmatiser les ayant-droit à l'aide sociale, qui aux yeux de certains, pèseraient lourdement sur les finances de l'Etat. Osons le dire, ces dernier.ère.s ne le font pas exprès ! Il.elle.s sollicitent les institutions sociale, notamment l'Hospice général, par nécessité, pas par choix ! Ainsi, à cet égard, la récente décision du Conseil d'Etat de réduire de CHF 50, – le forfait d'intégration de l'aide sociale au motif « d'une mesure d'économie s'inscrivant dans un contexte de pression accrue sur les finances cantonales. » est incompréhensible et injuste. Elle ne combat en rien la pauvreté, elle ne fait que de rendre les « pauvres » plus pauvres encore ! Après les récentes baisses d'impôt qu'a connu récemment notre canton, La pilule est non seulement amère ! Mais surtout, cette mesure se révélera de toutes façons impuissante à juguler le coût de la pauvreté.

Plus précisément sur les PI 13730, PI 13720 et la M 3176

PL 13730 modifiant la LASLP – Uniformisation des prestations pour les personnes admises provisoirement

Déposé le 11 décembre 2025, ce projet de loi jette l'éponge alors que la loi ne présente même pas une année d'application. Il met l'accent sur l'augmentation du nombre de dossiers à l'aide sociale et l'augmentation des coûts que cet accroissement génère. Il propose une mesure d'économie qui ne présente aucune incidence sur le nombre de personnes nécessitant d'être aidées. Il propose seulement d'octroyer des prestations plus basses à une certaine catégorie de personnes : les requérant.e.s d'asile en admission provisoire. Une piètre économie car elle ne concerne actuellement que 198 dossiers, soit 330 personnes. Si l'économie est faible, le déficit de sens est immense, le sentiment d'injustice est puissant.

En proposant de supprimer la dérogation contenue dans la loi, qui permet aux personnes en admission provisoire - ayant 7 ans de résidence à Genève et ayant épuisé leur droit aux chômage - de bénéficier du barème ordinaire de l'aide sociale, on sanctionne injustement les efforts d'intégration réalisés par ces personnes. Elles qui doublement affectées par les aléas de leur situation d'exilé.e.s et le fait d'avoir perdu leur emploi. Vouloir comme le préconise ce projet de loi les rétrograder dans un régime d'aide auquel il.elle.s avaient pu échapper par leurs efforts est non seulement vexatoire mais il replace ces gens dans une précarité extrême dont il.elle.s avaient pu s'affranchir.

Arguer que l'intention qui sous-tend cette démarche vise à l'équité de traitement est peu crédible dès lors qu'il s'agit de traiter de la même manière des situations différentes. Cela dit, de notre point de vue l'existence de différents niveaux de minimum vitaux est conceptuellement dénuée de sens. Pour rappel jusqu'au milieu des années 80, il n'y avait à Genève qu'un seul minimum vital. Cela avait du sens, car plus bas que le minimum vital... Il n'y a que, selon la définition du minimum vital, un minimum qui ne permet de couvrir ses besoins vitaux. Dont l'acte !

Pour conclure, sur ce projet de loi, nous estimons que celui-ci obéit à d'autres impératifs que la recherche d'équité ou d'économies. Il vise à priver de l'accès au barème ordinaire une catégorie de personnes dont les efforts d'intégration ont été reconnus précisément par la dérogation prévue à l'article 26 alinéa 2. En niant la valeur de ces efforts, et de fait la réalité du coût de la vie à Genève, on renvoie ces personnes à une précarité plus grande encore.

Quant au procès qui est fait dans ce texte aux révisions successives de la loi sur l'aide sociale, nous rappelons que régulièrement les professionnel.le.s de terrain sont intervenu.e.s pour alerter le législateur sur l'inadéquation des révisions envisagées. Il.elle.s n'ont pas été entendu.e.s.

Par sa dynamique par sa volonté de se recentrer sur les enjeux majeurs du travail social, la LASLP se distingue de ces dernières. Il serait préjudiciable aux intérêts de la politique publique dont elle relève de venir aujourd'hui opérer des régressions. Ce pourquoi nous tenons la proposition contenue dans ce projet de loi comme aussi inadéquate qu'injuste. Pour ces motifs, nous vous invitons Mesdames et Messieurs les député.e.s, à rejeter ce projet de loi.

PL 13720 modifiant la LASLP – Valoriser la formation professionnelle, le monde du travail et le bénévolat et réduire les lourdeurs administratives.

De manière générale nous sommes opposé.e.s au contenu de ce projet de loi car il nous semble fondé sur une perception erronée de diverses réalités, que nous détaillerons plus loin, et qu'il entend occulter la nécessité de mieux comprendre la pauvreté pour mieux la combattre. Il y a cependant, une proposition de ce texte qui nous paraît pertinente. Il s'agit de celle supprimant les forfaits pour privilégier le cas échéant des prises en charge de prestations circonstancielles sur la base de frais effectifs.

Pour ce présent texte nous procéderons par une prise de position article par article.

Art 31 al 3 : Celui-ci demandant que les prestations pour les jeunes de 18 à 25 ans ne puissent dépasser les revenus issus de la formation professionnelle repose sur une confusion entre le revenu tiré de la formation professionnelle et la couverture des besoins vitaux. Deux concepts ne répondant pas aux mêmes impératifs. Si l'on considère que le salaire des apprenti.e.s varie généralement, selon le secteur d'activité ou le stade formation, entre CHF 300.-- et 1300.--, on perçoit mal comment ce principe pourrait devenir la règle ; quand bien même serait prise en considération l'allocation d'étude à laquelle un jeune adulte pourrait avoir droit. On introduirait de fait une distorsion injustifiable en raison de la variabilité des salaires d'apprentissage dans l'aide sociale destinée aux jeunes adulte.

Les jeunes adultes perçoivent déjà un barème diminué de 30% par rapport au barème ordinaire, le baisser plus encore n'a aucun sens. A plus forte raison si cette proposition de baisse repose sur l'a priori que *les jeunes qui sont à l'aide sociale le seraient par paresse, ou facilité, alors qu'ils et elles auraient le choix de travailler ou se former. C'est une mauvaise compréhension des personnes dont on parle. On constate, notamment à Scène Active mais aussi dans de nombreuses autres structures travaillant avec des jeunes adultes en décrochage, que la grande majorité des personnes avec qui on travaille souhaiteraient construire leur vie de manière autonome, se former et avoir une profession qui leur permette de jouer un rôle positif dans la société. Elles sont empêchées par différents freins, qu'elles cumulent très souvent : santé mentale fragile (angoisses, dépressions, troubles psy), neuro-diversité, problèmes de logement, dettes, addictions, dynamiques familiales ou relations amoureuses toxiques... De plus, leur expérience de décrochage, parfois d'harcèlement, de violences, etc. fait qu'elles ont une estime de soi très amoindrie et ne se sentent pas du tout capable de prendre des responsabilités et d'accomplir des tâches, parfois même simples. Ces personnes ont besoin d'un peu de temps pour pouvoir se soigner et/ou dépasser ces freins, avant de pouvoir se lancer dans une formation.* Le temps qu'elles passent à l'aide sociale n'est pas du temps perdu. C'est un temps nécessaire de reconstruction.

Art. 37 al 1 : nous l'avons déjà exprimé cette proposition nous semble adéquate car le système des forfaits met en difficulté nombre de personnes. Cela a été attesté par plusieurs services qui épaulent celles-ci. Leur constat, que nous rejoignons, est que le minimum vital est trop bas, trop contraignant pour que les personnes concernées puissent épargner sur les montants qui leur sont alloués. Ainsi l'intention de les autonomiser au travers de la gestion d'un forfait est contredite par la réalité. Lorsque le cas échoit, le forfait a souvent déjà été dépensé pour faire face à d'autres impératifs financiers. Réintroduire un système de prise en charge des frais circonstanciels sur la base de frais effectifs contourne ce travers et surtout évite de faire porter aux usager.ère.s le poids d'économies très difficiles à réaliser et la culpabilité de ne pas y être parvenu.

Art 57 al 3 lettres e et j : Cet article contient deux données qui d'un point de vue rationnel nous paraissent totalement inappropriées.

lettre e : La lettre e prévoit en matière de formation de donner la priorité au secteur d'activité du marché du travail à forte pénurie de main-d'œuvre. L'idée n'est pas opportune. Il s'agit du futur de ces jeunes adultes. Il n'est pas adéquat de les caser à tout prix dans un secteur qui manque transitoirement. Il faut si l'on veut favoriser leur insertion, les accompagner dans des projets qui les motivent : des projets réalistes et réalisables. Le work first a largement montré ses limites. Il faut aujourd'hui éviter de répéter les erreurs du passé et tenir compte autant des intérêts et prédispositions des jeunes en question que du contexte économique.

Lettre j : instituer une activité bénévole obligatoire, cet énoncé en soit contradictoire, ne serait-ce que parce que le propre de l'activité bénévole est le volontariat. Enfin rendre l'activité bénévole obligatoire revient à faire primer celle-ci sur le travail de reconstruction, sur le temps nécessaire pour retrouver les forces et la confiance en soi pour affronter les différentes étapes de l'intégration professionnelle. Dans certaines circonstances une activité d'occupation ou de reprise de confiance en soi peut s'avérer adéquate, cependant elle ne peut en aucun cas se décréter comme une obligation systématique pour tous et toutes. Elle doit être issue d'une indication sociale résultant de l'évaluation de la situation. *De plus, il serait totalement contre-productif d'imposer des bénévoles-forcés à des structures (par exemples associations ou structures sociales). Cela amènerait plus de problèmes que de plus-value à ces structures, qui devraient gérer des personnes n'ayant pas l'intérêt et la motivation, et n'ayant peut-être pas les capacités (psychologiques, concentration, empathie, notamment) de faire les tâches attendues.* A l'inverse, pour des personnes opérationnelles cela risquerait d'entrer en concurrence avec les emplois réguliers de ces entités. Une concurrence d'un particulier mauvais aloi lorsque l'on connaît

le taux de chômage particulièrement élevé de notre canton, à savoir : 5,2 % soit autant que pendant la crise COVID et cela sans le chômage partiel (RHT).

Art 59 al 4 : la modification de cet article consiste simplement à supprimer dans de la version d'origine la mention de l'Observatoire cantonal de la précarité mentionné à l'article 75. Une suppression que nous condamnons car elle prive la République et ses autorités d'un outil indispensable de connaissance de la pauvreté et d'analyse des pistes de remédiation qu'elle nécessite.

Art 75 : Cette proposition d'amendement parachève le processus enclenché dans l'article 59 al 4. Il supprime totalement l'Observatoire de la pauvreté. Il ne retient de la proposition initiale que la fonction d'évaluation de l'application de la LASLP sans dire qui devrait en être chargé mais en rajoutant dans les critères d'évaluation l'indication du nombre de professionnel.le.s affecté.e.s aux différentes tâches contenues dans la loi. Cette précision interpelle. Il serait judicieux de connaître les motifs de cet accent. Serait-ce avec l'intention de veiller à une meilleure adéquation entre le nombre de dossiers et la dotation du personnel ? Ce qui serait louable. Ou cela ne risque-t-il pas de servir, comme cela a déjà été le cas dans le passé, à des analyses sommaires.

Alors que tous les indicateurs sont au rouge, que la pauvreté et la précarité augmente fortement dans notre canton, que le risque de pauvreté y est plus élevé que dans le reste de la Suisse ; se priver d'un instrument de compréhension de ce phénomène est déraisonnable. Comment combattre efficacement la pauvreté si nous n'en connaissons pas les facteurs qui concourent à son développement.

La nécessité d'un Observatoire de la pauvreté est avérée. Il doit, comme prévu dans la LASLP, relever d'entités externes et présenter la fonction d'un outil indépendant d'évaluation, d'analyse et de prospection. Il ne se borne pas contrairement à ce que semble croire les auteur.trice.s de ce projet de la loi à uniquement évaluer les effets de la loi.

Pour conclure sur ce projet de loi, nous pensons qu'il devrait être rejeté car il repose sur des prémisses faussées par une perception erronée de la réalité des jeunes adultes en difficulté et de leur rapport à l'aide sociale.

Le seul élément qui mériterait d'être retenu à nos yeux est la proposition contenue à l'article 37 al 1 concernant la suppression des forfaits en faveur d'une prise en charge sur présentations de frais effectifs. Mais ne vaudrait-il pas mieux agir pour cela par le biais d'un autre projet de loi plutôt que d'entretenir une discussion sur les perceptions des uns et des autres sur la réalité vécue par les jeunes adultes en difficulté.

M 3176 : « Pour plus d'égalité dans l'accompagnement des jeunes adultes en décrochage scolaire, en rupture de formation ou d'apprentissage et à l'aide sociale ! »

Cette motion entend mettre fin à ce qu'elle croit pouvoir identifier comme des redondances entre différents services, notamment en fusionnant Objectifs jeunes et CAP Formations et à placer l'intégralité des mesures d'insertion ou de réinsertion professionnelle pour les jeunes de 18 à 25 ans au sein du DIP. Il nous apparaît que ces propositions relèvent d'une mauvaise compréhension des différents acteurs et de leur rôle. Dans le texte de la M3176, JAFA et Objectif Jeunes semblent être confondus. Voici ce qui objectivement les différencie

- **Objectif Jeunes**: 25 programmes de remobilisation indépendants financés en partie par le DCS (mais également par des financements privés pour la plupart) qui visent la remobilisation, la reprise de confiance, la reprise de rythme, l'accompagnement socio-éducatif. Il y a une grande diversité dans les 25 programmes, ce qui est justement la force d'Objectif Jeunes, car cela permet de trouver les activités d'accroche qui peuvent être vectrices de remobilisation et de prise de confiance. Certains programmes passent par le sport, l'art, des activités en lien avec la nature ou encore le numérique. Selon les intérêts et le profil de chaque personne, ce n'est pas le même programme qui fait sens.

- **JAFA**: un dispositif lancé par le DCS qui combine 3 éléments: une bourse de préformation (à la place de l'aide sociale de l'HG, réservée à celles et ceux qui y auraient droit), un coaching par des job coach de Qualife, et la participation à un programme de remobilisation (20 des 25 programmes d'Objectif



Berufsverband Soziale Arbeit Schweiz
 Association professionnelle suisse du travail social
 Associazione professionale lavoro sociale Svizzera
 Associaziun professunala svizra da la lavur sociala

Jeunes sont partenaires). Il vise l'entrée en apprentissage. Le Job coaching de Qualife consiste en l'orientation vers un CFC, remise à niveau scolaire, stages, CV, et préparation d'entretiens d'entrée en CFC.

- Cap Formation : orientation professionnelle et job coaching proposé par le DIP. Ne vise pas que l'entrée en apprentissage.

Il convient de bien faire la distinction entre les notions de remobilisation et d'insertion professionnelle, la première devant précéder la seconde, afin d'amener des personnes très éloignées du marché du travail en situation de pouvoir réussir leur formation et leur insertion professionnelle. Cette démarche sociale doit être centrée sur les personnes, sur leurs besoins et les accompagner à leur rythme. Elle nécessite une collaboration étroite au sein du réseau social, médical et d'insertion afin que chaque expertise complémentaire puisse être mobilisée si nécessaire et dans le bon timing. A noter que des recherches académiques indiquent une durée moyenne du processus de raccrochage scolaire de 28 mois, et mettent en avant la nécessité d'avoir une approche séquentielle afin d'assurer un raccrochage durable. Forcer une insertion professionnelle d'un.e jeune qui ne serait pas acteur de son projet de vie et en capacité de le mener ne peut que conduire à l'échec.

Si l'on prend l'exemple de Scène Active, c'est un programme parmi les 25 d'Objectif Jeunes qui est aussi partenaires de JAJA et collabore avec Cap Formation ainsi qu'avec tous les autres acteurs du réseau médico-social genevois selon les problématiques rencontrées par chaque individu accompagné. Actuellement, une quinzaine de jeunes (sur quarante par volée) sont envoyé.e.s à Scène Active par Cap Formation (car ayant besoin d'une remobilisation avant de pouvoir trouver une formation), une vingtaine sont bénéficiaires de l'Hospice général (de par leur situation financière), et 4 sont dans le dispositif JAJA.

Les jeunes adultes en décrochage accueilli.e.s à Scène Active sont, dans leur majorité, trop éloigné.e.s d'une possible entrée en formation lorsqu'ils et elles démarrent le programme plein-temps sur 9 mois, en raison de tous les freins psycho-sociaux mentionnés plus haut. Scène Active n'envoie donc que quelques jeunes au dispositif JAJA en début de programme, car les autres ne sont pas encore prêt.e.s et disponibles pour s'insérer professionnellement, et ont besoin d'un accompagnement socio-éducatif de remobilisation avant (travail sur la confiance en soi, le rythme et l'hygiène de vie, désendettement, résolution de problèmes de logement, d'addictions, de relations de violence, mise en place d'un suivi de santé, etc.). C'est seulement une fois ce travail bien entamé qu'un.e jeune va pouvoir identifier ses intérêts professionnels et élaborer un projet de formation, et, à terme, s'insérer professionnellement.

Les statistiques tenues depuis dix ans à l'issue du programme plein-temps de Scène Active, montrent qu'après 9 mois, un peu plus d'un tiers des jeunes trouvent une formation (CFC ou école), un peu moins d'un tiers ont identifié un projet de formation et commencé à faire des stages et autres démarches préparatoires et sont prêt.es pour une démarche d'insertion professionnelle (accompagnée par exemple par Cap Formation ou JAJA) mais en ayant encore besoin d'un accompagnement social, et le dernier tiers fait encore face à des empêchements trop importants (santé, social) pour se projeter dans leur futur professionnel. Ce dernier tiers poursuit donc son parcours auprès d'autres partenaires du réseau santé-social.

Il n'y a donc pas de doublon entre les programmes d'Objectif Jeune et Cap Formation ou entre les programmes d'Objectif Jeune et JAJA, mais bien une **complémentarité nécessaire**.

C'est pourquoi, au bénéfice de ces explications, nous ne pouvons que vous recommander de ne pas donner suite à cette motion, qui si elle est animée de bonnes intentions, ne contient pas les moyens de les réaliser.

Contacts

Emilie Clavel, Co-secrétaire générale AvenirSocial, e.clavel@avenirsocial.ch
 Schwartztorstrasse 1, 3001 Bern – 031 380 83 08

Jocelyne Haller, Membre de la coordination régionale Genève AvenirSocial, geneve@avenirsocial.ch
 Chemin des Picottes 13, 1217 Meyrin – 076 382 01 82

24 mars 2026

Commission des affaires sociales

***PL 13730 modifiant la loi sur l'aide sociale et la lutte contre la
précarité (LASLP) (J 4 04) (Uniformisation des prestations
pour les personnes admises provisoirement)***

Nadine Mudry – Directrice du pôle insertion
Francesca Cereghetti – Adjointe de direction



Département de la cohésion sociale
Office de l'action, de l'insertion et de l'intégration sociales

24/03/2026 - Page 1

Sommaire

1. Les permis de séjour dans le domaine de l'asile
 - Les aides financières selon le type de statut
 - Zoom sur le permis F
2. Les statistiques pour le canton de Genève
3. Focus sur le droit fédéral:
 - Que dit le droit fédéral en matière d'assistance dans le domaine de l'asile?
 - Que dit le droit fédéral en matière d'intégration?
 - L'Agenda intégration suisse (AIS)
4. Recommandation de la CSIAS
5. Focus sur le droit cantonal

Les permis de séjour dans le domaine de l'asile

Permis	Explication
N	Personnes qui ont déposé une demande d'asile en Suisse et dont la procédure est en cours.
F	Personnes qui font l'objet d'une décision de renvoi mais dont l'exécution du renvoi est illicite, inexigible ou impossible. Elles sont, dès lors, admises provisoirement.
B	Personnes qui, dans leur État d'origine ou de provenance, sont exposées à de sérieux préjudices ou craignent à juste titre de l'être en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social déterminé ou de leurs opinions politiques. Définition fondée sur la Convention de Genève.
F réfugié	Le statut de réfugié admis à titre provisoire découle de la Convention de Genève. Il s'agit de personnes qui remplissent la qualité de réfugié mais à qui aucun asile n'a été accordé en raison de motifs d'exclusion de l'asile.
S	Le statut de protection S permet d'obtenir une protection rapide contre une situation de conflit généralisé, sans bureaucratie excessive et sans passer par une procédure d'asile.

Les aides financières selon chaque type de statut

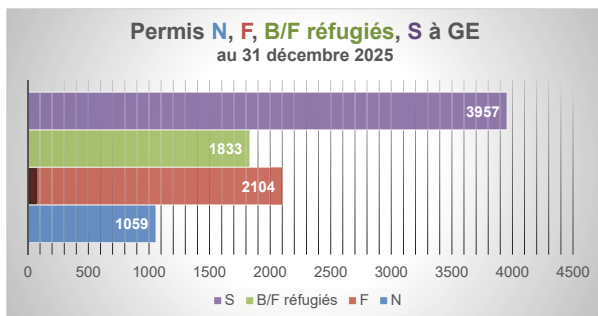
Permis	Droit à l'aide sociale	Forfait d'entretien GE par personne
N	La fixation, l'octroi et la limitation des prestations d'aide sociale sont régis par le droit cantonal (<u>directives cantonales asile</u>)	484 CHF
F	La fixation, l'octroi et la limitation des prestations d'aide sociale sont régis par le droit cantonal (<u>directives cantonales asile</u>)	484 CHF
	En vertu de l' art 26 al. 2 LASLP , si une personne avec permis F a épuisé ses droits aux prestations de l'assurance-chômage en étant domiciliée et ayant vécu sans interruption à Genève durant les 7 dernières années, elle a le droit à l'aide financière ordinaire.	1031 CHF
B	Les réfugiés reconnus ont droit aux mêmes prestations d'aide sociale que les personnes résidant en Suisse (RASLP).	1031 CHF
F réfugié	Les réfugiés admis à titre provisoire ont droit aux mêmes prestations d'aide sociale que les personnes résidant en Suisse (RASLP)	1031 CHF
S	La fixation, l'octroi et la limitation des prestations d'aide sociale sont régis par le droit cantonal (<u>directives cantonales asile</u>)	484 CHF

Zoom sur le permis F

- Personnes qui font l'objet d'une décision de renvoi mais dont l'exécution du renvoi est
 - Illicite (l'exécution serait contraire aux dispositions du droit international public)
 - Pas raisonnablement exigible (ex: en raison d'une guerre ou d'une situation de violence généralisée dans son État d'origine)
 - Impossible (ex: il n'est pas possible d'obtenir des documents de voyage)
- L'admission provisoire constitue donc une mesure de substitution prononcée lorsque le renvoi ne peut pas être prononcé.
- Conformément à l'art. 84, al. 1, LEI, le SEM examine périodiquement si les conditions d'octroi d'une admission provisoire sont toujours remplies. Si ce n'est plus le cas, l'admission provisoire est levé.

24/03/2026 - Page 5

Statistiques à Genève



- Sur la totalité des permis F:
 - Le 62 % était en Suisse depuis plus de 3 ans.
 - Majoritairement des personnes ressortissantes d'Afghanistan (34%), de Syrie (8%) et d'Érythrée (5%).
 - 87 personnes (4%) bénéficiaient de l'aide ordinaire en vertu de l'art. 26, al. 2 LASLP.**

24/03/2026 - Page 6

Que dit le droit fédéral en matière d'assistance dans le domaine de l'asile?

Article 82 de la Loi sur l'asile (LAsi) – aide sociale et aide d'urgence

¹L'octroi de l'aide sociale et de l'aide d'urgence est régi par le droit cantonal. Les personnes frappées d'une décision de renvoi exécutoire auxquelles un délai de départ a été imparti sont exclues du régime d'aide sociale.

...

³ L'aide sociale accordée aux requérants et aux personnes à protéger qui ne bénéficient pas d'une autorisation de séjour doit être fournie, dans la mesure du possible, sous la forme de prestations en nature. Elle est inférieure à celle accordée aux personnes résidant en Suisse.

...

⁵ La situation particulière des réfugiés et des personnes à protéger qui ont droit à une autorisation de séjour sera prise en considération; leur intégration sociale, professionnelle et culturelle sera notamment facilitée.

24/03/2026 - Page 7

Que dit le droit fédéral sur l'intégration?

Loi sur les étrangers et l'intégration (LEI)

Article 4 – Intégration

¹ L'intégration des étrangers vise à favoriser la coexistence des populations suisse et étrangère sur la base des valeurs constitutionnelles ainsi que le respect et la tolérance mutuels.

² Elle doit permettre aux étrangers dont le séjour est légal et durable de participer à la vie économique, sociale et culturelle.

³ L'intégration suppose d'une part que les étrangers sont disposés à s'intégrer, d'autre part que la population suisse fait preuve d'ouverture à leur égard.

⁴ Il est indispensable que les étrangers se familiarisent avec la société et le mode de vie en Suisse et, en particulier, qu'ils apprennent une langue nationale.

24/03/2026 - Page 8

Agenda intégration suisse (AIS)

2019 : lancement de l'agenda intégration suisse (AIS)

A Genève, les objectifs prioritaires dans le cadre de l'AIS sont notamment les suivants :

- l'ensemble des personnes acquiert, dans les 3 ans, les connaissances de base de la langue permettant de gérer le quotidien ;
- les personnes de 16 à 25 ans suivent une formation post-obligatoire dans les 5 ans ;
- les personnes de 25 à 55 ans sont durablement intégrées dans le marché du travail dans les 7 ans ;
- l'ensemble des personnes connaît bien le mode de vie en Suisse et entretient des contacts avec la population locale dans les 7 ans.

⇒ Intégrer mieux sur le marché du travail = réduire la dépendance à l'aide sociale

24/03/2026 - Page 9

Recommandations de la CSIAS

- Des forfaits inférieurs à l'aide sociale ainsi que des prestations en nature, tels que prévues par la loi sur l'asile, peuvent se justifier pour les titulaires de permis N et S.
- Les titulaires de permis F font face aux mêmes coûts de la vie que la population locale. **Des prestations qui ne couvrent pas le minimum vital ont pour effet d'entraver la participation sociale et l'inclusion.** Cet état de fait entrave gravement la réalisation des objectifs définis par la Confédération et les cantons dans l'Agenda Intégration.
- Par ailleurs, des forfaits qui empêchent la participation sociale et l'intégration entrent en contradiction avec l'art. 7 Cst. et l'art. 53 LEI. Cette dernière disposition oblige la Confédération, les cantons et les communes à tenir compte, dans l'accomplissement de leurs tâches, « des objectifs de l'intégration des étrangers et de la protection contre la discrimination » et à « créer des conditions propices à l'égalité des chances et à la participation des étrangers à la vie publique »

CSIAS, "Prise de position d'expertise de la CSIAS: L'aide sociale dans le domaine de l'asile: le forfait pour l'entretien", Bern, janvier 2023

24/03/2026 - Page 10

Que dit le droit cantonal ?

Article 26, alinéa 1, de la LASLP :

Les personnes admises à titre provisoire bénéficient des prestations d'aide sociale selon les « Directives cantonales en matière de prestations d'aide sociale et financière aux requérants d'asile et statuts assimilés », entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2011 (ci-après : directives cantonales).

- Le barème de ces prestations est nettement inférieur à celui de l'aide sociale ordinaire accordée aux ressortissants suisses, réfugiés statutaires et aux autres ressortissants étrangers domiciliés à Genève avec un permis B ou C en vertu de l'article 24, alinéa 2, LASLP et de son règlement d'application (RASLP ; J 4 04.01).
- Depuis le 1^{er} janvier 2025, le forfait mensuel pour l'entretien pour une personne seule est de 484 francs selon les directives cantonales en matière de prestations d'aide sociale et financière aux requérants d'asile et statuts assimilés, tandis que le forfait pour l'entretien de l'aide ordinaire est de 1'031 francs par mois (cf. art. 5, al. 1 RASLP).

24/03/2026 - Page 11

Exceptions à la règle

Article 26, alinéa 2, LASLP

En dérogation à l'alinéa 1, les personnes admises à titre provisoire ont droit aux prestations d'aide financière ordinaire prévues par l'article 24, alinéa 2, de la présente loi si, cumulativement :

- a) elles ont épuisé leurs droits aux prestations de l'assurance-chômage;
- b) elles ont été domiciliées dans le canton de Genève et y ont résidé effectivement, sans interruption, durant les 7 années précédant la demande prévue par l'article 43 de la présente loi.

Historique de l'article

- Déjà prévu par la LIASI (article 11, alinéa 3)
- Créé lors de l'abrogation de la LRMCAS, prévoyant que les permis F qui avaient épuisé leurs droits au chômage pouvaient bénéficier, au même titre que les autres chômeurs arrivés en fin de droit, des prestations prévues par la LRMCAS s'ils résidaient au moins depuis 7 ans dans le canton.
- Objectif de favoriser le retour à l'emploi

24/03/2026 - Page 12

Date de dépôt : 28 mai 2026

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de Gilbert Catelain

Les dépenses allouées à la délivrance des prestations financières de l’aide sociale sont en continuelle augmentation. En trois ans, le nombre de recours à l’aide sociale a augmenté de près de 40%.

Bien que finalement refusée, une demande de crédit complémentaire de 51,4 millions de francs avait été formulée par le Conseil d’Etat devant le Grand Conseil sans que l’on sache vraiment qui de l’aide sociale ou du domaine de l’asile.

En effet, conformément à l’article 3, alinéa 1, de la loi d’application de la loi fédérale sur l’asile (LaLASi) (F 2 15), l’Hospice général est l’organisme compétent en matière d’assistance sociale, des requérants d’asile ainsi que des réfugiés au bénéfice d’un permis d’établissement.

En 15 ans, de 2010 à 2025, la situation a évolué de la manière suivante :

	2010	2025	%
Budget canton de Genève	7665 millions	10 892 millions	+42
Subvention du canton à l’Hospice général <i>(source : comptes HG)</i>	268 millions	768,3 millions	+186
Part de la subvention dans le budget cantonal	3,5%	7%	
Indice du coût de la vie	100	106	+6
Population	457 628	537 191	+15,8
Subvention de l’Hospice général/habitant	578 F	1430 F	+147

L’Etat de Genève souffre d’une croissance des charges que seules une bonne santé économique, des recettes florissantes, parfois inespérées, et une

application partielle de l'indexation des salaires et des annuités des collaborateurs de l'Etat ont permis de couvrir jusqu'en 2024.

La situation s'est brusquement dégradée en 2025, malgré des revenus quasi identiques à l'année précédente. Cette bonne santé financière cachait une situation sociale qui l'était beaucoup moins, vu la hausse massive et continue du budget de l'Hospice général (+183% depuis 2010), laquelle s'est détériorée depuis l'entrée en vigueur des accords de Schengen en 2009, malgré un taux de chômage en forte baisse, soit 4,6% en 2025 (11 926 chômeurs) contre 6,8% en 2010 (14 888 chômeurs/20 486 demandeurs d'emploi à fin septembre 2010).

La détérioration rapide des indicateurs économiques depuis 18 mois se traduit dans les faits par une hausse massive du taux de chômage de 10% sur les dix derniers mois pour s'établir à 5,1% fin avril (12 949 chômeurs/18 608 demandeurs d'emploi). Cette évolution devrait se traduire par des charges financières supplémentaires à court et moyen terme, que seul un recours à l'emprunt pourrait couvrir.

De plus, depuis 2014, le taux de pauvreté a progressé de 28%, passant de 6,7% à 8% de la population.

En résumé, la croissance économique n'a pas permis d'insérer sur le marché du travail une part croissante de la population, migrante ou non. En tenant compte de l'augmentation de la population et de l'indice du coût de la vie, **on peut estimer à 442 millions de francs l'excès de croissance de charges du seul Hospice général pour la seule année 2025 en comparaison à 2010¹.**

Cette situation, spécifique au canton de Genève, n'est pas près de s'améliorer dans la mesure où même le directeur de l'Union patronale suisse, M. Roland Müller, déclarait en juin 2025 : « Il n'est pas de la responsabilité de l'employeur de verser des salaires décents ».

Le récent article « L'emploi ne fait plus la force » du magazine « Bilan » nous confirme que l'intégration de l'IA permettait de réduire la voilure en matière d'embauches, voire de diminuer la taille des équipes, correspondant à un véritable virage stratégique (que l'Etat n'a pas encore pris). Les gains de productivité sont considérables, ce que l'évolution du taux de chômage semble confirmer (sans même évoquer les incidences de la diminution de voilure de la

¹ Subvention 2025 théorique = subvention 2010 multipliée par 1,218 (hausse de la population de 15,8% et renchérissement de 6%), soit 326 millions.
768,3 millions réels - 326,4 millions théoriques = 441,9 millions.

Genève internationale sur notre économie, l'UNICEF délocalisant une partie de ses employés à Rome, les coûts salariaux y étant plus bas).

L'évolution du statut des réfugiés ukrainiens du livret « S » au livret « B-OASA » devrait à minima accroître la charge de l'Hospice Général de 15 millions de francs (300 millions au niveau suisse). Tel ne serait pas le cas si, proportionnellement au nombre d'habitants, Genève et la Suisse n'accueillaient pas quatre fois plus de ressortissants ukrainiens (75 000 à fin décembre 2022) que la France (118 800 en 2022).

A décharge, nous relevons que ces trois dernières années, la Confédération s'est considérablement déchargée sur les cantons d'une partie des charges financières qui lui revenaient, de sorte que le principe « qui paie commande » évolue plutôt en direction de « qui commande ne paie pas ». Les cantons deviennent les simples agents comptables d'une politique fédérale qui les désargentent. Ce qui est aussi le cas dans le domaine de l'assurance maladie de base.

D'autres pistes d'économie sont certes possibles, si l'on accorde le crédit qu'il mérite au rapport du groupe de pilotage à l'attention du Conseil d'Etat sur les mesures d'économie 2027-2029 et la confiance dans le Conseil d'Etat sur sa capacité à prendre des mesures courageuses dans ce domaine, l'humanisme à crédit ayant montré ses limites.

En page 26, les auteurs du rapport apprécient sans ménagement le domaine de l'aide sociale :

« Organisation peu efficiente / Aide plus magnanime que dans les autres cantons / Ecart par rapport à la moyenne suisse : + 50% surcoûts estimés / Forte demande, prestations larges, gestion fragmentée »

Le projet de loi, faut-il le relever, ne constitue pas une initiative fantaisiste issue de l'imagination de ses auteurs, comme notre Conseil en est parfois saisi. Le projet de loi s'inscrit dans le cadre et dans l'esprit du droit supérieur. Il n'est pas non plus atypique, puisque le canton de Zürich (1,6 million d'habitants) applique une telle politique depuis que ses citoyens ont adopté à 67,2%, le 24 septembre 2017, une initiative visant à remplacer l'aide sociale ordinaire pour toutes les personnes admises provisoirement (permis F) par une aide légalement inférieure à l'aide ordinaire, assimilable à une aide d'urgence.

Que dit le droit fédéral ? Que l'aide sociale accordée aux personnes requérantes d'asile et admises provisoirement doit être fournie dans la mesure du possible sous la forme de prestations en nature. Elle est inférieure à celle versée aux personnes résidant en Suisse (art. 86, al. 1 LEI² et art. 82, al. 3

² RS 142.20

LAsi³). Le projet de loi ne concerne pas l'aide sociale pour les réfugiés reconnus (permis B) qui continuent à bénéficier des mêmes prestations que les citoyens suisses, notamment.

La majorité de la commission a mis en avant trois arguments pour s'opposer au projet de loi et ne pas agir. Le premier a consisté à relativiser le nombre de cas, qui serait faible par rapport au nombre total de personnes bénéficiaires de prestations financières de l'aide sociale, dont le nombre a pris l'ascenseur avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité (LASLP) (J 4 04).

La majorité de la commission a refusé ce projet de loi au motif que les économies prévues seraient trop faibles (quand bien même le Conseil d'Etat n'a pas donné de chiffres précis) avec « seulement » 330 personnes concernées, voire 89 personnes, selon les données de l'Hospice général. Se pose la question de savoir si cette même majorité aurait voté un projet de loi comportant des économies drastiques.

Avec un tel raisonnement, consistant à rejeter tant des économies ciblées que des économies substantielles, de sérieux doutes apparaissent quant à un retour à l'équilibre budgétaire qui ne saurait être attribué aux seuls aléas géopolitiques. En effet, rien n'indique que la tendance actuelle pourrait s'inverser, de sorte que le poids de la subvention de l'Hospice général pourrait atteindre 14% du budget de l'Etat en 2040. Hypothèse d'autant plus probable en cas d'acceptation des accords bilatéraux III et son cortège de conséquences néfastes, notamment la suppression des contingents pour les nouveaux pays membres et l'adoption partielle de la directive européenne sur la citoyenneté, laquelle prévoit un élargissement très important du regroupement familial aux enfants, beaux-enfants, petits-enfants, parents, arrière-petits-enfants, beaux-parents, arrières grands-parents par alliance et membres de la famille nécessitant des soins y compris oncles, tantes, etc.

Le deuxième argument a consisté à induire les personnes en erreur. La minorité ne pense pas inutile de rappeler ce qu'est un livret F (pour étrangers admis provisoirement) :

« Il s'agit de personnes qui font l'objet d'une décision de renvoi de Suisse, mais pour lesquelles l'exécution du renvoi se révélerait illicite (violation du droit international public), inexigible (mise en danger concrète de l'étranger) ou matériellement impossible (pour des motifs techniques d'exécution). L'admission provisoire constitue donc une mesure de substitution.

³ RS 142.31

L'admission provisoire peut être prononcée pour une durée de douze mois. Le canton de séjour peut en prolonger la durée, à chaque fois pour douze mois. »

Les personnes admises provisoirement sont généralement titulaires d'un livret F. Il peut s'agir par exemple d'un ressortissant d'un pays tiers qui décide de migrer illégalement en Europe via la frontière extérieure Schengen au motif qu'il ne souhaite pas accomplir deux ans de service militaire dans son pays d'origine et, non content de trouver refuge dans le premier pays d'arrivée (généralement méditerranéen), poursuit son périple en Suisse en franchissant illégalement une frontière intérieure. Il peut aussi tout simplement s'agir du ressortissant d'un pays tiers souhaitant simplement améliorer sa situation économique.

Les personnes admises à titre provisoire sont habilitées à travailler dans toute la Suisse. L'exercice d'une activité lucrative par cette catégorie de personnes fait l'objet d'une simple annonce par l'employeur auprès de l'autorité cantonale compétente. L'octroi ultérieur d'une autorisation de séjour est régi par les dispositions de la LEI (art. 84, al. 5). »⁴

La minorité conteste l'affirmation selon laquelle des permis B seraient concernés. L'actuel article 26, alinéa 2, LASLP concerne des personnes admises provisoirement (permis F). Si le titulaire d'un permis F, parce que particulièrement bien intégré socialement et professionnellement, devait être mis au bénéfice d'une autorisation de séjour (permis B) relevant du droit des étrangers en répondant aux conditions de l'article 14 LAsi, cela mettrait fin à l'admission provisoire (art. 84, al. 4 LEI).

Enfin, le projet de loi relève, cela n'a peut-être pas été formulé de manière suffisamment claire, de la législation sociale et non du droit des étrangers. Il n'influe pas sur les critères d'obtention d'une autorisation de séjour.

Le troisième argument relève de la mise en œuvre de l'Agenda Intégration Suisse, qui vise à intégrer les titulaires de permis F, alors qu'ils n'ont pas vocation à rester sur le territoire. Pour l'Hospice général, renoncer à l'aide ordinaire pour la catégorie des bénéficiaires concernés au motif qu'ils ont épuisé leurs droits au chômage et séjourné de manière continue sept ans à Genève, soit une réduction d'un tiers du forfait d'aide sociale, l'obligerait à les reloger dans des logements collectifs.

L'argument de l'intégration, pour une population qui a vocation à quitter le pays qu'elle a rejoint illégalement, résiste mal à l'examen des faits.

⁴ Source:

https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/themen/aufenthalt/nicht_eu_efta/ausweis_f_vorlaeufig.html

Dans la même intervention, pour expliquer un faible taux d'intégration sur le marché du travail des bénéficiaires de l'aide sociale dans le domaine d'asile, en particulier les titulaires de permis S, un représentant de l'Hospice général nous explique que « des recherches approfondies réalisées et présentées au printemps 2025 ont montré de manière claire que la variable la plus déterminante pour expliquer les difficultés rencontrées résidait dans le taux de chômage ». Il relève que « jusqu'alors, d'autres facteurs étaient souvent invoqués, comme la concurrence frontalière, mais que ces explications ne se révélaient pas suffisamment robustes, les données macroéconomiques démontrant surtout l'importance du niveau de chômage ». Une phrase plus loin, il rappelle « que le canton soutenait depuis longtemps que la situation genevoise devait être appréciée à la lumière de ses spécificités, notamment la concurrence frontalière »...

C'est sur cette belle démonstration que le même intervenant se félicite des effets de la mise en œuvre de l'Agenda Intégration Suisse, se fondant sur les chiffres de janvier 2026. Il précise que 1611 personnes relevant du domaine de l'asile exercent une activité professionnelle, ce qui correspond à un taux de 19,12% soit un niveau jamais atteint jusqu'à présent.

En conclusion, l'Hospice général vient de nous faire la démonstration que le taux d'activité des personnes relevant de l'asile n'est pas corrélé à celui du chômage, lequel a progressé de 10% en un an. On se réjouit déjà de l'effet que cette heureuse évolution aura sur les comptes 2026 de l'Hospice général, alors que le budget du Conseil d'Etat prévoyait une nouvelle hausse de sa subvention de 43 millions pour le porter à un niveau stratosphérique de 811 millions de francs.

En effet, grâce à un engagement fort des institutions concernées, la réforme initiée il y a cinq ans commence à produire des effets.

Que d'efforts pour constater que plus du 80% de cette population ne travaille pas, parfois pour des questions d'âge, et que la majorité de ceux qui ont une activité professionnelle ne sont pas indépendants financièrement, de sorte qu'ils demeurent dépendants de l'aide sociale.

S'agissant des titulaires de permis F, concurrents directs des réfugiés reconnus et des permis S, l'Hospice général annonce que 2057 personnes sont actives, ce qui représente un taux d'emploi de 17,08%, sans indication du taux d'activité ni du niveau de rémunération, encore moins de celui de l'indépendance financière.

Sur les 89 permis F concernés par l'article 26, alinéa 2 LASLP en décembre 2024, leur durée à l'aide sociale était supérieure à dix ans pour 27% d'entre eux et près de 50% depuis plus de cinq ans. Seuls 13 étaient sortis de l'aide

sociale l'année suivante pour différents motifs (dans deux cas en raison d'une augmentation de revenu). Des 89 permis F admis provisoires considérés en décembre 2024, 16 étaient en emploi au 31 décembre 2025. La très grande majorité travaillait dans des domaines à faible rémunération (agent d'entretien, agent de propreté, agent de maintenance, employé de restauration, aide-cuisinier, employé de cuisine, etc.).

En résumé, pour la majorité des titulaires de permis F concernés, l'article 26, alinéa 2 LASLP leur permet de conserver leur logement, d'accéder à l'aide sociale ordinaire, sans démontrer une féroce volonté d'intégration sur un marché du travail par nature concurrentiel. Cette situation crée une distorsion de concurrence vis-à-vis des résidents que les difficultés de la vie ont conduits dans la précarité, allant jusqu'à devoir renoncer au logement qu'ils occupaient grâce à leurs seuls deniers. Elle prive de nombreux résidents suisses ou titulaires d'un permis d'établissement, d'un accès au marché locatif. Cette « prime au logement » pénalise également les citoyens européens qui bénéficient certes de la libre circulation, mais ne parviennent pas à s'établir dans notre pays.

A l'avantage de ces éclaircissements, la minorité vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à reconsidérer votre position et à accepter le présent projet de loi.